

UNIVERSITE DE YAOUNDE I  
\*\*\*\*\*  
CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES,  
SOCIALES ET EDUCATI  
\*\*\*\*\*  
UNITE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCE  
HUMAINE ET SOCIALE  
\*\*\*\*\*  
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE  
\*\*\*\*\*



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I  
\*\*\*\*\*  
POSTGRADUAT FOR SOCIAL AND  
EDUCATIONAL SCIENCES  
\*\*\*\*\*  
DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR  
SOCIAL SCIENCES  
\*\*\*\*\*  
DEPARTMENT OF HISTORY  
\*\*\*\*\*

# LES ONG ISLAMIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL: CAS DE WAMY ET DE TIKA (1990-2020)

*Mémoire présenté et soutenu publiquement le 31 Juillet 2023 en vue de l'obtention du  
Diplôme de Master en Histoire*

**Spécialisation : Histoire des Relations Internationales**

Par

**DJIBRILLA BOUBAKARI**

*Licencié en Histoire*

**Membre du Jury**

<b>Président</b>	<b>Tassou André</b>	<b>(Pr) Université de Yaoundé I</b>
<b>Examineur</b>	<b>Keming Nchinda David</b>	<b>(Pr) Université de Yaoundé I</b>
<b>Rapporteur</b>	<b>Diyé Jérémie</b>	<b>(Pr) Université de Yaoundé I</b>



**JUILLET 2023**

Je dédie ce travail à toute ma famille

## REMERCIEMENTS

La réalisation de ce travail n'a été possible que grâce au concours gigantesque de plusieurs personnes et institutions à qui nous tenons à adresser nos remerciements les plus sincères.

Nous pensons à notre directeur de mémoire, le Pr DIYE JEREMIE, qui, malgré ses multiples occupations et sollicitations scientifiques nationales et internationales, a accepté guider nos pas dans le domaine de la recherche heuristique. Ses conseils, sa disponibilité, sa sociabilité, sa proximité, ses orientations, ses critiques, ses multiples encouragements, sa rigueur et la mise à notre disposition de plusieurs documents ont donné un cachet particulier à ce travail.

Nous tenons aussi à remercier tous les enseignants qui ont contribué à notre formation universitaire. Nous remercions les enseignants du département d'Histoire de l'Université de Yaoundé 1, qui ont assuré notre formation depuis notre entrée à l'Université en 2015.

Nous sommes également redevables envers l'équipe des différentes ENS, des organisations nationales et internationales telles que : *WAMY*, *TIKA*, *ACAMAS* ; les différents dirigeants d'écoles coraniques et mosquées qui nous ont accueilli durant notre période d'enquêtes de terrain. Nous adressons également notre gratitude à plusieurs ONG locales telles que l'ACIC (Association Culturelle Islamique du Cameroun), au JIC (Jeunesse Islamique du Cameroun), au bureau général de l'OFIF à Yaoundé, pour les documents et les personnes ressources mises à notre disposition ; aux agents de la bibliothèque de l'Université de Ngaoundéré et de Maroua. Ces différents centres de recherche et structures d'encadrement nous ont fournis une précieuse documentation ayant contribué à répondre à nos objectifs scientifiques.

Nous témoignons notre reconnaissance à tous nos camarades de promotion avec qui nous avons partagé plusieurs expériences scientifiques lors de la tenue des séminaires en Master. Nous disons également merci à nos parents qui nous ont soutenus dans nos études de plusieurs façons.

À l'égard de toutes ces personnes et celles que nous n'avons pas pu nommer, nous exprimons notre profonde reconnaissance.

## SOMMAIRE

<i>REMERCIEMENTS</i>	<i>ii</i>
<i>SOMMAIRE</i>	<i>iii</i>
<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS</i>	<i>viii</i>
<i>RÉSUMÉ</i>	<i>iv</i>
<i>ABSTRACT</i>	<i>v</i>
<i>LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES</i>	<i>vi</i>
<i>CARTE</i>	<i>viii</i>
<i>LES IMAGE</i>	<i>viii</i>
<i>LES PHOTOS</i>	<i>viii</i>
<i>LISTE DES TABELAUX</i>	<i>ix</i>
<i>INTRODUCTION GÉNÉRALE</i>	<i>1</i>
<i>CHAPITRE 1 : PROFIL ET APPERÇU HISTORIQUE DE QUELQUES ONG PRESENTES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL</i>	<i>24</i>
<i>CHAPITRE 2 : REALISATIONS DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES WAMY ET TIKA AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL</i>	<i>43</i>
<i>CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE ET IMPACT DES ONG ISLAMIQUES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL</i>	<i>86</i>
<i>CHAPITRE 4 : LES FAIBLESSES ET LES PERSPECTIVES DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL</i>	<i>104</i>
<i>CONCLUSION GÉNÉRALE</i>	<i>116</i>
<i>SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>	<i>119</i>
<i>ANNEXES</i>	<i>125</i>
<i>TABLE DES MATIÈRES</i>	<i>134</i>

## RÉSUMÉ

Notre recherche porte sur les organisations islamiques et le développement au Cameroun : cas de *WAMY* et *TIKA* au Cameroun septentrional (1990-2020). Ces organisations sont présentes au Cameroun en général depuis des années 90. Cependant, la légitimité de leurs actions est fondée au Cameroun suite à la présence de ces ONG islamiques dans le pays. Ce travail vise à ressortir et à évaluer la qualité ou l'importance des organisations islamiques pour le développement du Cameroun septentrional. L'atteinte de cet objectif passe par la mise en œuvre de méthodes plurielles parmi lesquelles la collecte et l'analyse des données issues des sources orales, écrites, iconographiques, etc. Suivant une analyse à la fois synchronique et diachronique, il ressort de cette étude que les organisations islamiques se sont installées au Cameroun sous bases culturelle, religieuses, politiques et même économiques. Aux caractéristiques et domaines de compétences variées, les organisations islamiques ont engagé plusieurs actions en vue de favoriser le développement au Cameroun et en particulier dans la partie septentrionale du pays. Les organisations islamiques se déploient dès lors suivant des dynamiques importantes. Les impacts de ces déploiements sont perceptibles à travers les multiples réalisations qu'ont posées ces organisations ; il s'agit des actions sociales comme la création des écoles coraniques, écoles franco-arabes, aide alimentaire et sanitaire. Dès lors, il est à noter que malgré les différentes interventions de ces organisations islamiques dans le champ du développement dans cette partie du Cameroun, quelques limites ont pu être relevées. Ces limites sont principalement liées aux faiblesses des politiques, au manque de financement, et la faible coopération entre le Cameroun et les pays arabes dans le monde.

**Mots-clés :** organisation, islamique, développement, Cameroun septentrional

## ABSTRACT

*Our research focuses on Islamic associations and development in Cameroon: the case of WAMY and TIKA in northern Cameroon (1990-2020). These organizations are presents in Cameroon since sixties. However, the legitimacy of their actions is founded in Cameroon following the country's membership in the organization of the Islamic conference in 1974. This work aims to highlight and assess the quality or important of Islamic organizations for the de development of Northern Cameroons. Achieving, this objective requires the implementation or plural method including the collection and analysis of data from oral sources, iconographic writing, etc. Following both a synchronic and diachronic analysis. It emerges from this study, that Islamic associations have been established in Cameroon under several bases, mainly cultural, political and economic. With varied characteristics and areas of expertise. Islamic associations have undertaken several actions to promote development in Cameroon, particularly the Northern part of the country Islamic organization are therefore deployed following important dynamics. The impacts of these deployments are perceptible through the multiple achievements made by these associations; these are mainly social actions, such as the creation of koranic schools, mosques, and food and health aid. Therefore, it should be noted Thad despite the various interventions of these Islamic organizations I the field of development in this part of the country. Some limits have been identified. These limitations are mainly related to policy weaknesses, lack of funding and weak cooperation between Cameroon and other Arab counties in the world.*

**Keys words:** *organization, Islamic, development, Northern Cameroon*

## LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

<b>ACAMAS</b>	:	Association Camerounaise pour l'Aide et la Solidarité
<b>ACF</b>	:	Action Contre la Faim
<b>ACIC</b>	:	Association culturelle islamique du Cameroun
<b>ADF</b>	:	<i>African Development Foundation</i>
<b>ALIMA</b>	:	<i>Aliance for International Medical Action</i>
<b>BFF</b>	:	<i>Bakassi Freedom Fighters</i>
<b>BID</b>	:	Banque Islamique de Développement
<b>CDPE</b>	:	Centre pour le Dialogue, la Paix et l'Entente
<b>CEMAC</b>	:	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
<b>CICI</b>	:	Comité Islamique du croissant Internationale
<b>CIDII</b>	:	Centre Islamique pour le Dialogue Interreligieux et Interculturel
<b>CIDIMUC</b>	:	Conseil des Imams et Dignitaires Musulmans du Cameroun
<b>COMCE</b>	:	Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale
<b>DDI</b>	:	Déclaration Universelle de Droit de l'Homme en Islam
<b>Dr.</b>	:	Docteur
<b>EPT</b>	:	Éducation Pour Tous
<b>FSI</b>	:	Fond de Solidarité Islamique
<b>GIRE</b>	:	Gestion Intégrée des Recherche en Eau
<b>IMC</b>	:	<i>International Medical Corp</i>
<b>IRTI</b>	:	Institut Islamique de Recherche et de Formation
<b>IRW</b>	:	<i>Islamic Relief Worldwide</i>

<b>ISESCO:</b>	<i>Islamic World Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
<b>IUT</b>	: Université Islamique de Technologie
<b>JIC</b>	: Jeunesse Islamique du Cameroun
<b>LICAM</b>	: Ligue des Cadres musulmans du Cameroun
<b>OCI</b>	: Organisation de la Coopération Islamiques
<b>OCSD</b>	: Organisation Canadienne pour la Solidarité et le Développement
<b>OESPI</b>	: Organisation des Établissements Scolaires Privés Islamiques du Cameroun
<b>OFIF</b>	: Organisation de la Femme pour Islam sans Frontière
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernemental
<b>ONU</b>	: Organisations des Nations Unies
<b>PNAC :</b>	Plan National d'Adaptation au Changement Climatique
<b>PNUD :</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>Pr.</b>	: Professeur
<b>PSL</b>	: Paix et Salut sur Lui
<b>PUI :</b>	Première Urgence Internationale
<b>SESRIC</b>	: Centre de Recherche Statistiques, Économiques et Sociales et des formations pour les pays Islamiques
<b>TIKA</b>	: <i>Türk İşbirliği Koordinasyon Ajansı (Agence Turque de la Coopération et de Coordination)</i>
<b>UE</b>	: Union Européenne
<b>UIC</b>	: Union Islamique du Cameroun
<b>UIR</b>	: Union Internationale de Radiophonie
<b>UNICEF</b>	: <i>Union Nations of International Children's Emergency Fund</i>
<b>WAMY</b>	: <i>World Assembly of Muslim Youth</i>
<b>WT</b>	: <i>Water Trucking</i>

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

### CARTE

Localisation du Cameroun septentrional..... 14

### IMAGE

Organigramme des Comités de gestion des points d'eau créés par *WAMY*..... **Erreur ! Signet non défini.**

### LES IMAGE

1- logo de Peace Corps ..... 27  
 2- Logo de l'OCSD..... 28  
 2- Logo de l'UNICEF ..... 33  
 3- Slogan de l'UNICEF..... 34

### LES PHOTOS

1 : Siège de l'organisation *WAMY* en Arabie Saudite ..... 37  
 2: Forage crée à Lougga Barkedjé par la *TIKA* ..... 46  
 3: Forage crée en 2019 au quartier Maloumri (Adamaoua) ..... 46  
 4: Création d'un point d'eau par la *TIKA* au quartier Poumpoumré Garoua..... 46  
 5: Forage au quartier Madagascar créé par *TIKA* (Adamaoua)..... 47  
 Figure N° 1 : **Organigramme des Comités de gestion des points d'eau créés par *WAMY***..... 48  
  
 7 :Mosquée de Bongoré crée par *WAMY* ..... 53  
 8: Mosquée de Lougga Barkedjé créée en 2019 par *WAMY*..... 55  
 9: Pansement et traitement gratuit de troubles oculaire à l'hôpital islamique de Bamaré par des médecins de *TIKA* ..... 57  
 10: Dépistage gratuit des troubles oculaires à l'hôpital islamique de Bamaré par des médecins de *TIKA* ..... 57  
 11: Hôpital islamique privé de Bamaré (Maroua, créé par *WAMY* par l'entremise de la BID 59  
 12: Une école islamique au village Zidim créée et financée par *TIKA* ..... 64

13: Une grande école coranique créée par WAMY dans le village Badjouma (Région du Nord)	66
14: Une école coranique en construction dans le village de Lougga Barkédjé (Extrême-Nord) par WAMY	67
15: Collège privé islamique la Fraternité construite à Maroua, Kayseri par WAMY	69
16: Collège islamique Abou Daoud de Maroua, ayant bénéficié des financements de WAMY	70
17: Distribution des denrées alimentaires par TIKA aux populations de la localité de Malounri (Ngaoundéré)	71
18: Distribution des matériels agricoles par TIKA à Lougga Barkedjé (Extrême-Nord)	72
19: Distribution de bétails sélectionnés par TIKA à Mayo-Badji dans l'Adamaoua	72
20: Magasin de stockage construit par WAMY au village Biforo	73
21: Test de dépistage à l'hôpital régionale de Maroua, des personnes déplacées sous la pression sécuritaire liées à Boko Haram	76
22: Remise des aides alimentaires aux réfugiés dans la ville de Maroua par Tika	76
23: Siège général de l'OFIF à Mimbomane à Yaoundé	101
24: Atelier de couture pour les femmes et jeunes filles créé par OFIF en 2000 à Maroua	101
25: Mahamadou Ahidjo, en compagnie de Golda Meir en 1963	109
26: Quelques attaques de Boko Haram au Cameroun et au Nigéria	110
27 : Attaque des Boko-Haram	110
28: Dernières attaques de Boko Haram en 2014	111
29: Saleih Al ash-Sheikh, actuel président de WAMY	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
30 : Abdullah Omar Nasseef, actuel vice-président de WAMY	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
31 : Saleh bin solaiman Al-Wahaibi, actuel secrétaire général de WAMY	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## LISTE DES TABLEAUX

1 : Récapitulatif de quelques forages créés par TIKA en partenariat avec ACAMAS au Cameroun septentrional	51
2 : Récapitulatif de quelques hôpitaux privés islamiques créés par les différentes organisations islamiques au Nord Cameroun	60
3 : Récapitulatif de quelques mosquées financées par WAMY	65

## **INTRODUCTION GÉNÉRALE**

## 1- OBJET DE L'ETUDE

Dans la société internationale contemporaine, les organisations internationales ont limité le rôle de l'État qui avait été l'acteur unique des relations internationales dans la société classique. Avec l'évolution de société internationale, l'on assiste à la multiplication des organisations internationales qui contribuent d'une part, à la pacification des rapports entre les États et d'autre part, à l'intégration régionale à travers des coopérations économique, politique et culturelle<sup>1</sup>. En effet, avant et même après son indépendance, le Cameroun ne vit pas en autarcie, il entretient des relations avec le monde extérieur et les organisations internationales telles que ONU<sup>2</sup>, CEMAC, UE, WAMY. TIKA...Mais les relations qui nous intéressent à ce niveau sont celles du Cameroun et les organisations islamiques WAMY (*World Assembly of Muslim Youth*) et la TIKA dont le domaine d'intervention est la partie septentrionale du pays.

La *World Assembly of Muslim Youth*(WAMY), c'est une organisation islamique créée en 1974<sup>3</sup> en Arabie Saoudite, cette organisation est présente au Cameroun depuis les années 90<sup>4</sup>. Depuis, la présence de cette organisation islamique dans le pays, ses réalisations sont bien visibles dans les domaines politiques, économiques et surtout socioculturels dans les trois régions septentrionales et celle de l'ouest, qui regorgent le nombre accentué des musulmans. Ces régions ont plus bénéficié des réalisations de cette organisation islamique, mais les régions de l'Extrême-nord, de l'Adamaoua et du Nord constituent l'espace de notre travail. L'intervention des organisations islamiques peut être observable notamment dans la construction des mosquées, écoles franco-arabes et écoles coraniques pour le bien-être de la population camerounaise. Delors, l'objet de l'étude peut alors être appréhendé comme le souci qui anime le chercheur individuellement et qu'il cherche à observer dans son étude. Notre étude tourne autour des différentes organisations islamiques, leurs structures organisationnelles, leurs impacts et dynamiques, leurs réalisations pour le développement du Cameroun, leurs faiblesses et en fin leurs perspectives pour la réalisation de ces organisations au Cameroun septentrional. Après l'objet de l'étude, un thème de recherche doit automatiquement avoir la raison qui pousse le chercheur à choisir un sujet.

---

<sup>1</sup> Martin. M., "Le Cameroun dans les relations internationales de 1472 à nos jours", 9<sup>ème</sup> édition, Daloz, 2012 p. 3.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies

<sup>3</sup> Kane, M. *Islam et islamisme au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1998, pp. 19-62.

<sup>4</sup> Njeuma., *Fulani hegemony in Yola (all Adamawa)*, CEPER, Yaoundé, 1997, p. 275.

## 2- RAISON DU CHOIX DU SUJET

Plusieurs raisons nous ont emmené à porter notre réflexion sur ce type de sujet. Ces raisons sont d'ordres académiques, personnels et scientifiques

En effet, les relations internationales furent et demeurent un domaine passionnant pour nous. Depuis, notre formation en cycle licence, nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt et de passion les cours des relations internationales. Ce d'autant plus que la compréhension du comportement des grandes puissances et des États sur la scène internationale passe par la connaissance et la compréhension des cours de Relations Internationales (RI). Le gout porté pour les RI a pris naissance depuis fort longtemps notamment avec les communications et les interventions des spécialistes des RI lors des émissions radiophoniques et télévisées. C'est d'ailleurs ce gout qui a sous-tendu notre choix pour l'histoire politique et les RI.

Du point de vue académique, notre travail répond à une logique académique selon laquelle tout étudiant enfin du cycle de licence doit produire un mémoire, fruit d'une recherche sur terrain. Il constitue une occasion qui nous a permis d'approfondir les notions acquises dans le cours d'histoire sur les relations internationales de l'utiliser afin de connaître l'importance des organisations islamiques au Cameroun. Il s'agit pour nous de montrer notre contribution à l'historiographie des organisations islamiques et le développement au Cameroun.

Quant à la raison personnelle, le choix sur l'organisation islamique et le développement au Cameroun résulte de la passion que nous développons envers les relations internationales ; encore ce qui nous a motivé à faire le choix de ce sujet est que nous avons voulu remplir les exigences académiques qui veulent que tout étudiant finaliste du cycle de licence fasse le mémoire et ait l'expérience dans la programmation d'un travail volumineux. Etant musulman, ce sujet nous permet de connaître l'histoire de l'islam au Cameroun, ensuite de bien cerner la valeur des relations entre le Cameroun et les organisations islamiques internationales et en fin de connaître mieux les types ou les différentes organisations islamiques et leurs réalisations pour le développement de notre pays le Cameroun.

Pour la raison scientifique, notre travail vise à apporter une plus-value dans les connaissances scientifiques existantes.

### **3- INTERET DU SUJET**

Tout travail scientifique cherche un intérêt particulier. En effet, le sujet que nous avons présente trois centres d'intérêts à savoir : l'intérêt scientifique, social, pratique et fonctionnel et personnel.

Sur le plan scientifique, cette étude nous a permis de connaître en approfondissement les relations qu'entretiennent les organisations islamiques et le Cameroun. Quant au domaine social, elle permet de mettre l'accent sur la valeur de l'islam et l'importance des regroupement des États et de percevoir les réalisations de ces organisations islamiques au Cameroun, comme la lutte contre la famine, les maladies endémiques et pandémie, la pauvreté et la scolarisation de la jeune fille et sur ce même plan, cette étude pourra être bénéfique pour la communauté musulmane en générale car il constitue un instrument dynamique et indispensable pour la cohésion sociale et le vivre ensemble pour tous les pays membres des organisations islamiques dans le monde.

Sur le plan pratique, le présent travail, à notre humble avis, apportera un soulagement aux particuliers qui, jadis étaient exclus dans la ligne de compte des sujets des organisations islamiques à chaque fois qu'ils en tiendront compte. Cette étude permet aussi de présenter l'objectif qui est liés à l'assistance des organisations islamiques pour le développement du Cameroun en général et de sa partie septentrionale en particulier.

Quant au plan fonctionnel, étant donné que notre travail de recherche est orienté dans le domaine des organisations islamiques, il constitue un document qui met en évidence des données réelles, qualitatives et vérifiables pouvant servir à d'autres recherches ultérieures.

Quant au plan personnel, cette étude nous a permis de se familiariser avec les différentes organisations islamiques base de développement dans plusieurs domaines dans la partie septentrionale du Cameroun. Après la présentation de l'intérêt de sujet, le cadre conceptuel et théorique n'est pas en reste.

### **4- CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE**

Dans cette partie nous allons présenter le cadre conceptuel et théorique.

#### **4-1- Cadre conceptuel**

Le sujet de notre étude regorge des concepts à clarifier au rang desquels nous avons, ONG, islamique, développement et Cameroun septentrional.

La notion d'ONG, est selon le dictionnaire le Robert : l'action, manière d'organiser ; son résultat, groupement ayant un but déterminé ou la réunion de plusieurs personnes dans un but, dans un intérêt commun<sup>5</sup>. Du latin *associatus* participe passé d'*associare*, elle signifie également l'action d'organiser ou le fait d'être organisé. Elle se définit aussi comme un groupement ; une réunion, un accord, une coalition et une coopération. La doctrine présente généralement l'ONG comme des personnes morales de droit privé à but non lucratif créée par des acteurs privés et relevant du droit interne ; l'action de ces acteurs privés est donc indépendante des Etats

Le Cameroun septentrional est une partie du pays qui, du point de vue administratif, couvre trois régions : l'Adamaoua, l'Extrême-Nord et le Nord. Au plan sociologique, il s'est construit aux confluent de plusieurs rencontres entre les peuples, les cultures, les langues et les civilisations. A la période postcoloniale, cette partie du pays fut érigée en une seule province (Nord) avec pour chef-lieu Garoua<sup>6</sup>.

Selon Iya Madani, l'ex-secrétaire général de l'OCI, le terme organisation islamique est un regroupement des États répartis dans quatre coins du monde, qui a pour cheval de bataille d'assurer la sauvegarde et la protection de leurs intérêts dans l'esprit des zones économiques, culturel, sociologiques et politique<sup>7</sup>.

Dans le cadre de notre étude, le terme organisation renvoie à une organisation des pays entièrement ou partiellement de confession musulmane ou islamique soucieux de défendre les valeurs de la civilisation islamique et de promouvoir la paix et le développement des États adhérents.

Le mot islamique est un adjectif qui dérive de nom Islam, qui est la religion abrahamique s'appuyant sur le dogme du monothéisme absolu et prenant sa source dans le coran qui naît en Arabie Saoudites. Elle est une religion qui n'a pas de culte à proprement parler, mais pratiques codifiées dans des recueils de traditions et d'usage venant du Prophète en personne, Muhammad (PSL), dont l'imitation constitue, en effet, la règle à suivre<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Dictionnaire Le Robert, 2020, Paris, p.119.

<sup>6</sup> <https://calenda.org/207121>, consulté le 10/12/2020.

<sup>7</sup> Madani I. ; Ex-secrétaire général de l'OCI, s'adressant aux gouverneurs des pays membres de l'organisation, 2007.

<sup>8</sup> [www.universalis.fr](http://www.universalis.fr), consulté en 2020, p. 89.

Selon le philosophe Jean Jacques Wardenburg, le mot *islam*<sup>9</sup> est la translittération de l'arabe Islam signifiant : "la soumission et la suggestion aux ordres de Dieu". Il s'agit d'un nom d'action en arabe *ismfil* qui désigne l'acte de se soumettre volontairement, dérivé d'un radical sémantique SLM. À l'origine d'une classe de mot signifiant la concorde, la complétude, l'intégrité ou la paix. Le nom d'agent en arabe *Ismâ'il* dérivé de cette racine est *muslim* "celui qui est en veille" en arabe moderne, à l'origine du mot français musulman. Ce n'est que plus tardivement que cette religion prend le nom d'Islam. Il est de même l'une des trois grandes religions monothéistes, avec le judaïsme et le christianisme, donc il revendique les héritages. Il repose sur une révélation divine dont la substance a été rassemblée dans le Coran, livre saint de l'islam. Il peut être signifié la croyance en un seul Dieu unique, universel et tout puissant appelé *ALLAH*<sup>10</sup>.

Le mot développement quant à lui signifie progrès, en extension, en qualité donnée de l'ampleur. Nous pouvons le définir aussi comme étant l'action ou la manière de faire étendre un pays sur le plan socioéconomique et politique.

Selon François Perroux le terme développement<sup>11</sup> est la combinaison des changements mentaux et sociopolitiques d'une population qui la rend apte à accroître cumulativement et durablement le produit réel global. Nous pouvons aussi définir le développement comme une condition d'amélioration du bien-être de toute la population et se traduit par une hausse de revenu par tête, un accroissement de la ration alimentaire et des meilleurs accès aux services de santé et de l'éducation.

Pour Galbarait<sup>12</sup>, le développement consiste à un élargissement des possibilités de réussite à ceux qui ont le désir d'échapper à l'équilibre de la pauvreté de masses et cultures.

Nous pouvons le définir tout simplement comme action de se développer ; évolution de ce qui se développe c'est-à-dire qui prend de l'extension.

Selon le dictionnaire Larousse<sup>13</sup>, l'islamisme est un mouvement regroupant des courants de l'islam, qui veulent faire de celui-ci, non plus essentiellement une religion, mais une véritable idéologie politique par l'application rigoureuse de la charia et, la création d'États

<sup>9</sup> Wardenburg JJ., *les défis de l'Islam* Ed. Flammarion, Paris, 2002, p.45.

<sup>10</sup> Dieu en langue arabe.

<sup>11</sup> Perroux J-F "L'économie du XXème siècle", *presses universitaires de Grenoble*, 1961, p. 67.

<sup>12</sup> Dictionnaire de psychologie, 1991, p.42.

<sup>13</sup> Chahla, C., *Islam politique, sexe et genre*, Paris, Seuil, 2001, p. 20.

islamiques intransigeants<sup>14</sup>. Chahla Chafik le définit comme les doctrines et mouvement qui prônent l’islam comme une idéologie de combat pour mobiliser les musulmans autour d’un projet social et politique fondés sur les normes et les lois religieuses. Le cadre conceptuel est accompagné d’une grille théorique sélective. Cette association est nécessaire pour une meilleure compréhension du sujet étudié.

#### **4-2- Cadre théorique**

Il existe plusieurs théories en Histoire des relations internationales, mais celles qui expliquent notre sujet de recherche sont la théorie constructivisme structuraliste, la théorie transnationaliste et la théorie de l’individualisme méthodologique. Ces trois théories expliquent les rapports entre les États, entre les individus, entre associations ou organisations et le développement dans le cadre de notre travail. L’acteur au sens de Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG est :

Celui dont le comportement (c’est-à-dire l’action) contribue à structurer un champ, c’est-à-dire à construire des régulations. On cherche à expliquer la construction des règles à partir du jeu des acteurs empiriques, calculateurs et intéressés. Ces acteurs sont dotés des rationalités, même si elle est limitée ; ils sont autonomes et rentrent en interaction dans un système qui contribue à structurer leurs jeux<sup>15</sup>.

En effet, ces deux auteurs (Crozier et Friedberg) s’interrogent sur le fait de savoir “à quelles conditions et aux prix desquelles contraintes” l’action organisée est possible. Ils répondent que ce fait, loin d’être spontané ou naturel, est “un construit social”, c’est-à-dire que l’action organisée repose sur une élaboration contingente des règles : seuls les rapports de pouvoir ; des rapports de négociations et de marchandage liés au contrôle des incertitudes de la situation permettent de contraindre les individus à coopérer<sup>16</sup>.

##### **4.2.1. La théorie transnationaliste**

Cette théorie est née dans le but de dépasser “ l’égoïsme des intérêts nationaux par l’intégration de ces intérêts dans une société internationale inédite ”<sup>17</sup>. En effet, le transnationalisme regroupa quatre écoles distinctes mais unies par le même souci de se différencier du réalisme. Il s’agit du fonctionnalisme, l’école de l’interdépendance complexe,

---

<sup>14</sup> Ben M., « Institutionnalisation de l’islam : instrumentalisation et ethnicisation », la revue nouvelle, n°18, 2007, p.12, in <https://www.sessric.org>, consulté le 20/07/2021. 21h32mn

<sup>15</sup> Bernoux P., *La sociologie des organisations*, Paris, Seuil, 1985, p. 137.

<sup>16</sup> Crozier M., *Le phénomène bureaucratique. Essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d’organisation modernes*, Paris, Seuil, 1963, p. 211.

<sup>17</sup> Rousseau J-J., *Théorie des relations internationales*, Paris, Montchrestien, 1990, p. 53.

l'école de l'impérialisme, et surtout l'école du mondialisme, puisque cette dernière qui d'avantage explorée dans cette étude.

L'école du mondialisme constitua la plus fondamentale remise en cause du réalisme. Inis L. Claude ouvrit la voie en 1962 en publiant *Power and International relations*, une dénonciation véhémement de la politique de puissance<sup>18</sup>. Selon John Burton, c'est une discipline qui étudie les organisations ou les associations<sup>19</sup>, elle permet la cohabitation pacifique entre les États dans tous les domaines, Cette théorie définit les thèmes comme les associations entre les États, les rapports sociaux, économiques et politiques entre les différents États. De même, l'auteur pose comme principe que l'État ne pouvait plus être considéré comme l'acteur unique, ou seulement essentiel de la vie internationale. Une pluralité d'acteurs aux statuts très divers, allant des organisations aux firmes multinationales, des organisations non gouvernementales aux mouvements de libération définit nationale entretient des liens multiples qui ne peuvent pas être envisagés à travers l'unique critère en termes de puissance. L'idée centrale de J. Burton réside dans la représentation de multiples liens transnationaux sous forme d'"une toile d'araignée", où chaque acteur est uni à tous les autres par un enchevêtrement d'interactions très diverses. Celle-ci permettrait de mieux saisir la multitude des transactions échappant aux rigidités des frontières physiques.

De même, son recours aux instruments de la systémique donne la possibilité de diviser la " société-monde " pris dans son ensemble, en petites unités analysable. La société monde de John Burton nous a paru intéressante dans la mesure où, l'échange devient le paramètre central de l'analyse et vise à satisfaire les besoins fondamentaux qui sont représentés par les organisations ou associations d'États. Les relations de dépendance réciproque entre les États se retrouvent à l'échelle planétaire dans l'interdépendance de ces États qui, rapportée à l'échelle des individus, suscite le sentiment d'appartenance à une humanité globale<sup>20</sup>. Norbert Elias démontre que les relations de la dépendance réciproque entre les individus et la société se trouvent à l'échelle planétaire dans l'interdépendance des États qui, rapportée à l'échelle des individus, suscite le sentiment d'appartenance à une humanité globale<sup>21</sup>. À côté de cette théorie nous avons évoqué la théorie de l'individualisme méthodologique.

---

<sup>18</sup> Inis Claude L., *Power and International relations*, New-York, Random House. 1962

<sup>19</sup> Burton J., *A critical introduction to the theory of organizations*, publications de l'Afnor, 1976, p.36.

<sup>20</sup> A. Norbert A., *La société des individus*, Paris, Fayard, 2002, pp. 70-71.

<sup>21</sup> *Ibid*, p.216.

#### 4.2.2. L'individualisme méthodologique

L'individualisme méthodologique, en grande partie issu de la pensée wébérienne a occupé une place fondamentale dans notre étude. Privilégiant l'action sociale menée à partir de valeurs multiples et refusant catégoriquement de déduire l'action, par exemple, de la fonction ou de tout autre déterminisme, l'individualisme méthodologique place au centre de sa compréhension du monde social les intentions des États, en rejetant du même coup toute forme de pensée holistique selon laquelle le tout diffère de la somme des parties<sup>22</sup>. Ce paradigme s'est avéré important dans notre étude car les structures étudiées dans ce travail ne pouvaient alors avoir une vraie signification qu'à travers une référence aux intentions et projets des acteurs des associations. Cette théorie permet d'expliquer aussi la configuration et la communication en groupe entre les États et permet d'allier l'importance des associations en général et celui des associations islamiques en particulier dans la construction de la réalité sociale.

#### 4.2.3. Le constructivisme structuraliste

Le constructivisme, approche épistémologique, parenté phénoménologique, insiste sur le primat de représentations socialement constituées du réel, par opposition à une connaissance immédiate de ce réel, nous a permis de construire certains textes et discours politiques et de mieux appréhender les attitudes des États membres des associations islamiques. Le constructivisme est devenu une perspective analytique importante des relations internationales dans les années 1990<sup>23</sup>. Selon James March et Johan Olsen, le constructivisme désigne les théories qui s'intéressent à la structure sociale des relations internationales. Ces théories prétendent que les individus, plutôt que de chercher à maximiser les intérêts particuliers objectifs, adoptent le comportement qui leur paraît le plus correct ou le plus approprié dans une situation donnée, compte tenu de leurs liens identitaires avec telle communauté, à tel ou tel moment de leur vie. Les comportements des individus sont donc irrationnels, très différenciés et changeants<sup>24</sup>.

La réalité des relations internationales est construite ou « constituée » selon l'expression de Katzenstein, Keohane et Krasner<sup>25</sup> par l'interaction des comportements individuels et des

---

<sup>22</sup>Onuf N, *World of our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina press, 2001, p.391.

<sup>23</sup>Onuf N., *World of our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina press; Alexander Wendt (1992), *Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics* " *International Organisation*, 2001, pp.391-425.

<sup>24</sup> Diane E., *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2004, p..59.

<sup>25</sup>P. Katzenstein et al., *International Organisation and the Study of World Politic*, in *International Organisation* n°52, 2003, pp .943-969.

institutions. Les structures ou institutions déterminent les identités, les intérêts et le comportement des individus ; mais ces derniers à leur tour créent, reproduisent et changent les structures institutionnelles de la société internationale<sup>26</sup>. Par ailleurs, le constructivisme ayant donné lieu à plusieurs interprétations, il nous semble important de préciser que notre étude est soutenue par le constructivisme social ou institutionnalisme réflexif de Marthe Finnemore<sup>27</sup>. Qualifié de « constructivisme conservateur » par Pettnam<sup>28</sup>, le constructivisme social accepte que les valeurs irrationnelles de la société internationale. Il s'intéresse principalement aux aspects concrets ou tangibles de ces comportements qui peuvent être analysés à l'aide des théories rationnelles empiristes. Nicholas Onuf définit le "*constructivisme structuraliste*" à la jonction de l'objectif et du subjectif :

Par structuralisme ou structuraliste, je veux dire qu'il existe, dans le monde social lui-même, [...] de structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs présentations. Par constructivisme, je veux dire qu'il y a une genèse sociale d'une part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de ce que j'appelle habitus, et d'autre part des structures sociales, en particulier de ce que j'appelle des champs<sup>29</sup>.

Dans cette double dimension, objective et construite, de la réalité sociale, une certaine primauté continue toutefois à être accordée aux structures objectives. C'est ce qui conduit Bourdieu à distinguer deux moments dans l'investigation, un premier moment objectiviste et un deuxième moment subjectiviste :

D'un côté, les structures objectives que construit l'historien dans le moment objectiviste, en écartant les représentations subjectives des agents, sont le fondement des représentations subjectives et elles constituent les contraintes structures qui pèsent sur les interactions ; mais d'un autre côté, ces représentations doivent aussi être retenues si l'on veut rendre compte notamment des luttes quotidiennes, individuelles et collectives, qui visent à transformer ou à entretenir ces structures<sup>30</sup>.

À cet égard, le constructivisme structuraliste constitue un cadrage théorique pertinent pour notre recherche, car il permet d'allier le rôle de l'individu dans la construction de la réalité sociale et l'influence des structures sur ces individus.

Nous pouvons ajouter de même la théorie de la dépendance qui met en lumière les phénomènes d'accumulation des pays développés aux dépens des pays en développement. Les

---

<sup>26</sup>Diane E, 2004, p. 60.

<sup>27</sup> Martha F., *National Interests in international Society*, Ithaca, University press, 2000, p. 69.

<sup>28</sup> Pettnam R., *Commonsense Constructivism*, New-York/Londres, M.E. Sharpe, 2000, p. 89.

<sup>29</sup> Nicholas O., "Espace social et pouvoir symbolique", dans *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p.121.

<sup>30</sup> Bourdieu P., *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton-Bordas, p.19

auteurs de la théorie de la dépendance (Samir Amin, André Gunder Frank, Pierre Jalée, Enzo Faletto, etc.)<sup>31</sup> D'inspiration marxiste proposent notamment les concepts d'échange inégal et de la division internationale pour expliquer le cycle de la dépendance économique des pays en voie de développement par rapport aux pays dits développés. La théorie de la dépendance touche à la fois aux dimensions interne et externe de l'exploitation des sociétés qu'elle analyse. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas simplement de montrer les mécanismes de l'exploitation capitaliste des pays en voie de développement par des sociétés transnationales et multinationales, mais également de démontrer que le système d'exploitation capitaliste des économies nationales des pays dominés sert de support et de relais à l'exploitation capitaliste et monopolistique par des firmes internationales Gilbert Rist affirme qu'il s'agit "de penser le rapport développement et sous-développement de manière globale, dans une perspective historico-structurale, pour montrer que la domination externe est relayée par une domination interne et que les classes (ou les alliances de classes) au pouvoir changent en fonction de la structure interne des économies "<sup>32</sup>. Il y a donc dans cette optique un phénomène de lutte entre les classes sociales pour la domination et la direction de la société et les luttes à l'intérieur de chaque formation sociale se caractérisent par le mode de production de chacune des sociétés concernées (précapitaliste, capitaliste, etc.)

La théorie de la dépendance a constitué pendant plusieurs années la réponse des théoriciens des pays en voie de développement ainsi que des auteurs marxistes au système d'accumulation capitaliste mondiale. Cependant, cette théorie a fait l'objet de plusieurs critiques, notamment parce qu'elle ne remettait pas fondamentalement en cause l'économisme du système capitaliste fondé sur la croissance ininterrompue de l'économie<sup>33</sup>.

De plus, le concept de dépendance d'une société par rapport à une autre est de plus en plus difficile à prouver, dans une économie mondiale comme celle qui s'est développée à l'échelle planétaire, où l'ensemble des sociétés sont dépendantes sinon l'une de l'autre, à tout le moins du système global des échanges.

Malgré ces critiques, l'analyse de la dépendance se retrouve encore dans plusieurs théories qui tentent d'expliquer l'évolution de l'économie. Notamment, les explications des

---

<sup>31</sup> Adda J., *La mondialisation de l'économie*, Tome I : Genèse, Paris, La découverte, 1996, p. 124.

<sup>32</sup> Rist G., *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, p.462.

<sup>33</sup> Beaud M., " Soumission croissante des sociétés à l'économie : fatalité économique ou responsabilité humaine ? ", in J.-L. Klein et al. (dir.), *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux ?*, Sainte-Foy, PUQ, 1997, p. 61.

historiens Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, que nous avons utilisées dans cet essai pour mieux comprendre l'évolution de l'économie-monde, font référence à cette idée de régions-centres alimentées par la périphérie. Wallerstein montre également le rôle des régions semi-périphériques dans le système de l'accumulation mondiale. Mais ce qui nous semble important et novateur dans la vision de Wallerstein, c'est que la périphérie n'est pas en dehors de l'économie-monde, elle fait partie de ce système intégré d'échanges à l'échelle mondiale où la conquête des marchés est toujours de plus en plus importante<sup>34</sup>.

Dans le même sens, Luc-Normand Tellier parle des concepts de centre et de périphérie mis de l'avant par de nombreux auteurs (Wallerstein, Braudel, et Hohenberg et Lees) et qui constituent les premiers éléments pour expliquer la réalité des corridors historiques du développement<sup>35</sup>. Ces corridors du développement, élaborés par Braudel et Wallerstein, montrent que la diffusion du développement à l'échelle mondiale se dessine selon des trajectoires bien précises où certaines régions jouent un rôle central, alors que d'autres espaces deviennent excentriques<sup>36</sup>.

## 5- CADRE GEOGRAPHIQUE ET HUMAIN

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale situé entre le Nigeria au nord-ouest, le Tchad au nord-est, la république centrafricaine à l'est, la République du Congo au sud et la Guinée Équatoriale au sud-ouest<sup>37</sup>. Les langues officielles sont le français et l'Anglais pour un pays qui compte une multitude de langues locales. Avant la période coloniale, les habitants ne formaient pas un seul groupe homogène et présentaient plusieurs formes d'organisations sociales allant des royaumes structurés à des ethnies nomades. Aux anciens royaumes (Bamoun, Badjongo, Adamaoua, Garoua) succède au XIX<sup>ème</sup> siècle la colonie allemande qui place le Cameroun sous protectorat. À l'issue de la première guerre mondiale,<sup>38</sup> le Cameroun est placé sous la tutelle de la société des nations et confié à l'administration de la France pour la partie orientale et du royaume uni pour sa partie occidentale. L'ancien mandat de l'ONU sous administration française accède à l'indépendance sous l'appellation de la république du Cameroun le 1<sup>er</sup> janvier 1960<sup>39</sup>. Il rejoint le Cameroun du sud (partie du territoire sous

<sup>34</sup> Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Paris, Ed. Arthaud, Flammarion, coll. Champs, 1985, p. 120.

<sup>35</sup> Luc-Normand T., "Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale", in M.-U. Proulx (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy, PUQ, 1996, p. 17.

<sup>36</sup> WALLERSTEIN L., "La crise comme transition", in M.-U. PROULX (dir.), *La crise, qu'elle crise ?* Paris, Maspéro, 1982, p. 333.

<sup>37</sup> Adalbert O., *La naissance du Cameroun*, Paris, Harmattan, 1969, p.188.

<sup>38</sup> Engelberg M., *Histoire du Cameroun*, Paris, Présence africaine, 1971, p. 533.

<sup>39</sup> Atlas de la République unie du Cameroun, Edition Jeune Afrique, 1972. p.72.

administration britannique) en octobre 1961 pour former la République fédérale du Cameroun qui, le 20 mai 1972, est renommée République unie du Cameroun, république du Cameroun en 1984. Le Cameroun est surnommée “Afrique en miniature” en raison de sa diversité climatologique, géographique, humaine, linguistique et culturelle.

Le Cameroun septentrional est une partie du pays qui, du point de vue administratif, couvre trois régions : l’Adamaoua, l’Extrême-Nord et le Nord. Au plan sociologique, il s’est construit aux confluent de plusieurs rencontres entre les peuples, les cultures, les langues et les civilisations. A la période postcoloniale, cette partie du pays fut érigée en une seule province (Nord) avec pour chef-lieu Garoua<sup>40</sup>

La région de l’extrême-nord est l’une des dix régions du Cameroun et la plus peuplée, située dans le nord du pays et frontalière du Tchad et du Nigeria. Son chef-lieu est Maroua. Elle est limitrophe de six régions du Tchad à savoir province du Lac, Hadjer-lamis, Chari-Baguirmi, Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest et de deux Etats du Nigeria comme Borno et Adamawa<sup>41</sup>.

La région de l’Adamaoua est une des dix régions du Cameroun, la troisième par sa taille. Frontalière du Nigeria à l’Ouest et de la République centrafricaine à l’Est, c’est une zone Montagneuse qui délimite le pays forestier du sud et les chaînes du nord<sup>42</sup>. Son chef-lieu est Ngaoundéré.

La région du Nord Cameroun, est l’une des dix régions du pays qui a pour chef-lieu Garoua. Elle s’étend entre 8° et 10° de latitude Nord et entre 12° et 16° de Longitude Est, au Nord la région de l’Extrême-Nord, au Sud la Région de l’Adamaoua, à l’Est, les Républiques du Tchad et de Centrafrique et à l’Ouest, la République Fédérale du Nigeria<sup>43</sup>. Le Cameroun septentrional est représenté par la figure qui suit :

---

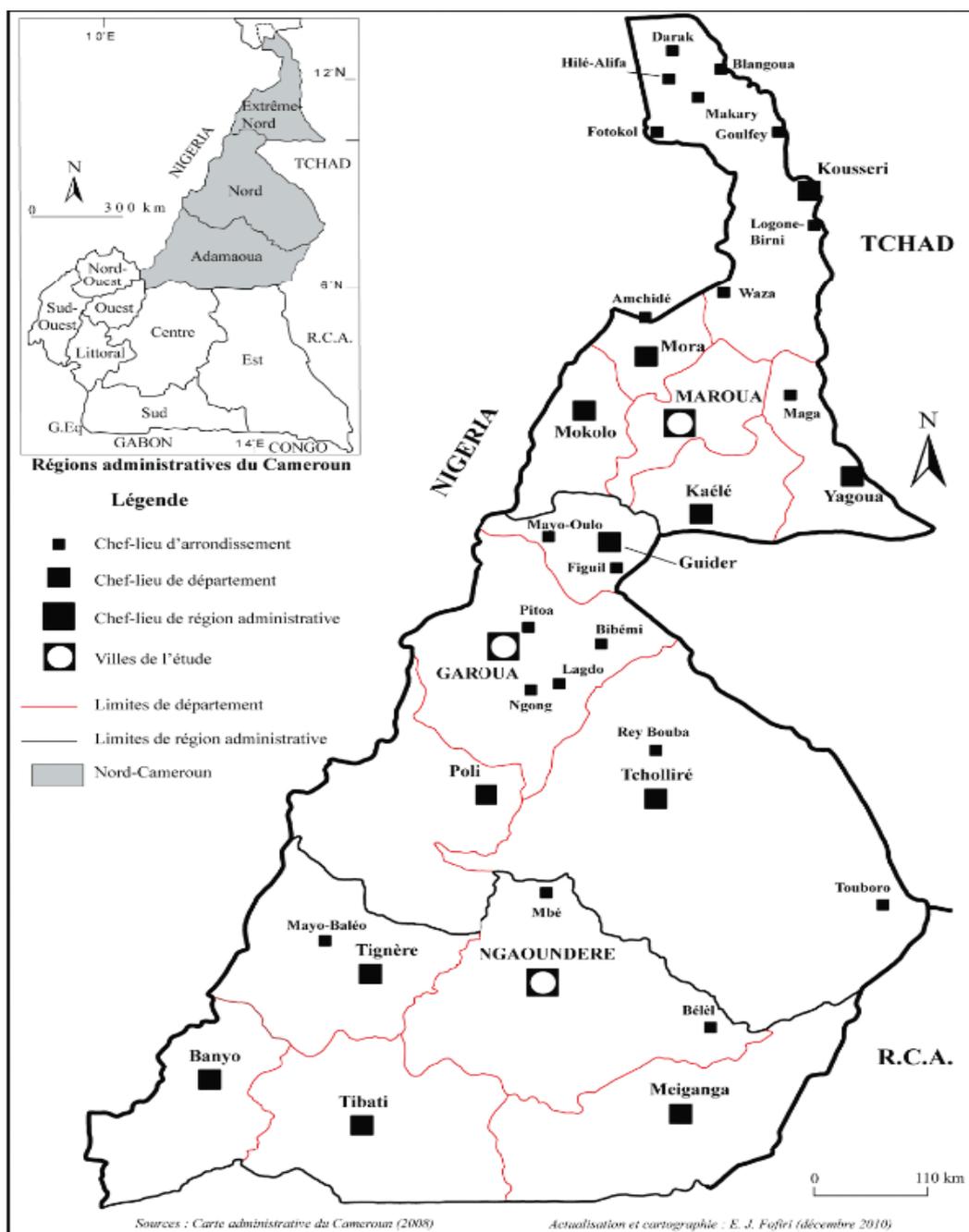
<sup>40</sup> <https://calenda.org/207121>, consulté le 10/12/2020.

<sup>41</sup> Christian S et Olivier M., *Atlas de province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, IRD Éditions, 2000, p.171.

<sup>42</sup> Njeuma M., *Histoire du Cameroun (XIXème début du XXème siècle)*, Paris, Harmattan, 1989, p.23.

<sup>43</sup> Hamadou A., *Patrimoine et Sources de l’histoire du nord-Cameroun*, Paris, Harmattan, 2016, p.351.

Carte 1: Localisation du Cameroun septentrional



**Source :** E. J. Fofiri Nzoie, "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrières dans les villes du Nord-Cameroun", Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Ngaoundéré, 2013, p.35.

Au plan humain, la région septentrionale du Cameroun est composée de peuples soudanais en majorité. Les religions dominantes sont le christianisme et l'Islam. La population du Cameroun septentrional est majoritairement pauvre et sous-scolarisée. Le besoin social y est acquit, surtout à cause de l'ouverture et de l'accueil des réfugiés voisins. Cette situation de

précarité et les recrudescences de crises écologiques justifient la nécessité d'interventions<sup>44</sup> multiples. C'est dans un tel contexte qu'est justifiée l'intervention des associations islamiques dans ces régions du pays.

## 6- BORNES CHRONOLOGIQUES

Scientifiquement, il est toujours exigé qu'un sujet de recherche soit délimité dans le temps, dans l'espace et dans le domaine d'étude.

Dans le temps, notre étude est frappée de deux (02) bornes chronologiques bien spécifiques à savoir 1990 et 2020. En effet la borne supérieure 1990 renvoie à la promulgation de loi n°90/050 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association et d'organisation qui favorise l'éclosion de plusieurs regroupements au sein de la société civile camerounaise, et c'est une date à laquelle les termes : organisation, association, œuvre sociale privée, comité de développement et organisation non gouvernementale se sont installés de manière significative dans le langage des Camerounais. Notamment l'installation de l'organisation *WAMY*.

2020 renvoi à l'année durant laquelle le Cameroun a ratifié<sup>45</sup> le statut des toutes les organisations de la coopération islamique notamment dans les domaines politique, économique et socioculturel. Pendant cette période, la banque islamique de développement (BID) qui est un organe spécialisé d'organisation islamique a octroyé une somme de 27,4 millions dollars au gouvernement du Cameroun. Cette allocation est faite dans le but de renforcer le système de santé du pays en améliorant les capacités de dépistage et de diagnostic précoce. Durant cette année, plusieurs organisations islamiques ont contribué et participé au dialogue national et au renforcement du bilinguisme et de multiculturalisme. Ces organisations sont entre autres l'African. *Development foundation (ADF)*, Association Camerounaise pour l'Aide et la Solidarité(ACAMAS), ACIC (Association Culturelle Islamique du Cameroun)<sup>46</sup>, *World Assembly of Muslim Youth (WAMY)*, l'agence turque de la coopération et de coordination (*TIKA*). Cette période marque aussi l'intervention de ces différentes organisations dans la lutte contre les terrorismes de Boko haram. Mais celles qui font l'objet de notre étude sont la *TIKA* et *WAMY*. Le Cameroun bénéficie de plusieurs aides et des dons de ces organisations islamiques

---

<sup>44</sup>Djiopé M., "La politique de protection de l'environnement et de la lutte contre la famine par les ONG Internationales au Cameroun (1992-2012)", Mémoire de Master en histoire des relations internationales, Université de Dschang, 2012, p.35.

<sup>45</sup> Décret N°2020/796 du 18 décembre 2020, Cameroun tribune.

<sup>46</sup> Une organisation turque en partenariat avec *TIKA* qui s'intéresse dans les constructions des points d'eau et des mosquées au Cameroun.

en général et des pays musulmans en particulier pour son développement sur tous les domaines notamment dans les régions de l'Extrême-nord, de l'Adamaoua et du Nord.

Dans l'espace, notre étude est limitée aux présences des organisations islamiques internationales telles que la *TIKA* et *WAMY* dans la partie septentrionale du Cameroun.

Dans le domaine d'étude, notre étude s'inscrit dans l'histoire des relations internationales.

Afin de s'enquérir des œuvres en rapport avec le présent travail, une revue critique de la littérature a pu être élaborée.

## **7- REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE**

La revue de la littérature est d'une importance cruciale dans toute recherche scientifique, M. Beaud le souligne si bien : "Aucun étudiant si brillant soit-il ne peut faire tout seul ce que l'humanité a mis des siècles à enfanter. Toute réflexion solide est avant tout, réflexion sur la pensée des autres auteurs".<sup>47</sup> La question des associations islamiques ne s'est jamais posée avec autant d'acuité dans le monde arabe en général et au monde islamique en particulier. Cet intérêt, à juste titre, est dû à une sorte de retournement de la tendance islamique, qui autrefois sous l'influence de la vague de la liberté politique des sociétés musulmanes, notamment arabes a engendré la sécularisation. Mieux encore, de nombreux chercheurs parleront de désenchantement du monde<sup>48</sup>, d'une relégation nette de la religion au second plan, voir son rejet.

Au regard de l'évolution de la science, les questions non exploitées dans plupart des domaines demeurent rares. Il importe pour tout chercheur de s'informer sur ce qui a été dit, fait et écrit sur son thème de recherche pour montrer l'originalité de son étude. Delors, Dans cette partie, il est question de montrer les auteurs qui se sont intéressés aux associations islamiques et le développement au Cameroun sur les plans socioéconomique, politique et même culturelle. Il n'est pas ici question de les citer. Nous avons plusieurs auteurs qui se sont intéressés à notre sujet mais nous nous sommes appesantis sur quelques-uns dans leurs travaux qui nous ont aidés dans la conduite de notre travail de recherche.

Souley Mane présente l'importance des organisations islamiques en affirmant que ces organisations sont de plus en plus dynamiques surtout depuis l'enclenchement du processus de

---

<sup>47</sup> Beaud M, *L'Art de la thèse*, Paris, La découverte, 1985 p. 43.

<sup>48</sup> Weber M., *L'éthique islamique et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon. 1964

libéralisation politique dans les années 1990<sup>49</sup>. L’auteur ajoute en disant que ces organisations qui opèrent sur le terrain qu’elles soient nationales ou étrangères répondent favorablement au développement de notre pays.

Hamadou Adama s’est penché sur l’importance et l’évolution des organisations islamiques. L’auteur énumère les étapes importantes de l’introduction de l’arabe dans le système éducatif camerounais. Cette analyse pertinente rend admirablement compte de la complexité sociohistorique corrélativement aux expériences pédagogiques empreintes. Il montre que l’enseignement de la langue arabe qui transmet la connaissance et le savoir pratique userait d’une pédagogie qui ferait un appel constant aux facultés de réflexions élevées au lieu de s’appuyer comme c’est souvent le cas sur les procédés de répétitions mécaniques<sup>50</sup>.

Pour Astadjam M. l’école coranique est parmi le premier système éducatif au Cameroun. Elle occupe une place prépondérante au sein de la communauté musulmane. Ses objectifs sont entre autres l’enseignement de la lecture et de l’écriture du coran ; ainsi que les bases de la religion islamique des apprenants et à la diffusion des valeurs socioculturelles<sup>51</sup>,

Quant à Sara Ben Nafissa les principes de l’aide musulmane est la transformation de la compréhension de l’aide d’un cadeau à un droit, trouvée dans certaines organisations islamiques. D’autres organisations islamiques, l’aide n’est plus réservée aux confrères, mais étendue à « ceux dans le besoin, indépendamment de leur sexe, leurs origines ou de leur nationalité »<sup>52</sup>,

Pour Youssef Seddik, il est légitime pour tout musulman de relire et d’interpréter le Coran de son point de vue personnel à condition que l’interprétation soit objectivée et non manipulée politiquement<sup>53</sup>. Il recommande donc de lire ce livre sacré “en dehors de toute source traditionnelle et avec un regard neuf”<sup>54</sup> et reconnaît l’apport important de Mohamed Talbi pour la création et la promotion d’un mouvement intellectuel dans ce contexte bien qu’ils fussent des rivaux et manquassent d’tente. Il défend également l’idée d’un islam européen qui serait en

<sup>49</sup> Souley Mane, “Islam et la société dans la région du Mbam (centre du Cameroun) XIXème – XXème siècle”, Thèse de doctorat PHD en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2006, p. 40.

<sup>50</sup> Hamadou Adama : “Naissance et évolution de l’enseignement franco-arabe au Cameroun”, Thèse de doctorat en Histoire, nouveau régime, Université Michel de Montagne, Bordeaux, 1995, p. 54.

<sup>51</sup> Astadjam M., “Femme et transmission du savoir islamique dans la région de l’Adamaoua”, Mémoire d’Histoire, DIPES II ENS de Yaoundé, 2004, p.67.

<sup>52</sup> Sara B., *Le secteur associatif dans le monde Arabe*, seuil, Paris, 1998, p.98.

<sup>53</sup> Renaud G., “Youssef Seddik : Il y a une véritable école tunisienne de l’“islam laïc” ”, *Le Figaro*, consulté le 14 février 2020.

<sup>54</sup> Youssef Siddik [archive], sur *jeuneafrique.com*, 05 février 2009(consulté le 15 janvier 2019).

accord avec les principes fondamentaux de la modernité culturelle et qui adopterait l'ordre de valeurs du pluralisme<sup>55</sup>.

## **8- PROBLEMATIQUE**

La problématique est l'ensemble des préoccupations qu'on peut se poser par rapport à un sujet précis. Dès lors, plusieurs préoccupations nous ont intrigués quant au présent travail. Elles se regroupent au sein d'un problème central, et de questions secondaires.

Dès lors, le problème central de cette étude est celui de la place des ONG islamiques dans le processus du développement au Cameroun septentrional.

Ce problème pousse à se poser des questions en rapport avec le sujet. Ces questions sont la manifestation des différentes articulations que comporte la question centrale.

La question centrale que soulève ce travail est celle de savoir quels sont les apports des organisations islamiques dans le processus du développement du Cameroun septentrional ? Autrement dit, l'étude se demande de prime abord, quel est le contexte socioéconomique et politique ayant favorisé l'installation des organisations islamiques au Cameroun septentrional ? Quelles actions ces organisations ont-elles menées en vue de contribuer au développement de cette partie du pays ? Et quelles sont les dynamiques et les perspectives de ces organisations islamiques pour le développement au Cameroun Septentrional ?

L'énoncé de ces questionnements engage ce travail à s'assigner des objectifs précis.

## **9- OBJECTIF DE L'ETUDE**

Dans cette partie, il s'agit de présenter l'objectif général et les objectifs spécifiques.

### **9.1. Objectif général**

Notre sujet vise à décrire la trajectoire des organisations islamiques internationales dans le processus de développement du Cameroun en général, et au Cameroun septentrional en particulier.

### **9.2. Objectifs spécifiques**

-Présenter les types d'organisation islamiques internationales installées au Cameroun ;

---

<sup>55</sup> Marie C. "Youssef Seddik : Il faut donner aux français un islam dont ils seraient fiers", 2017, sur *lemondedesreligions.fr*, 08 février 2017. (Consulté le 13 mai 2019).

- Examiner la capacité et les réalisations des organisations islamiques pour le développement du Cameroun ;
- Montrer les faiblesses et les perspectives des organisations islamiques pour le développement du Cameroun septentrional ;
- Montrer l'impact, la dynamique, les faiblesses des organisations islamiques pour le développement du Cameroun notamment dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord et de l'Adamaoua.

## **10- HYPOTHESE**

Selon Quivy et Campenhoud T, V. "les hypothèses sont des réponses provisoires et relativement sommaires qui guideront le travail et l'analyse des données et devront par conséquent être testées, corrigées et approfondies par le travail"<sup>56</sup>. Ainsi pour répondre provisoirement aux questions posées ci haut, nous avons l'hypothèse principale et les hypothèses secondaires suivantes :

### **10.1. Hypothèse principale**

Il existe des nombreuses organisations islamiques internationales (*TIKA* et *WAMY*) présentes au Cameroun depuis leurs installations, permettent-elles son développement dans plusieurs domaines dans sa partie septentrionale ?

### **10.2. Hypothèses secondaires**

Les organisations islamiques internationales telles que la *TIKA* et *WAMY* sont des organisations internationales à but non-lucratif. Ces ONG ont-elles contribué pour le développement du Cameroun notamment dans la partie septentrionale du pays ?

À travers ces organisations islamiques, le Cameroun entretient-il des relations cordiales avec les pays arabes, membres de ces organisations islamiques en particulier et les pays partiellement ou entièrement musulmans en général ? Malgré les difficultés observées pour le développement dans la partie septentrionale du pays par ces organisations islamiques, peut-on avoir quelques perspectives pouvant venir combler ces manquements ?

## **11- METHODOLOGIE**

Pour produire ce travail et l'amener à bon terme, nous avons fait recours aux différentes techniques et méthodes d'analyse suivantes :

---

<sup>56</sup> Campenhoud T-V. et Quivy, *Méthode de recherche : de la problématique à la discussion*, paris, Harmattan, 1998, p. 53.

### 11.1. Technique de la collecte des données

Une technique est définie comme étant l'ensemble des moyens et procédés qui permettent aux chercheurs de rassembler des données et des informations sur son sujet de recherche<sup>57</sup>. Au cours de notre recherche, nous avons fait recours principalement à la technique documentaire, à la technique d'observation et à la technique d'interview.

### 11.2. La technique documentaire

Elle consiste en une fouille systématique de tout ce qui est écrit ayant une liaison avec le domaine de recherche. Bernard Berelson la définit d'ailleurs comme "une technique de recherche pour la description objective, systématique, quantitative du contenu manifeste ayant pour le but de l'interpréter"<sup>58</sup>. Pour Madeleine Grawitz quant à elle, cette technique d'analyse rend possible le décryptage de l'acception réelle des actions des acteurs sociaux qui ne sont pas toujours dans les enquêtes de rapports individuels. Nous avons optimisé notre recherche documentaire, en portant notre attention aux ouvrages, des mémoires, des rapports, et les notes des cours ainsi que les sites web. Pour les exploiter nous avons effectué des descentes dans les archives régionales de Maroua, de Garoua et de Ngaoundéré, institut français Yaoundé. L'importance de ces archives est à notre avis irréfutable pour ce travail.

Pour la technique d'observation, nous avons observé les réalisations des associations islamiques au Cameroun telles les mosquées, les écoles franco-arabes et d'autres. Pour la technique d'interview, nous allons interroger les imams, les dignitaires musulmans et les fidèles musulmans qui sont les leaders des associations islamiques au Cameroun. Notre approche a été pluridisciplinaire, car la préoccupation a été abordée dans plusieurs disciplines en dehors de l'Histoire. Il s'agit en l'occurrence des sciences politiques, la Philosophie, la Géographie et même de la Théologie.

## 12- MÉTHODE DE LA COLLECTE DES DONNÉES

Une méthode est définie <sup>59</sup>comme étant un ensemble ordonné des principes, des règles et des opérations intellectuelles permettant de faire l'analyse en vue d'atteindre un résultat. Dans le cadre de notre travail, nous allons utiliser les méthodes suivantes :

### 12.1. Échantillon

L'échantillon est un sous ensemble d'individus de la population cible ; un groupe d'individus qui sont supposés représenter l'ensemble des individus ayant le caractère commun

<sup>57</sup> Qrawitz Z, *Méthode des sciences sociales*, 4ème Ed, Dalloz, Paris, 1972, p. 571.

<sup>58</sup> Berelson, B., cité par Bardin, dans *L'analyse du contenu*, Paris, PUF, 1977, p. 21.

<sup>59</sup> Rwigamba B., *Cours de méthodologies de recherche*, ULK, Kigali, inédit, 2001, p. 571.

concerné par l'étude. P. Lievre le définit comme "Un groupe d'individus extrait d'une population sous certaines conditions choisies de manière à ce que les conclusions de l'étude qu'il subit puissent être généralisable à l'ensemble de la population-mère"<sup>60</sup>. C'est-à-dire que "tout comme il n'est pas besoin de manger tout le plat pour savoir si nous pouvons le servir(heureusement), il n'est point nécessaire, ni possible parfois, d'étudier toute la population pour bien la connaître"<sup>61</sup>.

Par ailleurs, G. Michelat avance que, dans le domaine des recherches qualitatives sur les attitudes notamment, l'expérience montre qu'après une trentaine ou une quarantaine d'entrevue, on a assez des matériels pour arrêter la collecte des données, l'information supplémentaire n'ajoutant pas grand-chose en matière de diversité. Dans la même veine, Alvaro Pires pense que "comme il devient difficile de traiter qualitativement l'information au-delà de 40 ou 50 entrevues en profondeur, la limite pratique de la méthode coïncide de manière optimale avec le point d'exhaustivité de cette problématique"<sup>62</sup>.

Dans cette logique, nous avons opté pour l'échantillonnage qui va nous permettre dans notre étude de recueillir les informations auprès des dignitaires musulmans, des ministères en charges des relations extérieures, des jeunes musulmans, aux femmes musulmanes, des prédicateurs, bref à la communauté religieuse musulmane d'une part, et de toute autre observateur (même non musulman), pouvant apporter des éclaircis sur les problématiques du développement au Nord du Cameroun.

## 12.2. Les entretiens

L'entretien est "un procédé d'investigation, utilisant un processus de communication verbale pour recueillir des informations en relation avec le but fixe"<sup>63</sup>. Nous avons ainsi sollicité des interviews auprès des acteurs du phénomène que nous sommes résolu à étudier. Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous avons ciblé les dignitaires, les fidèles ainsi que les autorités administratives afin de cerner le rapport entre les deux camps.

Le type d'entretien que nous avons privilégié est l'entretien semi-directif, car il y'a d'avantage de liberté pour le chercheur mais aussi pour l'enquête, il n'est ni entièrement ouvert

---

<sup>60</sup> Lièvre, *Manuel d'initiation à la recherche en science sociale*, construire un mémoire professionnel, Rennes, ENSP, 1998, p. 84.

<sup>61</sup> S. Giroux, *Méthodologies des sciences humaines : la recherche en action*, Saint-Laurent(PQ) : ERPI Sciences humaines, 2<sup>ème</sup> édition, 2002, p.95

<sup>62</sup> Pires A., "Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique", in M. Grawitz *La recherche qualitative. Enjeux épistémologique et méthodologique*, Montréal, Gaitan Morin, 1997, p.113-169.

<sup>63</sup> M. Grawitz, *Méthodologie des sciences sociales*, Paris, Dalloz, (11<sup>ème</sup> édition), 2001 p.644.

ni entièrement fermé. Le chercheur ne pose pas forcément toutes les questions dans l'ordre dans lequel il les a notés et sous leur formulation exacte. Autant que possible, l'enquêteur laisse venir l'interviewer afin que celui-ci puisse parler ouvertement, dans les notes qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient. Le chercheur essaie simplement de recentrer l'entretien sur les thèmes qui l'intéressent quand l'interviewé s'en écarte, et de poser les questions auxquelles ce dernier ne vient pas par lui-même.

À ce titre, nous avons disposé des questions guides, relativement ouvertes, sur lesquels nous avons souhaité que les interviewés s'expriment.

### **12.3. L'observation directe**

Selon Rodolphe Ghiglione et Benjamin Matalon, l'observation se définit comme "un regard porté sur une situation sans que celui-ci soit modifié"<sup>64</sup>. Cette technique à aller directement au contact de l'objet afin de relever certaines données, significatives qui pourraient être dénaturées par les acteurs. Elle a été très utile dans cette enquête d'autant que nous voulions saisir à l'état brut les discours des imams, des dignitaires musulmans, des fidèles musulmans et des autorités administratives sur l'importance des associations islamiques pour le développement du Cameroun. Anne-Marie Arborio et Pierre Fournier l'expriment si bien en affirmant que l'observation directe permet d'"échapper au travail de reconstruction de la réalité par les enquêtés en conformité avec ce qu'ils supposent être un avis légitime sur leurs univers à l'adresse d'un enquêteur par entretien"<sup>65</sup>.

## **13- TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNÉES**

L'analyse des données nous permet de faire ressortir les relations qui existent entre les différentes données et à en tirer une information statistique qui permet de décrire de façon plus succincte les principales informations contenues dans ces données, elle permet aussi de traiter un nombre très important de donnée et de dégager les aspects les plus intéressants de la structure de celles-ci.

Pour savoir si les informations collectées sont réelles ou fausses, nous avons confronté les informations d'une même source entre elles d'abord, ensuite aux informations des autres sources afin de faire vérifier la vérité lorsqu'on est face aux données contraires. Une telle analyse nécessite une approche pluridisciplinaire, ce qui nous a permis de mettre en lumière le regard que porte le sociologue, l'historien, le juriste sur la problématique des associations

---

<sup>64</sup> Ghiglione R et Matalon B., *Les enquêtes historiques. Théorie et pratique*, Paris, Armand Colin, 1978, p.11.

<sup>65</sup> Arborio A-M et Fournier A., *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan-VUEF, 2003, p. 20.

islamiques et le développement du Cameroun. Après avoir catégorisé les informations recueillies sur le terrain, il ne revient plus qu'à les affecter aux différents chapitres du travail mais aussi à rejeter celles qui ne sont pas pertinentes.

#### **14- DIFFICULTÉS RENCONTRÉES**

Lors de la rédaction de ce travail, nous avons fait face à plusieurs difficultés. D'abord au niveau de la collecte des données. En effet, la collecte des données dans le cadre de cette étude n'a pas été des plus aisées. L'accès aux centres de documentation de certaines ONG nous est resté fermé pendant un long moment, surtout pendant la COVID 19. Puis, nous nous sommes confrontés à des problèmes d'ordre matériel avec l'endommagement de nos matériels informatiques et surtout et la perte d'une grande partie des données collectées et aussi le refus de certains informateurs de nous fournir les données relatives à notre étude. Cette situation a fortement retardé l'évolution dans la rédaction du mémoire.

Notre hypothèse principale, nous a conduits à privilégier dans ce travail une articulation autour de quatre chapitres.

Le premier chapitre intitulé profil et aperçu des organisations islamiques au Cameroun septentrional s'attèle sur les différents acteurs islamiques de la société civile qui sont présents au nord du Cameroun et qui œuvrent pour le développement de cette partie du pays. Quant au deuxième chapitre, il est question des différentes réalisations opérées par les organisations islamiques dans le processus de développement dans les régions septentrionales du Cameroun, et dans le troisième chapitre, il est question des impacts et dynamiques des actions de ces organisations islamiques dans le processus de développement du Cameroun septentrional. Et enfin dans le quatrième chapitre intitulé faiblesses et perspectives des organisations islamiques pour le développement du Cameroun septentrional, il est question dans cette dernière partie de présenter les limites auxquelles ont fait face les organisations islamiques dans leur lutte pour le développement effectif du Cameroun septentrional.

**CHAPITRE 1 : PROFIL ET APPERÇU HISTORIQUE DE  
QUELQUES ONG PRESENTES AU CAMEROUN  
SEPTENTRIONAL**

La lecture du terrain d'intervention de certains acteurs est parfois révélatrice des objectifs visés par ces derniers. Ainsi, les acteurs de la société civile œuvrant pour le développement du Cameroun interviennent dans divers champs d'actions et sous diverses bannières. Ainsi, dans le présent chapitre, il est question d'une part de nous atteler sur quelques organisations non gouvernementales opérant dans la région de l'Extrême-Nord et d'autre part nous nous penchons sur les généralités et les objectifs des ONG islamiques qui sont la *TIKA* et la *WAMY*. Cette présentation passe par un succinct rappel des circonstances de création et/ou d'installation de la structure au Cameroun, leurs buts (objectifs) premiers et spécifiques, ainsi que leurs différents domaines d'intervention. Cette présentation panoramique a permis de ressortir un bon nombre d'ONG Internationales à caractères diversifiés.

## **I- PRÉSENTATIONS DES ONG INTERNATIONALES PRÉSENTES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Plusieurs organisations internationales non-gouvernementales (ONG) sont présentes au Cameroun en général, et au Cameroun septentrional en particulier. Ces ONG Internationales explorent différents champs d'actions en vue de promouvoir le développement local, la protection des minorités, et le bien-être social. Les organisations non gouvernementales se donnent pour rôle de participer au développement socio-économique des localités dans lesquelles elles exercent leurs activités. Leurs actions sont souvent plus visibles à travers des interventions dans des zones de conflit, des régions de forte crise alimentaire ou suite à des catastrophes naturelles. Elles viennent ainsi en aide aux victimes et leur apportent l'assistance d'urgence et les secours de première nécessité à travers l'aide médico-sanitaire, alimentaire, sécuritaire, logistique... Dans le cas du Cameroun, il s'agit en fait de la condition préoccupante de la sécurité alimentaire dans la partie septentrionale du Cameroun qui court un risque de crise sécuritaire et alimentaire sérieux<sup>66</sup>.

Au regard du tableau ainsi brossé, l'on pourrait s'interroger sur la nécessité et l'opportunité de la présence des ONG au Cameroun septentrional. Les institutions étatiques bénéficient de l'expertise de ces structures ainsi que des financements qu'elles mobilisent afin de mener avec force et pertinence les actions définies par le gouvernement dans la poursuite de ses axes prioritaires de développement. C'est justement cette forme d'assistance humanitaire que l'on retrouve principalement dans cette partie du pays la région. Il devient dès lors capital de s'interroger sur la réalité de la participation de ces structures au développement de cette

---

<sup>66</sup> M. Popadem Djiopé, "La politique de l'environnement et de la lutte contre la famine par les ONG Internationales au Cameroun (1992-2012)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2021, p61.

partie du pays, de découvrir les modalités de leurs interventions et de scruter l'environnement dans lequel leurs actions sont menées. Il s'avère donc nécessaire de parcourir la présentation de quelques-unes de ces ONG au Cameroun septentrional, avec leurs caractéristiques et domaines d'intervention.

### **1. Quelques ONG œuvrant au Cameroun septentrional**

Les ONG qui œuvrent dans cette partie du pays sont multiples, nous allons nous intéresser que sur quelques-unes.

*WAMY*, est une ONG accréditée auprès de l'ONU ; elle est reconnue pour l'ampleur et l'étendue de son travail humanitaire et de secours qui dépasse environ 60% du monde musulman. L'assemblée mondiale de la jeunesse musulmane connue sous le nom de *WAMY* (World Assembly of Muslim Youth) est une organisation islamique mondiale à but non lucratif. Elle est créée à Djeddah en Arabie saoudite en 1972 afin de soutenir les efforts des membres des institutions et organisations islamiques à travers le monde. Elle est présente au Cameroun depuis 1990

Peace Corps<sup>67</sup> est une ONG créée en 1961 aux États-Unis d'Amérique. Les premiers volontaires de corps de la paix sont arrivés au Cameroun en 1962 à la demande du gouvernement de la République Unie du Cameroun. L'organisme commence à opérer en 1991 dans les départements du Mayo-Tsanaga et de la Bénoué. L'objectif premier étant d'aider la population et de contribuer à la promotion d'une meilleure compréhension des américains par les camerounais. C'est ainsi que depuis l'indépendance, plus de 2500 volontaires participent au développement de la communauté à la pêche en eau douce, à la formation et à l'extension de l'agriculture, au développement des coopératives et des caisses de crédit, à la formation des professionnels pour l'enseignement primaire, à la formation des jeunes fermiers, à l'enseignement de l'anglais, des mathématiques et des sciences et à des projets professionnels. Actuellement, l'organisation s'illustre par la réhabilitation des puits dans les départements.

---

<sup>67</sup> S., YOTCHOU LIDAM, « Les organisations non gouvernementales (ONG) et le développement durable dans l'Extrême-Nord Cameroun, depuis l'indépendance », rapport de licence en Histoire, Université de Ngaoundéré, 2000, p. 8.

Image 1 : *Logo de Peace Corps*

**Sources** : <https://projet-unfra-interos-maroua-cameroun/peace-corps.us>, consulté le 22 octobre 2021.

La TIKA est une organisation islamique turque, créée dans le contexte de la dissolution des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) où il était urgent de soutenir les États nouvellement indépendants du Caucase et de l'Asie centrale. De plus, en décembre 1991, la Turquie s'engage activement dans son octroi d'aide à travers le projet (social, culturel et économique) de long terme à côté de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. L'enjeu de la Turquie avec cette ONG est de sauver l'activité sociale, la culture et le passé commun qu'elle a eu avec ces États dans le cadre historique de la civilisation et de la grande puissance de l'Empire Ottoman<sup>68</sup>. Elle est présente au Cameroun depuis 2009 et elle travaille en parfait partenariat avec l'ACAMAS

L'Organisation Canadienne pour la Solidarité et le Développement (OCSD) est une organisation mise sur pied en 1983<sup>69</sup>. Elle est présente dans toutes les régions septentrionales. Dans la région l'Extrême-Nord par exemple, précisément dans le département du Mayo-Tsanaga en particulier, cette ONG participe au renforcement du potentiel économique de la région à travers le renforcement des capacités de gestion, d'animation économique ainsi qu'organisationnelle des actions socioéconomiques. Dans le département, l'organisation fait

<sup>68</sup> <http://www.tika.gov.tr/en>, consulté en décembre 2022.

<sup>69</sup> S., YOTCHOU LIDAM, (2000), p. 10.

dans le domaine agricole, de l'élevage, de l'hydraulique et l'octroi des crédits à des activités économiques

Image 2 : Logo de l'OCSD



## Organisation canadienne pour la solidarité et le développement

**Sources :** <https://nationalaids.org>, consulté le 22 octobre 2021.

L'INTERSOS<sup>70</sup> est une organisation non gouvernementale internationale italienne à stature internationale, basée à Rome et opère dans l'humanitaire. Elle apporte son soutien dans différents secteurs : alimentation, l'eau potable, la santé, etc. dont l'objectif est de venir au secours des victimes des catastrophes naturelles et des violences armées. Elle opère dans la promotion des valeurs sociales notamment la dignité humaine, la justice, la solidarité, l'égalité de droit des chances ou opportunités entre les peuples, le respect des diversités, l'attention aux personnes les plus vulnérables et la cohabitation pacifique et harmonieuse entre les communautés et peuple. C'est la promotion de toutes ces valeurs qui justifie évidemment la présence ou l'intervention de l'organisation au camp des réfugiés de Minawao par exemple dont l'objectif est comme nous l'avons soulevé précédemment d'assister les Réfugiés victimes des exactions de la secte terroriste *Boko-Haram*. Elle œuvre principalement dans le domaine de l'hydraulique à travers la réalisation des adductions en eau potable.

Présente opérationnellement au Cameroun depuis mai 2016, ALIMA (*Alliance for International Medical Action*) est une ONG qui assure la prise en charge pédiatrique et

<sup>70</sup> <https://m.facebook.ca/notes/cicade/chef-de-projet-unfra-interos-maroua-cameroun/14863158147142821/html&hl=fr=CM>, consulté le 22 octobre 2021.

nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans dans l'Hôpital de District de Mokolo, de Garoua, de Koza ainsi que dans le District de Santé de Makary<sup>71</sup>. ALIMA intervient en soutien aux structures hospitalières (Garoua, Mokolo, Ngaoundéré) et ambulatoires (20 centres de santé des districts de Guidere et Makary). Les interventions sont précisées et mises en œuvre en partenariat avec les hôpitaux de district, les districts sanitaires et la Direction régional de la santé publique de trois régions septentrionales du pays. Dans la même lancée, l'organisation assure la prise en charge hospitalière, en organisant des séances de sensibilisation à destination des accompagnants des patients hospitalisés. Ces séances consistent en un moment de démonstration de la mesure du périmètre brachial chez un enfant puis par la mise en pratique par les mères. L'ONG réalise en communauté des campagnes de formation de masse au dépistage précoce de la malnutrition en initiant une intervention de soutien aux services de santé de la reproduction dans les districts sanitaires de Kola et Ngon. En ce sens, elle met à disposition les médicaments nécessaires aux consultations prénatales, accouchements et consultations post-natales, renforce les infrastructures et appuie les ressources humaines présentes dans les zones.

International Medical Corps (IMC) est une organisation qui commence à œuvrer au Cameroun en 2008 dans le souci de répondre aux besoins exprimés par le flux des Réfugiés centrafricains au niveau de la frontière de l'Est<sup>72</sup>. En effet, IMC vient au secours des populations sinistrées dans le domaine de nutrition, de l'eau et des services d'hygiène dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Dans la région de l'extrême-Nord par exemple, IMC est présente dans le département de Diamaré et s'exprime par la réhabilitation des points d'eau et le soutien dans le domaine de soin aux populations vulnérables.

Action contre la faim est née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats. Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde. Alors que jusque-là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc.), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim. Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et des conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs : nutrition, santé, pratiques de soins, sécurité alimentaire et moyens d'existence, eau, assainissement et hygiène, plaidoyer et sensibilisation.

---

<sup>71</sup> ALIMA, "Rapport Annuel", 2018, <https://alima.ngo/en/wp-content/uploads/sites/23/2019/07/Rapport-Annuel-2018.pdf>, consulté le 24 novembre 2021.

<sup>72</sup> <https://internationalmedicalcorps.org/country/Cameroun.Consulté> le 20 octobre 2021.

En 2015, ACF-International est intervenue dans plus de 47 pays, venant en aide à environ 7 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme. ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc...). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique. ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact. ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONG tant locales qu'internationales. ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale. La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité<sup>73</sup>. PUI (Première Urgence Internationale<sup>74</sup>) est une organisation non gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. Elle intervient pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif étant d'aider les populations déracinées dans l'urgence, en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'organisation mène de nombreux projets dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui dans divers continents en Afrique, en Asie, en Europe. Présente depuis avril 2008 au Cameroun<sup>75</sup>, elle s'est penchée sur la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions concernent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil. Les programmes sont réajustés de manière à accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines dont la plupart désirent rester définitivement au

---

<sup>73</sup> ACF, "Rapport moral d'activités", 2018, [https://Rapport-moral-dactivités-2018\[1\].pdf](https://Rapport-moral-dactivités-2018[1].pdf), consulté le 23 novembre 2021.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Ibid.*

Cameroun. Le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages, une grande part des activités concerne la formation (des usagers, des comités de gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations portant sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées<sup>76</sup>. Compte tenu de l'installation des réfugiés dans de nombreux villages de la zone, l'organisation mène une réponse ajustée à cette configuration. À l'heure actuelle, elle est gestionnaire des 7 sites de réfugiés centrafricains à l'Est et dans l'Adamaoua et mène de nombreuses activités dans les villages d'accueil de la zone<sup>77</sup>. En 2015-2016, elle a élargi son champ d'action en ouvrant une base dans l'Extrême-Nord, à Maroua, en réponse à la crise nigériane pour intervenir en faveur des déplacés camerounais et des réfugiés nigériens en reprenant la gestion du site de réfugiés de Minawao<sup>78</sup>.

Le GWP-CAF est une organisation non gouvernementale, apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, ouverte à toutes les institutions, organisations, associations et tous les centres de recherche qui œuvrent dans la promotion des principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Afrique Centrale. Le GWP-CAF<sup>79</sup> s'est donné pour mission de soutenir le développement durable à travers la promotion et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique centrale. Pour aider les pays et les partenaires à analyser plus efficacement la variabilité et les changements climatiques, et investir dans les mesures résilientes et durables d'Approvisionnement en Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement (AEPHA), le GWP et l'UNICEF ont mis sur pied un document stratégique de résilience (UNICEF et GWP 2014). Pour faciliter la mise en œuvre de ce cadre stratégique au Cameroun, depuis Janvier 2017, l'UNICEF Cameroun, le Ministère en charge de l'Eau (MINEE), et le GWP Cameroun travaillent main dans la main dans le processus de mise en œuvre des actions pilotes visant à développer des outils pour assurer non seulement la disponibilité d'une eau de bonne qualité (à travers l'essai des pratiques locales de réduction de la quantité du fluor dans les eaux souterraines), mais aussi pour assurer la pérennité des infrastructures.

MSF<sup>80</sup> a mis en œuvre une activité d'envergure de Water trucking (WT) via une flotte de 10 camions variant de 6 à 25m<sup>3</sup>. L'eau des camions est collectée à une station de pompage gérée par MSF à 4km du camp, pompant l'eau d'un cours d'eau (appelé communément en

---

<sup>76</sup>[https://www.premiere-urgence.org/wp-content/uploads/2017/03/LIB\\_TOT\\_PSS\\_Consultancy-VF.pdf](https://www.premiere-urgence.org/wp-content/uploads/2017/03/LIB_TOT_PSS_Consultancy-VF.pdf), consulté le 15 juillet 2021.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> GWP-CAF: Global Water Partnership Central Africa.

<sup>80</sup> Médecins Sans Frontières.

langue locale mayo) grâce à des pompes, générateurs. La chloration de l'eau est faite directement sur place en injectant une solution mère de chlore (solution à 1% de chlore), ceci avant le transport en camion<sup>81</sup>.

LWF (*Lutheran World Federation*) ou la Fédération Luthérienne Mondiale est une association mondiale d'Églises luthériennes. Elle est fondée en 1947 à Lund en Suède, et compte aujourd'hui 145 Églises membres dans 98 pays. Son secrétariat international est à Genève. Elle a pris la succession des convents mondiaux luthériens qui se tenaient depuis 1923. En 1999, elle a signé avec l'Église catholique la déclaration commune sur la justification de la foi, à la suite d'un long dialogue œcuménique. En 2007, elle a exprimé des doutes sur la doctrine de l'universalité et l'unicité de Jésus-Christ. Le 31 octobre 2016, le Pape François répond favorablement à son invitation et prend part à Lund en Suède à la première journée des manifestations marquant le 500<sup>e</sup> anniversaire de la Réforme. À cette occasion une déclaration conjointe entre luthériens et catholiques fut signée<sup>82</sup>. Les Églises de la FLM<sup>83</sup> sont regroupées en régions et en sous-régions qui peuvent aussi rassembler des Églises non membre

## 2. Quelques agences Onusiennes

À l'heure actuelle, le projet a permis entre autres l'identification des impacts des changements climatiques sur les services AEPHA et des mesures résilientes adéquates, l'identification et l'analyse des besoins en renforçant les capacités des acteurs clés, et la mise en place d'un système de défloration. Les résultats appuient le processus de révision des normes nationales pour l'eau potable. De 2013 à 2014, le GWP Cameroun, en collaboration avec le Ministère en charge de l'Environnement du Cameroun et le PNUD Cameroun, ont réalisé un projet d'amélioration de la résilience des populations des trois communautés (Wouro Messere, Djiddel et Sedek) dans les régions septentrionales du pays à travers la construction des systèmes des trois forages à énergie solaire pour l'approvisionnement en eau potable des populations et des bétails, et le renforcement des capacités des associations des femmes pour l'amélioration de la productivité agricole. Conscient de planifier les actions d'adaptation et d'assurer la cohérence des mesures des politiques publiques par rapport à la lutte contre les changements climatiques, le GWP a été aux côtés du Gouvernement camerounais, pour l'élaboration et la validation de son Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC). Ce

<sup>81</sup> Gonne B., et al., *Plan de gestion des ressources naturelles et de partage de terres entre les populations d'accueil, les Déplacés, les Retournés et les Réfugiés dans les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava Extrême-nord du Cameroun*, Centre d'Études de Recherche en Paix Sécurité et Intégration, PNUD, 2017, p. 21.

<sup>82</sup> [https://fr.m.wiki/Federation\\_luth%25C3%25A9rienne\\_mondiale&hl=fr-CM](https://fr.m.wiki/Federation_luth%25C3%25A9rienne_mondiale&hl=fr-CM), consulté le 18 juillet 2021.

<sup>83</sup> Fédération Mondiale des Eglises Fraternelles Luthériennes.

dernier est en fait un instrument de planification devant définir les actions prioritaires d'adaptation à court, à moyen et à long termes au phénomène des changements climatiques. En collaboration avec le Ministère en charge de l'Environnement, la GIZ, le PNUD, le GWP a facilité l'élaboration de la version finale du PNACC validée en Juin 2015.

UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) a pour mission de défendre et promouvoir les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins, mais aussi à promouvoir leur plein épanouissement. Elle intervient dans les situations d'urgence où les droits des enfants sont bafoués à l'effet de les protéger. En collaboration avec d'autres organisations humanitaires comme JICA<sup>84</sup>, l'UNICEF vole au secours des enfants vulnérables. Tout ce dernier temps, l'UNICEF a multiplié ses œuvres caritatives exemple dans la région de l'Extrême-Nord, à cause de la délicatesse de l'insécurité générée par la secte nébuleuse *Boko haram*. En partenariat avec ces organisations, l'UNICEF a marqué sa présence dans la région à travers la réalisation de nombreux points d'eau. De 2016 à 2017, le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Cameroun en collaboration avec l'UNICEF Cameroun a appuyé le Ministère de l'Eau et de l'Énergie du Cameroun (MINEE) dans le processus d'élaboration et de validation de la Politique Nationale de l'Eau au Cameroun. Cette collaboration, matérialisée par le rôle du PNE Cameroun comme membre du Comité de rédaction, et chef de file pour le groupe thématique sur la Gouvernance de l'eau, a abouti à la production de la Politique Nationale de l'Eau du Cameroun qui a été présentée et validée par les parties prenantes lors d'un atelier national organisé à Yaoundé au Cameroun, le 29 novembre 2017<sup>85</sup>.

Image 3 : Logo de l'Unicef



**Sources :** [https:// http://unicef dev.international.org/images/](https://http://unicef.dev.international.org/images/), consulté le 09 septembre 2021.

---

<sup>84</sup> Agence Japonaise de Coopération Internationale.

<sup>85</sup> RAPPORT CAMEROUN., “Étude nationale sur le financement du secteur de l'eau”, Global Water Partnership Central Africa, 2010, p. 5.

Image 4 : Slogan de l'UNICEF



**Source :** <http://unicef dev.international.org/images/>, consulté le 09 septembre 2021.

À côté de toutes ces agences internationales sus-présentées, d'autres se sont démarquées de façon particulière dans la lutte pour le développement des régions septentrionales (et musulmanes) au Cameroun. Parmi ces ONG spécialisées on peut parler de la World Assembly of Muslim Youth (*WAMY*) et de l'ONG turque appelée *Türk İsbirligi ve Koordinasyon Ajansı (TIKA)*.

## **II- PRÉSENTATION DES ONG WAMY ET TIKA**

La présentation des ONG WAMY et TIKA permet, d'un point de vue général, de mieux appréhender leurs origines et leurs champs d'intervention, mais également de comprendre leurs fonctionnements et la circonstance en la faveur de laquelle elles ont jeté leur dévolu sur le Cameroun en général, et dans les régions du Cameroun septentrional en particulier.

### **1- World Assembly of Muslim Youth (WAMY): creation et structure organisationnelle**

La jeunesse selon le Coran est un moment très tumultueux dans la vie de chaque homme, car c'est le moment où la personne à la fleur de l'âge comme on dit, le moment où la personne est exposée à toutes sortes de tentations. C'est aussi en cette période que l'homme devient de plus en plus prétentieux et impudent, car croyant tout se permettre. Cette période de la vie de l'homme est de même la préférée de Satan pour détourner les jeunes du droit chemin. En effet, en cette même période, se cherche encore, sa maturité est toujours en gestation, il a envie de découvrir des nouvelles choses, de tester des nouvelles expériences, ce qui est un moment très

propice pour Satan. Et rares sont les jeunes qui parviennent à déjouer les pièges que leur tend ce maudit démon, ce dans cette idée qu'il est écrit dans le coran "Dieu veut pour vous la facilité, il ne veut pas la difficulté pour vous"<sup>86</sup>. Pour débarrasser les jeunes de ce moment dangereux, la communauté musulmane mondiale met sur pied une assemblée dénommée *World Assembly of Muslim Youth* en anglais et Assemblée Mondiale de la Jeunesse musulmane qui a son siège général à Djeddah en Arabie saoudite.

### **1-1- Création et objectifs de WAMY**

WAMY, est une ONG accréditée auprès de l'ONU ; elle est reconnue pour l'ampleur et l'étendue de son travail humanitaire et de secours qui dépasse environ 60% du monde musulman. L'assemblée mondiale de la jeunesse musulmane connue sous le nom de *WAMY (World Assembly of Muslim Youth)* est une organisation islamique mondiale à but non lucratif. Elle est créée à Djeddah en Arabie saoudite en 1972 afin de soutenir les efforts des membres des institutions et organisations islamiques à travers le monde. Elle est une organisation indépendante qui représente l'ensemble des pays musulmans et qui travaille en coopération avec des partenaires intergouvernementaux, institutionnels et associatifs des toutes confessions et cultures. Elle est installée au Cameroun de 1990.

Les objectifs de cette organisation s'articulent autour de plusieurs domaines notamment :

- L'éducation et la formation à travers la construction d'établissements scolaires (écoles franco-arabes dans les régions), l'organisation des camps de scoutisme, des séminaires et ateliers, des visites d'échanges ainsi que des activités et des stages de formation au profit des organisations de jeunesse musulmane.
- L'hydraulique villageoise avec la construction des forages et des puits pour la lutte contre les maladies hydriques (cholera).
- La santé travers l'organisation chaque année des caravanes spécialisées dans les opérations chirurgicales de la cataracte. Une moyenne d'environ 500 personnes opérées chaque année dans chaque des régions des pays membres et travers la construction des centres de santé.
- La prédication et œuvres sociales travers : L'édification des lieux de culte avec la création des mosquées dans les pays membres, la distribution des denrées alimentaires aux populations nécessiteuses à l'occasion des fêtes religieuses, et en cas des situations de catastrophe ou d'urgence, l'aide aux associations islamiques et assistances aux personnes engagées pour la prédication et la promotion de l'islam (imams et prêcheurs).

---

<sup>86</sup> Sourat 2, Verset 185.

- Le parrainage d'enfants orphelins : ce programme constitue, la prise en charge dès l'acceptation du dossier d'un orphelin âgé de moins de 12 ans jusqu'à l'âge de 18 ans, la distribution des dons pendant les fêtes musulmanes et leur encadrement à travers des séminaires, rencontres et sorties pédagogiques.<sup>87</sup>

De même, cette organisation a pour objectif aussi de préserver l'identité musulmane des jeunes, leur apprendre à affronter la modernité, leur apprendre à être des citoyens actifs ayant une contribution positive, présenter aux non-musulmans la forme la plus pure de l'islam en tant que système complète englobant tous les aspects de la vie, établir un dialogue et encourager la compréhension entre les organisations musulmanes et la société occidentale<sup>88</sup>.

De façon claire, l'on peut noter que la *WAMY* est une organisation au service de la jeunesse musulmane comme son nom l'indique. C'est pourquoi cette ONG est pleinement consciente que l'avenir des nations est étroitement lié à l'encadrement des jeunes et à leur condition de vie pour épanouissement. La jeunesse, en effet, porteuse d'espoir et d'attente. C'est pourquoi elle nous interpelle pour lui garantir une vie de santé et un environnement propice à l'expression de sa créativité. Animée de cette volonté de relever ces défis, cette organisation engage dans cette domaine une politique vigoureuse inspirée par son attachement de droit de l'homme et à la promotion contenue des ressources humaines. Elle s'engage également à apporter sa contribution à l'amélioration du nouveau de vie des populations diminuées, des personnes âgées, des jeunes et orphelins à travers la création d'infrastructures communautaires de base telles que les mosquées, les écoles, les centres de formation professionnelles, les forages et les puits, elle apporte également secours et protection par la distribution de vivre et des denrées alimentaires aux populations pauvres. Son approche consiste à travailler dans une démarche participative avec les communautés bénéficiaires pour le renforcement de leur capacité, leur responsabilisation, leur autopromotion et la prise en charge de leur besoin conformément à la mission des ONG.

---

<sup>87</sup>Djalili, M-R., *Diplomatie islamique*, Genève, PUF, 1989 p. 17-18.

<sup>88</sup> *Ibid.*

## 1 : Siège de l'organisation WAMY Cameroun



Source : <http://pbs.swiming.com> consulté en septembre 2021 à 12h.

Cette figure représente le siège général de l'organisation WAMY (*World Assembly of Muslim Youth*) à Djeddah en Arabie Saoudite. Cette structure a été construite en 1974, juste deux ans après sa création et coïncide avec l'adhésion du Cameroun cette organisation islamique.

### 1-2-Structure organisationnelle de WAMY

Toute organisation ou association, pour son bon fonctionnement doit avoir une structure. L'organisation WAMY est dirigée par trois organes qui sont à savoir : le président, vice-

président et le secrétaire général et dispose de nombreux bureaux dans les pays où elle est plantée<sup>89</sup>.

### **1.2.1-Le président**

Il doit être toujours d'origine saoudienne et doit toujours être un ministre des affaires islamiques avant d'être nommé président de cette institution par l'État Saoudien. Il s'occupe de la bonne gestion de l'organisation selon son statut. Autrement dit, il est celui qui s'assure que les différentes règles et le fonctionnement pouvant s'appliquer aux activités de l'association sont bel et bien respecté<sup>90</sup>, il est chargé d'examiner les questions d'importances primordiales pour les pays membres et est chargé aussi de concevoir des grandes lignes de la politique générale dans le but de déterminer la politique de l'organisation pour les États membres<sup>91</sup>.

### **1.2.2-Le vice-président**

Comme le président, le vice-président de WAMY est toujours d'origine Saoudienne, nommé pour un mandat de quatre ans (04). Ses attributions et son rôle sont définis par les statuts de cette organisation, complétés le cas échéant par son règlement intérieur. Il a donc pour mission d'assister le président et de le remplacer en cas d'empêchement.

### **1.2.3-Le secrétariat général**

Il est dirigé par un secrétaire général nommé par l'État d'Arabie saoudite pour un mandat de quatre (04) ans et siège à *Djeddah* en Arabie Saoudite ; il est placé sous la direction du ministre saoudien des affaires religieuses. Ses attributions sont strictement administratives. Il a pour rôle d'exécuter des tâches que lui confie l'organisation, il a aussi pour fonction des présenter les rapports sur les réalisations accomplies.

---

<sup>89</sup> Dr Abdoul Karim Abbo Yerima, Directeur general WAMY Cameroun, musulman, 50 ans, Yaoundé, 2020.

<sup>90</sup> Abdel-Rahman G., *Jihad humanitaire : Enquête sur les ONG islamiques*, Paris, Flammarion, 2002, p224.

<sup>91</sup> Entretien avec Dr Abdoul Karim Abbo Yerima, Directeur général WAMY Cameroun, musulmans, 45ans, Yaoundé, 13 Août 2020.

**LISTE PHOTOS DES DIRIGEANTS DE L'ORGANISATION WAMY****Photo 2 : Saleih Al ash-Sheikh, actuel président de WAMY**

*Source : [http// : Anadoli.wikipedia.org](http://Anadoli.wikipedia.org). Consultée en décembre 2021 à 12h*

La figure 28 est celle du président actuel de la WAMY. Il est né en 1959 en Arabie Saoudite, avant d'être président de cette organisation, il était Ministre saoudien des affaires étrangère.

**Photo 3 : Abdullah Omar Nasseef, actuel vice-président de WAMY**

*Source : [http :// Anadoli.wikipedia.org](http://Anadoli.wikipedia.org). Consultée en décembre 2021 à 12h*

La figure 29 est celle du Vice-Président de la WAMY. Né en 1939 en Arabie Saoudite, il est chimiste et géologue et était le de la *Saudi Arabian Boy Scouts Associatio* avant d'être le vice-président de la WAMY.

**Photo 4 : Saleh bin solaiman Al-Wahaibi, actuel secrétaire général de WAMY**



Source : [http:// Anadoli.wikipedia.org](http://Anadoli.wikipedia.org). Consultée en décembre 2021 à 12h

e turque qui signifie l'Agence Turque de la Coopération et de Coordination. Elle est créée en 1992 par la Turquie et est composée des pays membres tels que : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turquie et Turkménistan.

### 2-1-Création et objectif

La *TIKA* est une organisation islamique turque qui a été créée dans le contexte de la dissolution des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) où il était urgent de soutenir les États nouvellement indépendant du Caucase et de l'Asie centrale. Delors, en décembre 1991, la Turquie s'engage activement dans son octroi d'aide travers le projet (social, culturel et économique) de long terme à coté de Banque Mondiale et du Fond Montataire Internationale. L'enjeu du la Turquie avec cette ONG est de sauver l'activité sociale, la culture et le passé commun qu'elle a eu avec ces États dans le cadre historique de la civilisation et de la grande puissance de l'Empire Ottoman<sup>92</sup>.

Les objectifs de cette organisation sont entre autres<sup>93</sup> :

- Soutenir les économies fragiles, sans marchandage ni contreparties des États membres ;

<sup>92</sup> <http://www.tika.gov.tr/en>, consulté en décembre 2022.

<sup>93</sup> Jeune Afrique, 3 décembre 2021, par Joséphine Dedet.

- Contribution à la réduction de la pauvreté, au développement permanent dans le domaine social et économique des États partenaires par l'intermédiaire de la coopération technique et des dons ;
- L'appui nationale au programme de développement des pays partenaires en leur transmettant l'expérience et l'expertise de la Turquie ;
- Adaptation aux changements économiques, sociaux et politiques des pays partenaires ;
- Fournir des bourses et une assistance aux fonctionnaires et à d'autres personnes de ces pays pour l'éducation et la formation en Turquie ;
- Agir en tant que principal facilitateur de la coopération entre les institutions et organisation de l'État turc, les universités, les organisations à but non lucratif et le secteur privé ;
- Coopérer avec d'autres agences internationales d'aide à travers divers projets et programmes.

En plus, ses domaines d'action se lancent dans des milliers de programmes de tous les secteurs ; notamment : éducation, santé, agriculture, industrie, développement durable, aides aux mères et aux enfants, promotion des femmes... Chaque année, 5000 experts turcs, dont un tiers en Afrique, sont engagés dans des actions de formation.

## **2.2- Structure organisationnelle de *TIKA***

La structure organisationnelle de la *TIKA*, qui relève du ministère de la culture et du tourisme, se compose d'un secrétaire général, d'un président, de trois vices présidents coordonnés par le ministre adjoint nommé par le ministre de la culture et du tourisme. Elle se divise en plusieurs départements, chacun dédié à une zone géographique spécifique : l'Asie de l'Est et du Sud, le Pacifique et l'Amérique Latine, les Balkans et l'Europe de l'Est, le Moyen Orient et l'Asie Centrale et les Caucase. À cela s'ajoute les départements des relations étrangères et des partenariats. Cette organisation a créé des "bureaux de coordination des programmes" (PKO) afin de créer l'espace nécessaire à la réalisation des programmes, projets, activités et opérations d'aide à l'étranger et d'en assurer la coordination<sup>94</sup>.

Toute comme d'autre organisation, la *TIKA* est structurée administrativement par un secrétariat général et des départements ou bureaux régionaux dans les pays membres.

### **➤ Le secrétariat général**

---

<sup>94</sup> Ramazan E., "Création, activités et cadre théorique de la *TIKA* dans la politique étrangère turque", Thèse de maîtrise, institut des sciences sociales de l'université de Sakarya.2008, p. 33-42.

Il est dirigé par un secrétaire général nommé par l'État turc pour un mandat de quatre (05) ans et son siège à Ankara<sup>95</sup> en Turquie ; il est placé sous la direction du ministère turc de la Culture et du Tourisme. Ses attributions sont strictement administratives. Il a pour rôle d'exécuter des tâches que lui confie l'organisation, il a aussi pour fonction des présenter les rapports sur les réalisations accomplies<sup>96</sup>.

➤ **Les départements ou bureaux régionaux de *TIKA***

Ces bureaux sont présents dans tous les pays partenaires et ont pour rôle la coordination des programmes de cette ONG. *TIKA* est constitué d'une direction centrale, un bureau d'appui au développement, un bureau de la coopération et du suivit des rapports entre ses membres, financeurs et demandeurs d'aides, un département de distribution et de la logistique, etc. en effet, chaque département est chargé de mener une section distincte du programme de l'institution. Toutes ces échelonnages sont chapeautés par le secrétariat général. C'est l'organe d'administration et de gestion de la structure. Le secrétariat général de *TIKA* reçoit et fait acheminer tous les projets, consigne les rapports d'activités et veille à la tenue des archives de l'institution.

En somme, au sortir de ce chapitre, il faut en retenir qu'il a permis de mettre en relief d'abord la naissance des organisations islamiques (*TIKA* et *WAMY*), ensuite leurs structures et en fin leurs objectifs. À cet égard, l'on peut comprendre que ces organisations présentent les mêmes objectifs et elles sont bien structurées, organisées et ont des objectifs valables qui leurs permettent de bien améliorer les réalisations. Cela dit, il nous parait déterminant de poursuivre notre démarche scientifique en effectuant une analyse sur les réalisations de ces organisations islamiques au Cameroun septentrional.

---

<sup>95</sup> Ville et Capitale de la Turquie

<sup>96</sup> Oulouman P et Oumarou S., "La coopération entre la Turquie et le Cameroun : le cas d'ACAMAS dans l'Extrême-Nord de 1998 à 2012", Mémoire de Diplôme de Professeur de l'Enseignement Secondaire Deuxième Grade (DIPES II) en Histoire, Université de Maroua, 2012, p.48

**CHAPITRE 2 : REALISATIONS DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES  
WAMY ET *TIKA* AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Joël Maman affirme dans *Cameroon Tribune*, “Plan du Cameroun dans les projets de développement vise à améliorer les conditions de vie de population notamment dans le secteur de l’éducation et le secteur socio-économique”<sup>97</sup>. Les initiatives menées au profit des populations varient très souvent en fonction des types de besoins, des capacités d’action prenant en compte les ressources disponibles et même des domaines ciblés. S’agissant de ces domaines, la priorité qui leur est accordée varie, ne serait-ce qu’en partie, en fonction de l’analyse situationnelle faite par chaque structure et des priorités qu’elle s’est définie suite à celle-ci. Ceux-ci ne sont pas considérés comme prioritaires de façon purement arbitraire, mais suite aux résultats issus de l’analyse des données liées à notre étude, car ce sont ceux qui font l’objet du plus grand intérêt de la part des différentes ONG. Les organisations islamiques (*TIKA* et *WAMY*) sont des organisations non-gouvernementales et à but non-lucratif ; leurs caractères internationaux, leur capacité, leur visibilité et l’influence leur donnent une place non négligeable parmi d’autres organisations dans le monde. Leurs zones d’intervention sont immenses, d’ailleurs partout dans les pays membres de ces organisations.

En effet, elles interviennent notamment où sévissent les catastrophes naturelles, les guerres, la famine et d’autres situations qui portent atteintes à la vie humaine. Les techniques d’interventions de ces deux associations se focalisent en première position sur une intervention humanitaire et en deuxième position elles se mettent à chercher des financements afin de continuer ses interventions dans les domaines de construction, de la résilience ou de développement. Cette manière d’intervention est observable partout dans les pays membres de ces associations, car tout commence par une intervention humanitaire puis les autres phases. Il faut aussi noter que ces associations développent toujours des partenariats avec les organisations locales telles que ces ONG, et organisations de la société civile afin de marquer leurs présences mais aussi de contribuer au renforcement des capacités de ces organisations locales. Cette stratégie a favorisé le transfert des compétences à ces organisations.

## **I- L’INTERVENTION DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DANS LES DOMAINES SOCIOÉCONOMIQUES**

Les organisations non gouvernementales à caractères islamiques se sont beaucoup démarquées dans la vie socioculturelle et religieuse dans le Cameroun septentrional. Ces

---

<sup>97</sup> Maman J., “développement local à l’Extrême-nord : Plan International explore de nouveaux sillons”, *Cameroon Tribune*, 25 Juin, 2020, [http://www.cameroon-tribune.cm/article.html/33282/dr?html/developpement\\_local](http://www.cameroon-tribune.cm/article.html/33282/dr?html/developpement_local), consulté le 19 octobre 2021.

activités, beaucoup plus sociales, passent à travers des actions telles que : la création de points d'eau, d'écoles, de mosquées, de marché, etc.

### **1. WAMY et TIKA : deux structures particulièrement actives dans la création des points d'eau, l'assainissement et les mosquées**

À ce niveau, il est préjudiciable de montrer la contribution ou le bilan des réalisations des ONG islamiques *TIKA* et *WAMY* dans le domaine de création des points d'eau et des mosquées au Cameroun septentrional.

Pour les organisations islamiques (*TIKA* et *WAMY*) en général et pour la religion islamique en particulier, la création des points d'eau peut être considérée comme des infrastructures d'une importance capitale dans la vie de l'homme. En effet, lors de la conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en 1998, l'eau a été définie comme étant un bien social et économique jouant un rôle vital dans la satisfaction des besoins humains élémentaires, la sécurité alimentaire, réduction de la pauvreté et protection des écosystèmes<sup>98</sup>. Les villages dans les régions septentrionales du Cameroun souffrent de manque d'eau potable. Cette situation est un frein au développement de cette partie du Cameroun, car la disponibilité de l'eau en qualité et en quantité pour les êtres se posent avec beaucoup d'acuité. C'est pour réduire ce problème que *WAMY* et *TIKA* en partenariat avec l'organisation locale *ACAMAS*, ont planifié la réhabilitation des points d'eau, la construction des forages et des puits pour la consommation des êtres vivants en général et des humains en particulier.

Les exemples des forages suivants sont le fruit des réalisations de ces organisations islamiques au Cameroun septentrional.

---

<sup>98</sup> Entretien avec Dr Abdoul Karim Abbo Yerima, Directeur général *WAMY* Cameroun, musulman, 45 ans, Yaoundé, 13 Août 2020.

**Photo 5: Forage crée à Lougga Barkedjé par la TIKA**



Source : Cliché Djibrilla Boubakari pris en decembre en 2021

**Photo 6: Forage crée par WAMY en 2019 au quartier Maloumri (Adamaoua)**



Cliché Djibrilla Boubakari pris en 2021

**Photo 7: Forage crée par la TIKA au quartier Poumpoumré Garoua**



Source : Cliché Djibrilla Boubakari, décembre 2021

Les figures (4, 5,6 et 7) prises au mois de décembre 2020 dans les quartiers Lougga Barkedjé et Madagascar et Poumpoumré et Maloumri sont construit par les différentes organisations islamiques présentes au Nord Cameroun. Elles nous permettent de témoigner avec effectivité des réalisations des organisations islamiques dans ces localités. Ces forages sont créés dans le but de réduire la distance qu'apprête la population de ces zones.

**Photo 8: Forage au quartier Madagascar créé par TIKA (Adamaoua)**



**Source : Cliché Djibrilla Boubakari, prise décembre 2021**

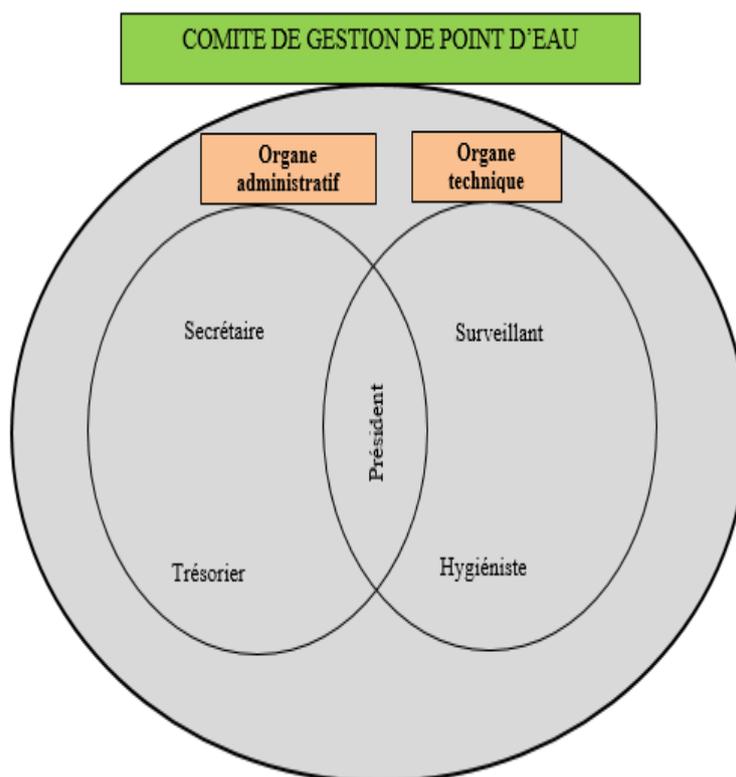
Pour bien gérer ces points d'eau, des organisations (Comités de Gestion des Points d'Eau) des gestions ont été créées et formées. En effet, le comité de gestion d'eau est un groupe d'utilisateurs du système d'approvisionnement en eau, choisi par l'ensemble des utilisateurs capable d'assurer les fonctions administratives et techniques nécessaires à la survie du point d'eau. Les tâches de ces comités des gestions d'eau sont entre autres :<sup>99</sup>

- Garantir un accès équitable à l'eau pour toute la population ;
- Collecter la contribution financière des utilisateurs et l'utiliser de façon transparente ;
- Maintenir régulièrement et réparer le système en cas de pannes simple
- Organiser de nettoyage du système de distribution d'eau et son environnement par L'homme.

<sup>99</sup> Entretien avec Dr Abdoul Karim Abbo Yerima, Directeur général WAMY Cameroun, musulman, 45 ans, Yaoundé, 13 Août 2020.

Ces forages sont tous couverts et possèdent un trottoir, à motricité humaine, ils sont construits avec un béton, et sont cuvelés par du béton armé, sont exploités en bon état, leur production en eau est abondante et ne porte pas atteintes à la santé de la population, ils disposent chacun d'un comité de gestion fonctionnel.

Figure N° 1 : **Organigramme des Comités de gestion des points d'eau créés par WAMY**



**Source : Figure confectionnée par Djibrilla Boubakari (2021)**

Il est donc important de montrer les attributions des membres de ce comité de gestion des points d'eau. Les principales attributions des membres de comité sont bien spécifiques.

### 1.1.1. Le président

C'est le représentant du comité. Il siège à toutes les réunions et représente légalement et valablement la structure. Le président de ce conseil est investi des objectifs suivants :

- Il est responsable du respect des statuts du comité, du règlement intérieur et du bon fonctionnement des réunions du comité ;
- Il convoque les membres aux réunions et les consommateurs et assemblée générale ordinaire et extraordinaire ;
- Il préside les réunions en déclarant celles-ci ouvertes ou closes, encore l'ordre du jour, dirige les débats ;

- Il règle les conflits mineurs qui ne nécessitent pas la convocation d'une assemblée générale ;
- Il est responsable du contrôle de la gestion financière.<sup>100</sup>

En dehors des services du Président, d'autres services actifs ne sont pas à négliger, c'est le cas des services du secrétariat.

### **1.1.2. Le secrétaire**

Le secrétariat est l'organe le plus important de cette structure. C'est la pierre angulaire sur laquelle on élabore tous les projets de la structure et à qui sont confiées les archives les plus importantes de l'organisation. C'est la deuxième structure la plus importante après la présidence. Il est responsable de :

- Il résume en début de réunion le compte rendu de la réunion précédente ;
- Il note par écrit point par point le déroulement de chaque réunion selon l'ordre du jour, sans oublier la date de la prochaine réunion et l'ordre du jour proposé ;
- En cas de séance, il note la date de la prochaine réunion et l'ordre du jour proposé ;
- Il rédige les convocations aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, et tout document ou courrier émanant du comité de gestion.<sup>101</sup>

À côté du secrétariat, on peut parler de la trésorerie.

### **1.1.3. Le trésorier**

C'est l'organe financier de l'ONG. Elle est chargée de collecter les fonds et de les sécuriser. S'occupant spécifiquement des tâches financières, la trésorerie régule des dépenses de la structure. De façon plus spécifique, ses principales attributions sont :

- Il est responsable de la caisse du comité.
- S'il est en même temps comptable, il tient le cahier de comptabilité en notant minutieusement toutes les opérations financières effectuées au nom du comité ;
- Il règle les dépenses ;
- Il rend compte de la situation de la caisse à chaque réunion du comité ;
- Il doit se plier à toutes demandes de contrôle de la caisse par les membres du comité.<sup>102</sup>

Les services d'hygiène et de la salubrité est également un organe à ne pas négliger au sein de cette institution.

---

<sup>100</sup> Entretien avec Dr Abdoul Karim Abbo Yerima, Directeur général WAMY Cameroun, musulman, 45 ans, Yaoundé, 13 Août 2021

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> *Ibid.*

#### 1.1.4. Le responsable hygiène

Ces services s'occupent des questions de santé, de règles d'hygiène et de salubrité. En effet, lors des campagnes de l'institution, le service d'hygiène est celui qui coordonne les activités de sensibilisation sur l'adoption de règles d'hygiène. Dans le Cameroun septentrional, les actions spécifiques de *WAMY* dans ce sens sont menées par ce service.

- Il est responsable du respect de la propreté autour du point d'eau ;
- Il sensibilise les consommateurs sur l'hygiène de l'eau à la distribution, pendant le transport, pendant le stockage et à la consommation.

D'un autre côté, il est à noter l'existence d'un service de maintenance ou de surveillance.

#### 1.1.5. Le surveillant

Le surveillant est responsable du service de maintenance ou de surveillance. Ce dernier a plusieurs rôles spécifiques.

- Il veille au bon fonctionnement des forages et des puits, tient le cahier technique des réparations ;
- Il recueille les doléances des consommateurs concernant les problèmes techniques (gout, qualité de l'eau et le fonctionnement des puits)
- Avec l'aval du comité, il contacte les réparateurs agréés en cas de panne dépassant sa compétence.
- Il assure la réparation des pannes mineures, le remorquage etc.
- Il rend compte de la situation technique à chaque réunion (réparation effectuées, état de fonctionnement, problèmes rencontrés.)

Cette organisation des associations islamiques favorise de ce fait une gestion structurée, organisée et plus efficace dans la création et la gestion des points d'eau dans la partie septentrionale camerounaise.

Avec une présence effective au plan national et dans les trois régions septentrionales du Cameroun, *TIKA* et *WAMY* sont des rares ONG internationales à jouir d'une telle couverture. Cet organigramme nous permet non seulement de toucher toutes couches sociales en heure et en temps, mais aussi d'être à l'écoute de leurs différents besoins. Ses réalisations dans le domaine de la création des points d'eau et forages depuis les années 1974 nous donne un total de 950 points d'eau réalisés<sup>103</sup> dans les trois (03) régions septentrionales du Cameroun.

---

<sup>103</sup> Entretien avec Hamadou Hamidou, Maire Maroua 1<sup>er</sup>, musulman, 50 ans, Maroua, 14 janvier 2021.

**Tableau 1 : Récapitulatif de quelques forages créés par TIKA en partenariat avec ACAMAS au Cameroun septentrional**

Régions	Villages et quartiers bénéficiaires
Adamaoua	Baladji, kanouri, Camps carreaux, Djaligo, Bali, Bamyanga, Tingo Texaco, Maloumri, Beleka, Almé, Djali, Gourwalti, Mayo-Badji.
Extrême-Nord	Lougga barkedjé, Moufou, Bah-Ngolo, Boula Bamguel, Gawel, Meskine, Zoumba, Katoual, Dourloun, Mambarya, Djamdoudi, Tchoumpel, Badam, Loulou.
Nord	Badjouma, Pitoa, Bibemi, Dembo, Gashiga, Takasco, Badjouma, Bayla, Gouloum, Mafare, Mayo Zaria, Mbaimboum, Wouro Massara, Bah Dankali, Boumedjé, Golombi.

**Source :** Résultat d'enquête du terrain.

Les organisations islamiques au Cameroun septentrional se sont montrées leur présence aussi dans le domaine de création des mosquées.

Étymologiquement, la mosquée désigne le lieu où se prosternent les fidèles musulmans (*masjid*) ou celui où ils se rassemblent (*jami'*) pour célébrer l'office<sup>104</sup>. Outre les fonctions religieuses qui lui sont inhérentes, il arrive également que la mosquée accueille des manifestations profanes. Le déroulement de ces dernières fonctions à l'intérieur de l'espace sacré des musulmans contribue dès lors à l'élargissement de la base de définition de la mosquée qui devient, ce faisant, un espace privilégié de socialisation communautaire et une tribune (*minbar*) par excellence du haut duquel l'imam harangue les croyants musulmans, lors des prières collectives hebdomadaires.

Plusieurs raisons poussent les organisations et les personnes disposant des moyens à construire les mosquées. En effet, les mosquées, *al masjid*<sup>105</sup> dans la langue arabe font partie des symboles forts et visibles de l'islam dans les villes et les zones à dominance musulmane. Elle peut également constituer le lieu de rassemblement par excellence des musulmans qui viennent cinq (05) fois par jour y acquitter, en congrégation, l'un des piliers de la religion

<sup>104</sup> Entretien avec Youssoufa Hamadou, maître école coranique, musulman, 35 ans, Maroua, 22 mai 2019.

<sup>105</sup> Masjid, vocable en français par l'intermédiaire de l'espagnol mezquita, désigne « Edifice où l'on peut accomplir la prière rituelle ou salat ».

musulmane qu'est la prière canonique. Ainsi, la construction des mosquées, quel que soit sa taille, nécessite de moyen financier. De façon générale, les sources de financement de la construction des mosquées peuvent être d'origine interne ou externe.

Au niveau interne, il y a trois (03) approches

- le financement par la communauté
- le financement par les particuliers (par les hommes d'affaires)
- financement mixte (population musulmane et l'État)

Quant au plan externe, le financement se décline en deux (02) voies à savoir :

- le financement des pays amis : il s'agit des fonds débloqués par les pays étrangers pour financer la construction des mosquées au Cameroun ; Le cas le plus important est la construction par le royaume d'Arabie Saoudite la mosquée de Salak (Extrême-nord).

- le financement des associations et des ONG.

Les organisations locales et les ONG islamiques étrangères sont devenues les principales actrices en matière de construction des mosquées au Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier. Ces structures s'appuient sur les organisations locales ou elles interviennent directement par leurs représentations en place. À ce titre, la *World Assembly of Muslim Youth* est considérée comme le poids lourd dans la construction des mosquées. Depuis sa création en 1972, la WAMY a édifié des centaines de mosquées dans la partie septentrionale du Cameroun. L'on peut énumérer quelques-unes de ses réalisations à l'instar de :

-la rénovation par l'organisation WAMY<sup>106</sup>, en 2009, de la mosquée centrale de Maroua (Dougoy) ;

- la rénovation de la mosquée de Bongoré (Extrême-Nord) en 2013 ;

- la réfection de la mosquée Laydé de Garoua en 2013, et la même année elle a contribué à la construction de la mosquée de Boula-Mokolo et de la mosquée de Zidim.

---

<sup>106</sup> Association Camerounaise pour l'Aide et la Solidarité.

**Photo 9: Mosquée de Bongoré construite par WAMY**



**Source :** Cliché : Djibrilla Boubakari, pris en juillet 2021.

Cette mosquée (figure 7) est construite en 2003 dans la localité de Bongoré dans la ville Maroua par l'organisation WAMY, elle abrite les cinq prières et la grande prière de vendredi, elle peut loger plus de 300 fidèles pour la prière.

Il est important de noter que plusieurs raisons qui poussent les organisations islamiques à créer les infrastructures sanitaires dans tous ses pays membres en général et au Cameroun en particulier.

Il est question dans cette partie de montrer l'importance de la création et de rénovation des mosquées par les associations islamiques au Cameroun septentrional.

D'une manière générale, il existe plusieurs raisons de l'édification des mosquées ; les motivations des constructions des mosquées sont à la fois religieuses, politico-diplomatiques, idéologiques, sociales et concurrentielles. Mais nous allons étudier quelques raisons.

Au plan religieux, la construction d'une mosquée relève de la recherche de l'agrément divine. D'après Ousman Ibn Affan, le prophète Mohammad a dit : "celui qui a construit

sincèrement une mosquée pour *Allah*, alors *Allah* lui construit une maison similaire"<sup>107</sup> .Dans une autre version relatée par Ibn Abbas, le prophète a dit : " celui qui construit une mosquée pour Allah ne serait-ce que de la taille d'un nid d'oiseau, lui construit une maison au paradis"<sup>108</sup> C'est donc cette parole du Prophète qui amène certains musulmans, désireux d'accéder au paradis, à construire une mosquée.

Au plan politico-diplomatique, la construction d'une mosquée contribue à renforcer l'amitié et la coopération entre deux pays. Par exemple la construction des mosquées des villages Lougga barkedjé, Wondio, Salak par ACAMAS en partenariat avec TIKA, est aperçue de la part de l'Etat du Cameroun comme un bon signal de coopération entre lui et les pays partenaires de cette organisation.

Du point de vue idéologique, la construction d'une mosquée témoigne de la volonté manifeste d'implanter, de vulgariser ou de pérenniser une confrérie. Ainsi, beaucoup d'observateurs voient en la construction des mosquées par *WAMY*, une stratégie de diffusion du courant *Wahhabites*. Celui-ci prône la pratique d'un islam orthodoxe, puritain et rigoriste. Quant aux mosquées sous influence iranienne par exemple, elles participent à la diffusion du Chiisme<sup>109</sup> au Cameroun.

La construction d'une mosquée répond aussi, au plan social, à une nécessité absolue. Celle-ci se manifeste par l'absence d'un édifice religieux dans le coin éloigné. Par exemple l'on peut citer les mosquées de Lougga barkedjé et celle de Zidim dans la région de l'Extrême-Nord.

---

<sup>107</sup> Hadith rapporté par Al-Boukhari et Mouslim. « Les mérites de la construction des mosquées en islam » in <http://français.islamessage.com/article.aspx?i=9391>, consulté le 21-08-2021.

<sup>108</sup> Hadith rapporté par Ahmed et authentifié par Cheikh Al-Albani.

<sup>109</sup> Ensemble de communauté qui estiment que la succession du Prophète doit être dans sa descendance

**Photo 10: Mosquée de Lougga Barkedjé créée en 2019 par WAMY**



**Source :** Cliché Djibrilla Boubakari, pris en décembre 2021.

La mosquée de lougga Barkedjé (photo 7) est construite en 2019 par la WAMY sous la demande de la population de cette zone. La raison de sa création est le fait que ses fidèles n'ont pas une mosquée proche pour pouvoir effectuer la prière du vendredi. Elle construit cette structure accompagnée des forages et peut prendre environ 200 fidèles.

Non loin de la logique des points d'eau et des mosquées, les organisations islamiques au Nord Cameroun se sont illustrées également dans les domaines des infrastructures éducatives et sanitaires.

## 2. Création des infrastructures sanitaires et éducatives et la lutte contre la famine par les organisations islamiques

Les régions septentrionales du Cameroun sont celles qui présentent un faible pourcentage en termes d'infrastructures sanitaires et éducatifs. C'est pour résoudre ce problème que les organisations islamiques internationales se sont déployées dans cette partie du pays. L'action de ces centres de santé est axée sur l'approvisionnement en soins médicaux, la protection maternelle et infantile, la lutte contre les maladies tropicales négligées et la prise en charge des personnes infectées, la lutte contre le paludisme, la tuberculose, le trouble oculaire ... Concernant le VIH/SIDA, ces initiatives sont principalement orientées vers la prévention, le dépistage et le traitement des personnes infectées<sup>110</sup>.

### 2-1- Les infrastructures sanitaires

Pour l'Islam en général et pour les organisations islamiques telles *WAMY* et *TIKA* en particulier, construire un hôpital est considéré comme un acte charitable musulman destiné à soigner et à offrir l'hospitalité aux individus victimes d'une atteinte à leur santé (pathologies, blessures, fractures, etc.). Il s'agit d'un élément constitutif du système médical dans les régions des pays membres des associations islamiques.

L'organisation des grands hôpitaux privés islamiques au Cameroun septentrional sont très bien structurés. Le plan de base est un plan cruciforme avec quatre (salles voutées) centrées sur une cour intérieure et de nombreuses salles adjacentes : cuisine, pharmacie, mosquées, logement pour le personnel, bibliothèque<sup>111</sup>.... D'autres hôpitaux les mieux dotés comportent des bains et des fontaines en eau propre pour chaque *Iwan* et des bosquets d'arbres dans la cour intérieure pour le repos du personnel et des malades. Les malades sont séparés selon le sexe, leur séjour et leur maladie ou traitement. Des emplacements spécifiques sont aménagés pour recevoir les dysenteries, les diarrhées, les fièvres, les troubles oculaires et les cas chirurgicaux<sup>112</sup>. En effet, cette structure hospitalière est considérée comme une aubaine pour les populations qui bénéficient des soins que proposent les experts de la structure. Ces experts sont quasiment tous des membres d'Organisations islamiques spécifiques. Ils ont été payés par la structure, mais pour la majorité sont des bénévoles.

<sup>110</sup> Plan International, rapport d'activités, [http://plan-international/org/es/file/36034/domnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org/es/file/36034/domnmoad?token=khyJjh_r), publié en 2018 et consulté le 19 octobre 2021.

<sup>111</sup> Ahmed, D., *Une histoire de la science arabe*, Paris, Seuil, 2013, p. 318-321.

<sup>112</sup> Entretien avec Abo Eli, Directeur de l'hôpital privé islamique de Bamaré, musulman, 40 ans, Maroua, 19 septembre 2020.

**Photo 11: Pansement et traitement gratuit de troubles oculaire à l'hôpital islamique de Bamaré par des médecins de TIKA**



**Source :** Cliché Djibrilla Boubakari, pris en décembre 2021.

La figure 7 est l'opération réussite de Dada Oubbo par la caravane des associations islamiques à l'hôpital privé islamique au Nord Cameroun en décembre 2020.

**Photo 12: Dépistage gratuit des troubles oculaires à l'hôpital islamique de Bamaré par des médecins de TIKA**



**Cliché :** Djibrilla Boubakari, pris en janvier 2021.



**Cliché :** Djibrilla Boubakari, pris en janvier 2021.

La figure 9 c'est le dépistage et l'opération oculaire gratuite de Inna Diddi qui a un problème oculaire à l'hôpital privé islamique de Bamaré Maroua en janvier 2020.

Ces figures (figures 7,8,9) sont prises en 2020 et mettent en lumière la gratuité de l'opération de trouble oculaire par les responsables des hôpitaux islamiques à Maroua notamment à l'hôpital privé islamique Bamaré le 30/01/2020, sous la conduite des associations islamiques. Cette campagne se déroule uniquement dans l'enceinte de l'hôpital. C'est pour démontrer l'importance ou les réalisations des associations islamiques dans le domaine sanitaire.

En outre, à la tête de chaque hôpital, il y a un responsable de sa gestion, ou un administrateur appelé *nazir* le plus souvent non-médecin. Tous les personnels de ces institutions hospitalières sont financés par les institutions charitables ou *wagfs* qui viennent des pays puisant membres de ces associations islamiques. Le personnel soignant a des services hospitaliers gratuits, et une allocation était donnée aux malades jusqu'à leur reprise du travail<sup>113</sup>. Ce personnel soignant se compose de médecins et de pharmaciens, engagés pour faire les gardes, les visites et prescrire les médicaments. Ils sont assistés par des intendants et d'infirmiers. Le chef de l'équipe soignante est un médecin. Ces hôpitaux islamiques sont considérés comme un centre de traitement médical et de convalescence réservés aux personnes démunies telles que

---

<sup>113</sup> Roshd., R, *Histoire des Sciences Arabes*, Vol.3, n°25, Seuil, 1996, p.55-56.

les pauvres, les orphelins, les réfugiés car ces centres hospitaliers sont moins chers et souvent gratuits pour les soins des maladies telles que : l'hypertension artérielle, le diabète, le goitre, la variole, la lèpre<sup>114</sup>...Il existe plusieurs hôpitaux islamiques créés par les organisations islamiques (*WAMY* et *TIKA*) sous la conduite de la Banque Islamique de Développement(*BID*) au Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier. Au Cameroun septentrional, nous pouvons énumérer quelques hôpitaux privés islamiques, notamment hôpital privé islamique Bamaré (Maroua) créé en 1994, centre de santé privé islamique Lamido Hayatou (Ngaoundéré), et le centre médical privé islamique de l'Union (Garoua).

**Photo 11: Hôpital islamique privé de Bamaré (Maroua, créé par *WAMY* par l'entremise de la *BID*)**



**Source :** Cliché Djibrilla Boubakari, pris en septembre 2021.

Cette figure (7) est prise lors de la campagne de dépistage volontaire et gratuite du diabète à l'hôpital privée islamique de Bamaré (Maroua) par le personnel venu des différents pays membres des organisations islamiques notamment les pays arabes.

<sup>114</sup> Allamel R., *Histoire de la médecine*, Dumod, Paris, 2008, p. 23.

**Tableau 2 : Récapitulatif de quelques hôpitaux privés islamiques créés par les différentes organisations islamiques au Nord Cameroun**

Régions	Quartiers d'implantation d'hôpitaux privés islamiques
Adamaoua	Centre privé islamique Baladji, centre de santé islamique Salam, centre de santé islamique Lamido Hayatou.
Extrême-Nord	Hôpital privé islamique Bamaré, centre de santé islamique Muslim Sunni de kousseri, Pharmacie privée islamique Al Maraz et Pharmacie privée islamique Al Salama de Kousseri.
Nord	Centre de santé privé islamique de l'union de Garoua, centre de santé privé islamique la lumière AN-Nour de Garoua

**Source : enquête de terrain.**

Pour améliorer la condition des vies de population au Cameroun septentrional, les associations islamiques se sont manifesté leur présence aussi dans les centres éducatifs, notamment création des écoles franco-arabe et des écoles coraniques.

## **2-2- La création des infrastructures éducatives**

Les deux modèles d'établissements ciblés dans ce travail sont les *daaras* modernes ou écoles coraniques et les écoles franco-arabes privées. Ces écoles appartiennent à deux grandes catégories distinctes d'écoles pouvant être identifiées au Cameroun septentrional créées par les associations islamiques internationales.

L'école coranique se définit comme étant un établissement ou une institution qui accueille des apprenants afin que des enseignants leur transmettent, de façon collective, des connaissances<sup>115</sup>. Quant au Coran, il se définit, d'après la tradition musulmane, comme étant le livre contenant la parole de Dieu (Allah) relevée au prophète Mohamad (PSL) entre 610 à 632 de l'ère chrétienne. Dans le même temps, les apprenants sont engagés dans un long processus d'initiation à la vie en société par une double quête d'un savoir-faire et d'un savoir-être sous la houlette de leur maître.

En effet, à la suite de conférence mondiale sur l'Éducation Pour Tous (EPT) de Jomtien en 1990 et du Forum de Dakar en 2000, plusieurs partenaires internationaux (Banque islamique de développement, UNESCO, PNUD, TIKI...) ont décidé d'allouer des fonds considérables

<sup>115</sup> Entretien avec Amadou Ali, imam mosquée centrale de Ngaoundéré, musulman, 40 ans, Ngaoundéré, 12 septembre 2020.

pour l'appui et la coordination des écoles coraniques et des écoles classiques ou franco-arabes (medersa), tout en souhaitant une plus grande cohérence de ce type d'enseignement avec les plans éducatifs nationaux. Les raisons de cet intérêt pour l'enseignement islamique se situent sur le plan du rôle que jouent ces écoles dans la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de la scolarisation des enfants dans tous les pays membres des organisations islamiques en général et au Cameroun en particulier.

Cette image de l'école coranique tranche quelque peu avec les réalités importées d'occident qui portent une certaine vision européocentriste. C'est une forme d'affirmation de l'identité du peuple musulman, comme le souligne Stefania Gandolfi lorsqu'il dit que Cette lacune est la conséquence du mépris négateur que la puissance coloniale avait entretenue à l'égard de l'école coranique, système étranger et éventuel concurrent : on en niait l'intérêt et la valeur propre pour en limiter extension qui aurait pu constituer un obstacle à la diffusion de l'idéologie occidental-chrétienne. Les administrateurs qui se piquaient d'anthropologie n'ont pas eu à son égard une attitude plus objective-au contraire-et, sous couvert d'études scientifiques, ils en ont développé l'image d dépréciative d'un enseignement strictement voué à la répétition mécanique et disciplinaire d'un texte dont on ne recherchait même pas la compréhension, ' Endoctrinement fanatique', ' Islam ignorant' font partie des joyeuses pithèques que l'on trouve par exemple sous la plume, pour ne citer que lui, de J-C. Froelich.<sup>116</sup>

Dans cette partie, l'on distingue deux types d'écoles créées par les organisations islamiques à savoir : l'école classique ou école franco-arabes (*médersas*) et l'école coranique.

L'expression "école coranique" correspond à une définition souple et décentralisée du mot. En effet, il n'existe aucune structure centralisée qui coordonne l'enseignement des différentes écoles et il n'y a pas non plus d'édifices publics qui logent ces écoles. Il s'agit d'un enseignement qui relève plus de la société civile que d'un État et qui est dispensé dans des lieux privés : la maison du maître, le cœur du village, à l'ombre d'un manguier... L'étude n'est entachée ni de condition d'accès, ni de sélectivité, ce qui constitue un avantage important, comparé aux conditions à l'enseignement occidental. Mais le bas niveau des maîtres et du savoir acquis est souvent la contrepartie des conditions et des modalités d'enseignement.

L'école coranique, contrairement à d'autres types d'École, ne doit pas assurer sa légitimité qui vient de l'islam même. Elle sert à préserver l'intégrité de la culture et de la

---

<sup>116</sup> Martin J-Y et Santerre, R" Pédagogie musulmane d'Afrique noire. L'école coranique peule du Cameroun", L'Homme, Volume 15, n°3, 1975, pp.195-197.

communauté islamique, et peut aider à l'intégration des élèves dans les réseaux économiques et sociaux existants. Quant aux objectifs de l'école coranique, ils sont les suivants :

- L'enseignement de la lecture et de l'écriture ;
- L'apprentissage du coran ;
- L'enseignement des bases de la religion islamique et la formation des élèves à la prière ;
- Le développement d'un esprit propice au travail collectif chez les élèves et la possibilité pour d'effectuer certains travaux manuels en rapports avec leur vie scolaires.<sup>117</sup>

L'école coranique occupe une place importante dans les sociétés musulmanes, car elle participe à la construction d'une identité islamique. À partir de ses différents objectifs découlent trois arbitraires à savoir :

**Arbitraire de l'autorité** déléguée totalement au maitre qui devient un vecteur d'une réalité et d'une vérité qui lui préexiste ;

**Arbitraire du contenu** qui est le message du coran ;

**Arbitraire de la forme** : "Sois précis en répétant la Parole de ton Seigneur, dit le maitre à l'enfant... Il t'a fait la grâce de descendre son verbe jusqu'à toi". Elle est également souvent une école sans grade ni titre, le maitre sont plutôt des petits entrepreneurs indépendants du savoir et de la religion, ils sont aussi les hommes du livre, ceux qui connaissent le mieux le coran et ses préceptes et pour cela ils jouissent d'une grande considération dans la société. Ils sont dépositaires de son immuable et garantissent qu'il n'y a pas de déviations contraires aux ordonnances du coran.

En ce qui concerne le matériel pédagogique, l'on constate qu'elle est très pauvre : à côté d'une petite bibliothèque du maitre, constitué du coran et parfois d'autres ouvrages de littérature et de sciences juridiques islamiques, il faut ajouter la tablette en bois, l'encre et une tige de mil taillée servant de plume. Après la séance de formation, les tablettes sont regroupées dans le vestibule du maitre<sup>118</sup>. La préparation de l'encre est faite par les élèves en mélangeant suie et eau<sup>119</sup>.

<sup>117</sup> Rapport final du Séminaire régional d'experts sur les écoles coraniques et leur rôle dans la généralisation et la rénovation de l'éducation de base, Khartoum 20-24 janvier 1993, p. 9.

<sup>118</sup> Entretien avec Malloum Souley, maitre de l'école coranique de Lougguéré, musulman, 34 ans, Lougguéré, 10 janvier 2021.

<sup>119</sup> Cissé S. ; *L'Enseignement islamique en Afrique noire*, Paris, Harmattan, 1992, p.49.

Pour que ces activités d'apprentissage soient effectives, un minimum de matériel de travail est nécessaire dans les centres d'éducation de la structure. Le matériel didactique utilisé est le suivant :

Une planchette (*alluha*) plus ou moins rectangulaire ou trapézoïdale en bois de Balanite *aegyptiaca* ou de *Sclerocaryabirrea*, le calame (*binndirgol*) est fait en tige de graminée (sorgho ou mil pénicillaire) taillée en pointe, l'encre (Dawa), faite à base d'eau, de gomme arabique et de charbon de bois, est contenue dans un encrier (*da waaru*) fait traditionnellement d'une petite cucurbitacée verruqueuse évidée, semblable à la coloquinte. De nos jours beaucoup d'enfants la remplacent par un petit pot en verre quelconque.<sup>120</sup>

Chronologiquement on observe cinq (05) cycles d'apprentissage<sup>121</sup> que les organisations islamiques ont relevé. Ces cycles d'apprentissage sont présentés tel qu'il suit :

- Le premier assure la formation de base : on y apprend quelques sourates (1 à 5) obligatoire pour tous les membres, dès l'Age de six à sept ans ;
- Au cours du deuxième cycle, l'élève apprend tous les textes du coran, c'est-à-dire qu'il doit être capable de restituer de mémoire toutes sourates de la première à la dernière, y compris à l'envers ;
- Le troisième cycle est consacré à la traduction et au commentaire du coran. À la fin de celui-ci, l'élève doit avoir une compréhension du coran et peut en découvrir la signification ;
- Au quatrième cycle, les élèves étudient la littérature arabo-islamique et certaines disciplines telles que le droit, l'économie, la sociologie, l'histoire, même si l'interprétation et la traduction sont toujours du ressort du maître qui donne à tout texte un caractère religieux ;
- Le cinquième cycle est réservé à ceux qui désirent de poursuivre leurs études et il est consacré à la découverte des grandes métropoles et de la civilisation islamique (le Caire, la Mecque, Médine, Fez...) : l'élève est alors obligé d'abandonner sa famille et son milieu pour émigrer et se rendre dans différentes grandes écoles islamiques pour une période qui générale n'est inférieure à cinq ans<sup>122</sup>.

<sup>120</sup> Cissé, *L'Enseignement islamique en Afrique*'' , p.49.

<sup>121</sup> Entretien avec Youssoufa Hamadou, imam mosquée n°2 de Maroua, musulman, 40 ans, Maroua, 16 septembre 2020.

<sup>122</sup>Fortier C.,1997, "Mémorisation et audition : l'enseignement coranique chez les Maures de Mauritanie", *Islam et Société au sud du Sahara*, p. 105.

**Photo 12: Une école islamique au village Zidim créée et financée par TIKA**



**Cliché :** Agence Anadolu, 2016, Consulté en 2022mars 2021.

L'on constate que deux traits constituent le profil original de ces écoles coraniques : *leur permanence dans le temps* (on les trouve dès les premiers temps de l'islam jusqu'à nos jours) et *leur transférabilité* dans plusieurs système culturels (à l'intérieur d'un même pays ou d'un pays à l'autre). Il existe au total 300 écoles<sup>123</sup> coraniques reconnues et financées par l'organisation WAMY dans les trois régions septentrionales du Cameroun. Nous pouvons récapituler quelques-unes dans un tableau suivant.

---

<sup>123</sup> Entretien avec Moussa Aldjahi, imam de la mosquée de Pitoa, musulman, 50 ans, Pitoa, 20 novembre 2020.

**Tableau 3 : Récapitulatif de quelques mosquées financées par WAMY**

Régions	Ecoles Coraniques dans les quartiers de :
Adamaoua	Baladji, Tongo Texaco, Kanouri, Maloumri, Belaka, Grande Mosquée...
Extrême-Nord	Lougga Barkedjé, Zidim, Boula-mokolo, Bah-Ngolo, moufou-Sud, Maroua-Doualaré, bamguel,
Nord	Poumpoumré, Grande Mosquée Laydé, Takasko, Pitoa, Marouaré, Badjouma.

**Source : Enquête de terrain**

Le nombre de mosquées n'ait pas si étonnant. Le plus étonnant en réalité, c'est le nombre de localités du Cameroun septentrional dans lesquels *WAMY* a réussi à construire au moins une mosquée, et une école coranique. Ainsi, dans la région de l'Adamaoua, l'institution sociale internationale a favorisé la construction d'une dizaine de mosquées, dont celle de la Grande Mosquée de Ngaoundéré. Dans la région du Nord, *WAMY* sa création, a contribué à l'installation de cinq mosquées et d'une grande Mosquée à Laydé. Cette grande mosquée, est rapidement suivit par la grande mosquée de Garoua. En effet dans la région du Nord, *WAMY* a favorisé et a contribué à la construction de près de six (06) mosquées, aux rangs desquelles : Poumpoumré, la Grande Mosquée de Laydé, de Takasko, de Pitoa, de Marouaré et de Badjouma. Ces structures visent non seulement l'expansion de la religion musulmane, mais ce sont également des pôles d'actions sociales dans la région. Les mosquées que créées ces structures représentent aussi des bases du développement local et du bien-être des populations, car elles entraînent la création des écoles, des centres de santé, etc.

Cette image est encore plus vérifiable à l'observation sur la photo suivante, d'enfants en pleine séance d'école coranique dans une localité du Nord Cameroun, à Badjouma.

**Photo 13: Une grande école coranique créée par WAMY dans le village Badjouma  
(Région du Nord)**



**Source :** Cliché de Djibrilla Boubakari, rapport d'activités, [http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021.

Les photos 11, 12, 13, sont des écoles coraniques construites et aménagées par les différentes organisations islamiques présentes au Cameroun septentrional, elles sont gratuites et les maitres de ces institutions sont payés par les dons et l'aide qui viennent des pays fondateurs notamment les pays arabes. Ces écoles ont deux jours de repos notamment mercredi et jeudi.

**Photo14 : Une école coranique en construction dans le village de Lougga Barkédjé  
(Extrême-Nord) par WAMY**



**Source** : Cliché de Djibrilla Boubakari, rapport d'activités, [http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021. Janvier 2021.

En clair, l'école coranique ne prépare pas à un métier ni à un rôle mais seulement à être un croyant, un homme parfait en utilisant toutes les techniques d'inculcation qui visent la domestication du corps et de l'esprit. Et cette inculcation ne peut être séparée d'une ritualisation pédagogique marquée par le respect et de la forme et de la répétition qui constituent la catégorie-clé de cet apprentissage. Il s'agit de caractéristiques élémentaires qui font de l'école coranique un mode d'inculcation généralisable à n'importe quel groupe social, à n'importe quelle culture qui adhère à l'islam. Cette école constitue, en même temps, un véhicule pour apprendre certaines valeurs telles que l'obéissance, le respect, la soumission, le sens de la hiérarchie sociale. Selon certains maîtres d'écoles coraniques, c'est justement par la mendicité que l'élève peut expérimenter ces valeurs où il apprend la pitié, la solidarité, l'entraide<sup>124</sup>, etc. Les associations islamiques internationales se sont également manifesté leur présence dans la construction des écoles franco-arabes.

<sup>124</sup> Bouso S., "Enseignement arabo-islamique dans le système éducatif sénégalais : Bilan et Perspectives", *le Soleil*, 2002, p. 40.

Quant aux écoles classiques ou franco-arabes (*médersas*), elles sont des institutions privées d'éducation islamique. Elles sont mieux organisées et structurées que l'École coranique qui se réfère à une tradition immuable dans tous les domaines. Elles sont implantées en majorité dans les villes et concurrencent l'École publique là où les deux Écoles existent. Elles ont l'équivalence de l'école primaire et secondaire publique<sup>125</sup>. À l'origine, elles concernaient les jeunes hommes à partir de 25 ans, mais après, avec le progrès de l'enseignement de l'arabe, elles deviennent l'équivalent de l'école primaire et secondaire publique.

Le développement des *médersas* est important en ville et plus rarement dans les villages où domine l'École coranique. La rivalité entre ces deux écoles islamiques demeure, chacune essayant d'avoir plus d'élèves et d'accaparer les meilleurs maîtres. De plus, les médersas, pour justifier leurs projets éducatifs, dénigrent volontiers les écoles coraniques, tant sur le plan du niveau des maîtres et des élèves que celui de leur méthode d'enseignement décrite comme archaïque.

La structure éducative des écoles franco-arabes (*médersas*) en Afrique en général et au Cameroun en particulier est appréhendée à travers trois approches différentes :

-*Sous l'angle institutionnel*, l'école franco-arabe est aperçue comme un système éducatif servant de foyer et de structure pour la diffusion des valeurs religieuses, sociales et culturelles. Elle est l'ensemble de principes moraux et de la production intellectuelle. C'est ainsi que dans ces écoles, l'on prône une éducation homogène de toutes les entités de l'homme.<sup>126</sup>

-*Sous l'angle pédagogique*, ces écoles peuvent être définies comme un processus de formation et de transformation sociale, intellectuelle, morale et spirituelle en vue de l'intégration des camerounais.

-*Sous l'angle d'évaluation*, les écoles franco-arabes peuvent être considérées en islam comme une éducation élitiste, car elles permettent une éducation basée sur les comportements individuels et sociaux, elles ont une éducation divine puisée dans le coran et dans le comportement du prophète, elles visent également la formation de l'âme que l'acquisition du savoir, dans le but de former un être humain soumis à Dieu et ses lois<sup>127</sup>. Les associations

<sup>125</sup> Lange M., « Naissance de l'école en Afrique subsaharienne », *Revue du Groupe de Recherche pour l'éducation et la prospective*, 1998, p.51-59.

<sup>126</sup> Froelich, J-C., *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, Orante, 1962, p. 123.

<sup>127</sup> R. Santerre, *La quête du savoir. Essais pour une anthropologie de l'éducation camerounaise*, Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 1962, p. 90.

islamiques internationales ont construit plusieurs écoles franco-arabes notamment dans les régions septentrionales du Cameroun.

Dans la région de l'Extrême-Nord par exemple, l'on peut avoir les écoles franco-arabes telles que : le collège islamique de la fraternité de Maroua, collège privée islamique Abou Daoud Maroua, collège privé islamique Sabile, collège Zaidine<sup>128</sup>. Dans la région du Nord, nous avons l'école franco-arabe Daroul Hikham, collège franco-arabe du complexe islamique de Garoua et le collège franco-arabe de Lagdo. Quant à la région de l'Adamaoua, l'on peut aussi avoir l'école franco-arabe de Sabongari, école franco-arabe islamique de Ngaoundéré.<sup>129</sup>

**Photo15 : Collège privé islamique la Fraternité construite à Maroua, Kayseri par WAMY**



**Source** : Cliché Djibrilla Boubakari, rapport d'activités, [http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021

décembre 2021.

Une autre école est le collège privé islamique Abou Daoud de Maroua. Cet établissement d'enseignement secondaire a été appuyé par des organisations internationales et de la société civile. C'est dans cette logique qu'on a pu comprendre l'implication et la solidarité aussi des pays arabes et islamiques. Cet établissement est certes une initiative portée par WAMY, mais il a reçu le financement des du gouvernement Turque et d'ONG diverses.

<sup>128</sup> Entretien avec Seini Daouda, Fidèle de la mosquée centrale de Maroua, musulman, 36 ans, Maroua, 15 mai 2020.

<sup>129</sup> H. Adama, *L'islam au Cameroun. Entre tradition et modernité*, Paris, Harmattan, 2004, p. 244.

**Photo 16: Collège islamique Abou Daoud de Maroua, ayant bénéficié des financements de WAMY**



**Source** : Cliché Djibrilla Boubakari, rapport d'activités, [http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021

Les figures 12 et 13 de ces écoles privées islamiques nous montrent avec vérocité que les associations islamiques ont réalisé plusieurs centres éducatifs au Cameroun septentrional, qui sont généralement gratuites pour les personnes démunis et les orphelins de même que les réfugiés. Elles sont construites majoritairement dans les centres villes.

### **2.3 La lutte contre la famine et les maladies**

L'aspect social de ces organisations concerne majoritairement les prises en charge socio-sanitaires, mais depuis l'installation des ONG, est agrandi son champ d'action à la lutte contre l'insécurité alimentaires et les maladies récurrentes dans les régions précaires du pays musulmanes. Les régions septentrionales du Cameroun sont considérées comme celles où l'insécurité alimentaire, la famine et les maladies y sévissent en exponentielle.

Ces phénomènes sont à l'origine de l'intervention des organisations islamiques dans cette partie du pays ; cette lutte contre ces phénomènes se manifeste par la distribution des denrées alimentaire, des matériels agricoles, des semences améliorées (mil, soja, niébé...) et la formation des agriculteurs sur la technique culturale. De même, cette lutte se manifeste également par la construction des magasins de stockage des produits de premières nécessités<sup>130</sup>. (Produits alimentaires). Cette technique permet à la population d'emprunter ces produits

<sup>130</sup> Entretien avec Alioum Djoubayrou, fidèle de la mosquée de Lougguéré, musulman, 40 ans, Lougguéré, 11 septembre, 2019.

pendant la période de la famine. C'est généralement l'organisation islamique dénommée *TIKA* qui est l'une de plus grandes organisations musulmanes partenaire d'ACAMAS, qui s'occupe de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la famine. Elle galvanise les dons mondiaux grâce à ses appels d'urgence pour fournir des nourritures d'urgence pendant les crises, pour les pauvres, pour les orphelins y compris la pandémie de COVID-19.

En s'inscrivant dans cette même logique d'idées, on comprend que la *TIKA* en partenariat avec ACAMAS, pour améliorer la situation alimentaire et socio-économique des familles très vulnérables au Cameroun septentrional, soutient et forme des jeunes femmes et hommes démunis, porteurs des projets tels que les maraichages, les petits commerces, l'élevage, artisanat, formation à une agriculture plus écoresponsable, achat et distribution des bétails pour le développement de leurs activités, etc.

Outre, le développement d'une activité génératrice de revenus, ces actions autour des moyens d'existence impactent l'économie locale en créant un cercle vertueux. Ces projets permettent aux bénéficiaires de créer des opportunités et génèrent de l'emploi localement. Les revenus supplémentaires générés permettent aux personnes directement intégrées au programme mais aussi à la communauté, de renforcer leur alimentation sur le long terme.

**Photo17 : Distribution des denrées alimentaires par *TIKA* aux populations de la localité de Malounri (Ngaoundéré)**



**Source :** rapport d'activités, [http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021

**Photo 13: Distribution des matériels agricoles par *TIKA* à Lougga Barkedjé (Extrême-Nord)**



**Source :** Cliché : Djibrilla Boubakari, rapport d'activités, [http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021

Cette photo a été prise pendant la distribution des matériels agricoles pendant la saison pluvieuse par les organisations islamiques au Nord Cameroun. Ces matériels permettront l'amélioration l'activité agricole afin de diminuer la famine qui sévit dans cette partie du pays.

**Photo 14: Distribution de bétails sélectionnés par *TIKA* à Mayo-Badji dans l'Adamaoua**



**Source :** rapport d'activités, <http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjhr>, consulté le 19 octobre 2021

Cette photo a été prise lors de la distribution des bétails par les associations islamiques au village Mayo-Badji dans la région de l'Adamaoua. Cette action a pour but de développer l'activité dans le domaine de l'élevage afin de mieux booster cette activité.

Dans le domaine sanitaire par exemple au Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier, l'organisation *WAMY* a octroyé 1,7 millions de dollars sous la conduite de la *BID*. Constitué essentiellement du matériel médical à savoir : 25.000 blouses stériles chirurgicales, 125000 blouses chirurgicales non stériles, 188.000 masques KN95, 2.302.750 masques chirurgicaux, 9.5000 gants en Nitrile et 53 respirateurs, ce don va permettre aux formations sanitaires de faire face à la pandémie avec plus de sécurité et de sérénité. Cette aide permettra également à donner un maximum de chance aux patients COVID de survivre à cette maladie<sup>131</sup>. De même, dans la continuité des efforts de la *WAMY* et des organes concernés pour soutenir les effets négatifs de la pandémie du COVID-19, les bureaux régionaux et les différents départements de la *TIKA*, ont entrepris la mise en œuvre de l'initiative pour soutenir les pays membres les moins avancés. C'est dans ce cadre qu'il a accordé une subvention financière d'une somme de 9 milliards de FCFA au Cameroun dans le but de renforcer sa capacité face à la pandémie de Coronavirus, notamment dans le secteur de la santé<sup>132</sup>. Elle renforce une fois de plus les liens d'amitié qui unissent le Cameroun et les pays membres de ces différentes organisations islamiques.

**Photo 15: Magasin de stockage construit par WAMY au village Biforo**



**Source** : rapport d'activités, [http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh\\_r](http://plan-international/org/es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r), consulté le 19 octobre 2021

<sup>131</sup> JMN/Celcom Minsanté, consulté sur [www.minsante-cameroun.cm](http://www.minsante-cameroun.cm), consulté le 16 Aout 2022.

<sup>132</sup> *Cameroon tribune*, du 02/11/2020, consulté le 14 octobre 2021.

La photographie numéro 19 est un magasin construit par les organisations islamiques qui a pour mission de stocker les produits agricoles pendant la période de récolte afin de les distribuer aux démunis pendant la période de famine notamment durant la saison des pluies.

## **II. L'APPUI DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DANS LE PROCESSUS DE COHÉSION ENTRE LES PEUPLES ET AU RESPECT DE DROIT DE L'HOMME**

Des nombreux facteurs contribuent à déstabiliser la situation dans plusieurs États africains. La situation au Cameroun est caractéristique de cela, cela invite le Cameroun à renforcer ses relations internationales avec les pays ou les organisations qui sont concernés par son développement.

### **1. La lutte contre l'insécurité frontalière et le terrorisme**

Longtemps considéré comme un havre de paix, une terre d'accueil, un pays de prospérité où il fait bon de vivre, le Cameroun paraît aujourd'hui victime de son hospitalité. La dimension géopolitique et stratégique du pays le rend sensible à un ensemble de menaces sur le plan sécuritaire et l'on constate que la situation humanitaire aux frontières du pays se dégrade de jour en jour. Elle résulte des mouvements de rebellions armés comme Séléka dans la région de l'Est, les *Bakassi Freedom Fighters (BFF)* et les groupes sécessionnistes dans la partie anglophone, les attaques des coupeurs de route dans les régions de l'Adamaoua et du Nord et l'organisation criminel et terroriste de Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord.

Notre étude se base dans cette partie, les relations entre le Cameroun et les organisations islamiques (*WAMY* et *TIKA*) dans la lutte contre la secte terroriste Boko Haram qui sévit dans la partie septentrionale du Cameroun. En effet, cette partie du pays porte désormais l'estampille de « zone à risque » à l'image de l'océan de sable sahélien connu pour ses groupes terroristes et ses hordes des criminels qui ont de cet espace une zone de non-droit.

Plusieurs organisations islamiques ont contribué dans la lutte contre le terrorisme international, mais la plus importante présente au Cameroun est l'Organisation islamique *TIKA* par son organe (bureaux de coordination des programmes) dans la lutte contre la secte terroriste Boko Haram au Cameroun. En effet, cet organe a tenu d'une réunion d'urgence dans son siège à Ankara en Turquie, le 15 février 2019, pour délibérer sur la menace posée par l'extrémisme violent et le terrorisme qui frappent de nombreux États membres dont le Cameroun en fait partie.

À cela, cette réunion a réitéré sa position de principe de condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et manifestation et quels qu'en soient les auteurs, les instigateurs, le lieu où les mobiles ; elle a rejeté catégoriquement toute tentative d'associer au terrorisme un quelconque pays, race, religion, culture ou nationalité. Elle a de même souligné que ces crimes sont en contradiction totale avec les valeurs humanitaires islamiques et universelles, sachant que toutes les organisations terroristes qui commettent des crimes adoptent une idéologie et radicale et sont liées à l'afflux d'armes, de djihadistes et des terroristes aguerris. À cet égard, la réunion s'est félicitée des toutes les mesures prises et de tous les efforts déployés par États membres pour la lutte contre le terrorisme conformément à la charte de l'Organisation et aux traités et autres accords et mécanismes internationaux pertinents.

Au Cameroun, cette réunion a exprimé son entière solidarité face à l'escalade des attaques lancées par l'organisation terroriste Boko Haram en encourageant le pays à réadditionner de membres camerounais de Boko Haram par des travaux communautaires, des confessions publiques, des cérémonies symboliques et des formations professionnelles pouvant permettre la réinsertion de ceux qui ne constituent pas un danger et la démobilisation des certains comités de vigilance. Elle a octroyé une somme 11 millions de dollars pour renforcer le fonctionnement de la structure régionale du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants des groupes repentis de Boko Haram à Mora, département du Mayo-Sava dans la région de l'Extrême-Nord<sup>133</sup>. Loin de là, le Cameroun entretient des relations fructueuses presque avec tous les pays membres des différentes organisations islamiques dans le monde.

C'est dans ce sciage que la *TIKA* offre une prise en charge sanitaire aux victimes du terrorisme et des inondations notamment les réfugiés du camp de Minawao dans la Région de l'Extrême-Nord. En outre, plus de 2000 personnes ont été examinés et prise en charge grâce à l'action conjointe de cette organisation et l'hôpital régional de Maroua. Sur les patients examinés, plus de 100 ont été transférés à cet hôpital pour un traitement et près de la moitié de ces patients ont été opérés.

---

<sup>133</sup> *Cameroon tribune*, 08 décembre 2015, consulté le 14 octobre 2020.

**Photo 16: Test de dépistage à l'hôpital régionale de Maroua, des personnes déplacées sous la pression sécuritaire liées à Boko Haram**



**Source :** Agence Anadolu, 2016, Consulté en 2022.

**Photo 17: Remise des aides alimentaires aux réfugiés dans la ville de Maroua par Tika**



**Source :** Agence Anadolu, 2016, Consulté en 2022.

Dans cette même partie, *la TIKA*, le 26 Mai 2016 a fourni des aides aux réfugiés nigériens qui ont fui l'organisation terroriste de Boko Haram et aux camerounais qui ont la violence et ont été contraints de se déplacer dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun (figure N°21). Ces aides sont constituées des colis d'alimentaires et des lots d'aide médical<sup>134</sup>.

## **2. Une relation fructueuse entre le Cameroun et les pays membres des organisations islamiques**

L'histoire de relation entre le Cameroun et les pays membres de l'organisation islamique est très longue et riche d'expérience. En effet, une bonne partie de la région du Nord du pays est effectivement musulmane sahélienne et pour certains arabophones. Ainsi nombreux sont les habitants de cette qui se rendaient à la Mecque pour y accomplir le Pèlerinage<sup>135</sup>. Cette situation de fait a posé les premières bases d'une diplomatie qui devait s'appuyer tout d'abord sur le facteur religieux pour s'étendre et se développer aux facteurs humains et commerciaux.

La religion islamique a été effectivement le tout premier contact entre le Cameroun et les pays membres des différentes organisations islamiques. D'ailleurs le ministère de relations extérieures du Cameroun a en son sein tout une branche chargée des relations avec le monde islamique. L'islam est en effet la deuxième grande religion au Cameroun après le christianisme. De ce facteur religieux, est née une coopération fructueuse et profitable pour le Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier. Cette partie du pays a bénéficié de l'assistance des fonds des plusieurs organisations islamiques dans divers domaines. Ainsi, ces organisations ont constamment appuyé des projets de développement socio-économique et culturel au Nord Cameroun. Dans ce cadre, l'on peut citer le soutien de la *WAMY* par son partenaire la *BID* par exemple le tronçon du chemin de fer Bertoua-Ngaoundéré, les voies de transport ferroviaire, l'extension de l'Université de Ngaoundéré, ainsi que l'appui aux projets de bitumages des routes Tchontchi-Guider dans la Région du Nord, Gazawa-zoumba dans la région de l'Extrême-Nord. De même l'on note la présence de plusieurs mosquées construites par cette organisation islamique au Nord Cameroun.

D'une manière générale, les mouvements humains qui existent entre ces deux structures sont devenus multiples et complexes. On ne va plus dans les pays membres des organisations islamiques ou pays arabes pour des questions religieuses mais aussi pour se former. Car depuis les années 1980, de nombreux hauts cadres Camerounais ont ainsi été formés dans des

---

<sup>134</sup> Agence Anadolu, 2016, Consulté en 2022.

<sup>135</sup> Journal du Cameroun.com, Publié le 21/06/2009, consulté le 13 septembre 2022.

Universités marocaines grâce aux bourses offertes par l'agence Marocaine de Coopération Internationale et dans l'Université Islamique de Technologie (IUT) basée à Dhaka au Bangladesh<sup>136</sup>. Parmi les personnalités qui sont les produits de ces Universités sont entre autres : Oustache Mahmoud Bakari imam de la mosquée centrale de Maroua, Cheik Moussa Aldjahi imam de la mosquée de Pitoa imam Djafarou de la Mosquée centrale de Garoua<sup>137</sup>. Dans le même sciage le Fond égyptien de coopération technique avec l'Afrique, créé en 1981, propose au Cameroun des bourses tous les ans dans l'Université Al-Azhar du Caire, une des plus prestigieuses universités islamiques où les camerounais étudient le fondement de la religion et la théologie, la jurisprudence islamique, l'arabe, mais aussi des matières pratiques, scientifiques et techniques comme la médecine. Aussi, la *TIKA* par exemple sert non seulement de plateforme entre les secteurs privés de notre pays et la Turquie, mais surtout elle permet la finalisation des plusieurs accords des coopérations dans les domaines du commerce préférentiel, de la promotion et de la protection réciproque, plusieurs camerounais en avril 2015 sont allés en Turquie pour profiter de l'expérience du savoir turc en ce qui concerne l'exportation et les normes des produits agricoles et de déterminer des nouveaux domaines de coopération au sujet du coton, du cacao et du café qui sont les principaux produits d'exportations du Cameroun.

Au plan diplomatique, le Cameroun entretient des relations avec presque tous les pays membres des organisations islamiques où il est adhérent ; précisément les pays Maghreb et certains pays du golfe arabo persique. Ces relations sont tantôt bilatérales, tantôt dans le cadre de structures multilatérales. Ces relations qu'entretient le Cameroun renforcent sa présence dans l'univers diversifié du monde arabe en général et dans les pays membres de l'organisation islamique en particulier. Les organisations islamiques ont montré leur présence également au Cameroun dans le cadre de renforcement du respect de droit de l'homme, renforcement du bilinguisme et de multiculturalisme.

### **3. Actions concrètes des organisations islamiques**

Les actions concrètes qu'ont menées les organisations islamiques au Cameroun septentrional sont nombreuses et touchent plusieurs secteurs de la vie quotidienne.

#### **a. Soutien des organisations islamiques au Cameroun dans le processus du respect de droit de l'homme et le renforcement du multiculturalisme**

---

<sup>136</sup> Martin M., p. 59.

<sup>137</sup> Entretien avec Mahmoud Bakari, imam mosquée centrale de Maroua, musulman, 35 ans, Maroua, 15 mars 2021.

Le Cameroun est adhérent et membre de plusieurs organisations ou associations islamiques internationales (*TIKA* et *WAMY*) et le pays a ratifié tout accord de ces organisations. Ces associations ont mis leur force pour aider le pays au processus de renforcement dans le cadre de respect de droit de l'homme et de multiculturalisme.

Ces deux ONG islamiques regroupent plusieurs pays fondateurs et partenaires, dont le Cameroun fait partie et à cet effet, elles ont pour rôle de respecter et d'introduire sur leurs objectifs l'organe dénommé La DDI (Déclaration des Droits de l'Homme en Islam) créée en juin 1980<sup>138</sup> qui est reconnu par l'OCI. Il peut être de même appréhender comme la *char'iyya*, qui est à son tour l'organisation normative de la société, dans la totalité de ses activités. Pour Qutb, elle ne doit être comprise comme, dans un sens étroit, comme un ensemble de codes juridiques, mais dans celui, beaucoup plus large, de « mode de vie embrassant tout ce qui, des valeurs aux coutumes et aux normes sociales, a contribué à façonner la vie de l'homme »<sup>139</sup>. Cet organe est également un ensemble de directives générales pour ses Etats membres concernant les Droits de l'Homme. Plusieurs recommandations ont été adoptées par la DDI, et sont généralement enseignées dans les écoles franco-arabes, écoles coraniques, dans les mosquées pendant le jour de vendredi en vue de conscientiser la population pour le respect des droits de l'Homme. Cet organe est appliqué dans plusieurs domaines à savoir :

#### **b. Droit à l'éducation**

La question de l'éducation préoccupe les sociétés, chaque civilisation a sa version sur ce sujet majeur et des convergences et des divergences existent sur ce sujet. Cependant, tout un chacun s'accorde à reconnaître que l'éducation détermine des citoyens, le niveau de développement et le projet de la société. Les associations islamiques se veulent celles qui forment un citoyen équilibré, compétent et vertueux, elles considèrent qu'il ne suffit pas d'apprendre à lire, à écrire, à compter, à recevoir des informations pour équilibrer, efficace et heureux. Maîtriser les fondamentaux est nécessaire, mais pas suffisant. Il faut former un être équilibré, complet, mûr, car si une partie de celui-ci manque il peut sombrer. Cela signifie qu'en plus du savoir scientifique et technique, outils pour le développement, il faut cultiver, éduquer et donner à penser sur ce que sont l'humain et le but de l'existence, sans enfermer ni contraindre.

<sup>138</sup> Flory M., "Régimes arabes et environnement international", *Godolfi*, Paris, PUF, 1990, p. 102

<sup>139</sup> A. Roussillon, "Islam, islamisme et démocratie", *peuples méditerranéens*, n°41-42, 1987, pp.308-309.

Dès lors, la DDI a érigé l'instruction en devoir impérieux imposer à tout le monde en général et aux pays partenaires de la *TIKA* et de *WAMY* en particulier, donc le Cameroun en fait partie la recommandation de rendre l'instruction obligatoire au niveau primaire et gratuite à tous les niveaux<sup>140</sup>. Elle interpelle également les États membres de s'occuper d'une façon particulière du développement corporel, moral et spirituel des jeunes, en instituant l'éducation religieuse comme matière de base en se chargeant d'enseigner aux élèves les questions considérées à l'unanimité comme devoir impérieux dans les divers cycles de l'enseignement. Conscient par ailleurs de l'étroite liaison entre l'éducation religieuse et son corps enseignant, la DDI recommande aux États membres la nécessité de réserver l'enseignement des sujets et matières islamiques aux seuls instituteurs spécialistes dans le domaine des Droits de l'Homme dans le but d'enseigner sur la base de la Foi à laquelle ils croient, grâce à leur culture religieuse qui les rend plus capables de transmettre leur savoir dans ce domaine<sup>141</sup>.

Il est de même à noter que selon la DDI, l'éducation joue un rôle très important dans la vie d'un enfant. Elle représente, en fait, les valeurs de la société et l'enfant sera éduquer sur les valeurs et les traditions de la société ou ils vivent. En effet, la bonne formation de l'enfant est la responsabilité de toute la société et il incombe toute la société musulmane d'assumer bien cette responsabilité éducative. En outre, l'enfant est le centre du processus éducatif, il est donc impératif que sa vie et son esprit soient bâtis selon la forme qui lui a été établie et suivant les différentes connaissances et compréhensions qu'il reçoit et qui lui sont inculquées. Cela, pour qu'il puisse maîtriser son esprit et ses idées afin qu'il n'ait de conception théorique dans ce qu'on veut qu'il utilise dans ses observations et expériences, suivant ce qu'il a appris, ce sur quoi il s'est exercé et ce qu'on lui a enseigné. C'est par exemple dans son article 7 alinéa b la DDI, il est écrit que *les pères et leurs remplaçants ont le droit de choisir l'éducation de leurs enfants, à condition de sauvegarder les intérêts et l'avenir de ces derniers, à la lumière des valeurs morales et des normes de la loi islamique*<sup>142</sup>. Cet article met en lumière que tout individu a le droit à ce que les institutions éducatives et d'orientation sous toutes les formes, à savoir, la famille, l'école, éducation religieuse et profane complète et équilibrée permettant le développement de la personnalité, la fortification et la foi en Dieu.

---

<sup>140</sup> Al-Ahsan A., *The organization of the Islamic conference*, Hemdon, International Institute of Islamic Thought, 1988, p.58-59.

<sup>141</sup> Jacques B., *Le Coran. Essai de traduction*, Edition Albin Michel, Paris, 1995, p. 36.

<sup>142</sup> Art 7, alinéa b de la déclaration universelle de droit de l'homme en islam.

#### 4. Droit au travail

En ce qui concerne le droit au travail, rappelons que “L’islam sacrifie le travail et reprouve l’oisiveté. Elle encourage toute activité intellectuelle ou manuelle. Le travail licite est un acte d’adoration. Les soins accordés aux actes d’adorations doivent être observés à l’occasion du travail”<sup>143</sup>

C’est à cette déclaration de la sainte écriture que l’on doit montrer la mise sur pied par la DDI la notion de droit au travail. En effet, les États sont tenus de garantir à tout citoyen le droit au travail et celui de choisir sa nature, conformément à ses capacités et à ses possibilités. Ils sont tenus de même d’inclure dans leurs programmes d’enseignements des dispositions interdisant et abolissant toutes formes de servitudes pour dettes des travaux forcés, à moins que le travail obligatoire ne soit établi pour nécessité nationales et contre juste rémunération. À cet effet, la DDI recommande aux États membres des différentes organisations islamiques une politique et des programmes de formation pour les travaux techniques qui requièrent une certaine dextérité, donnant ainsi à l’ouvrier une formation professionnelle adéquate. C’est dans cette lancée que la déclaration du CAIRE sur les droits de l’homme en islam du 05 aout 1990 dans son article 13 affirme : “le travail est un droit garanti par l’État et la société à tous ceux qui y sont aptes. Tout individu a la liberté de choisir le travail qui lui convient et qui lui permet d’assurer son intérêt et celui de la société. Le travailleur a droit à la sécurité et à la protection, ainsi qu’à toutes les autres garanties”<sup>144</sup>. C’est dans cette idée que l’article 13 de la DDI affirme que :

Le travail est un droit garanti par l’État et la société à tous ceux y sont aptes. Aout individu a la liberté de choisir le travail qui convient et qui permet d’assurer son intérêt et celui de la société. Le travailleur à droit à la sécurité et la protection, ainsi qu’à toutes les autres garanties.<sup>145</sup>

Cette disposition contient en elle toutes les implications du travail décent. Il s’agit entre autres du droit au travail, des principes et droit fondamentaux.

##### **i-Droits civil et politique (liberté d’opinion, de pensé, d’expression et de réunion)**

Dans toutes les écoles franco-arabes et écoles coraniques des États membres des différentes organisations islamiques en général et le Cameroun particulier, la DDI a mis sur pied dans leurs programmes éducatif la notion des droits civil et politique. Assurer les droits

<sup>143</sup> Al-Bukhari (1/12), hadith n°30.

<sup>144</sup> 19<sup>ème</sup> conférence des Ministres des affaires étrangères des États membres de l’OCI, article 13.

<sup>145</sup> La Déclaration du Caire sur les droits de l’homme en islam, 05 aout 1990.

civils et politiques, c'est préserver le droit de l'homme et ses libertés fondamentales dans toutes ses formes. Elle est tenue de permettre aux individus d'exercer la liberté d'opinion et d'expression dans son cadre international, car cette liberté est un devoir dont l'inobservation est considérée comme un péché. Aussi est tenue également d'assurer toutes les garanties aptes à enlever la crainte de l'âme des individus et à leur procurer un climat renforçant leur foi grâce à un dialogue constructif, ainsi que le respect de la liberté d'opinion et d'expression est assuré, de même la liberté de réunion et d'association comme conséquence sine qua non de la liberté d'opinion et d'expression. C'est dans cette idée que l'article 19 de la DDI affirme : "tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui explique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations des frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit".<sup>146</sup>

Il faut préciser dans cette partie que la liberté d'expression est également soumise à des limitations. Raison pour laquelle l'article 22 de la DDI reconnaît le droit d'exprimer librement son opinion mais d'une manière non contraire aux principes de la loi islamique, l'importance de l'information pour la société mais indique les restrictions susmentionnées sur les valeurs religieuses et interdit l'incitation à la haine raciale ou religieuse<sup>147</sup>.

## ii. Protection de droit de l'Homme

L'article 1<sup>er</sup> de la DDI stipule que : "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité"<sup>148</sup>.

C'est dans cette lancée que la DDI a recommandé aux États membres des différentes organisations islamiques en général et le Cameroun en particulier, l'abolition des juridictions spéciales et d'exception sous quelque que ce soit, et la stipulation dans les lois de ces États des dispositions défendant de priver le justiciable de leurs juges naturels, aussi l'abolition de la peine de mort pour les crimes politiques à cause de sa construction avec les principes du droit islamiques (Al-charia) à ce sujet<sup>149</sup>. Cet organe appelle également les États membres dont le Cameroun fait partie d'inclure dans leur programme d'enseignement des dispositions considérant comme crimes la torture, l'enlèvement et la disparition des personnes par le fait de

<sup>146</sup> Art. 19, de la Déclaration de Droits de l'homme en Islam.

<sup>147</sup> L'article 32 de la Charte arabe de 2004.

<sup>148</sup> Verdoodt A., *Naissance et signification de la déclaration universelle des droits de l'homme*, Louvain-Paris, Nauwaerts, 1964, p. 80-81.

<sup>149</sup> Décision de la Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur et de base (Rabat, décembre, 2004).

représentant de l'autorité avec la mention que ces crimes et les peines prévues à leur rencontre sont imprescriptible durant la vie des auteurs. Elle interpelle ces États en question, de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à de telles pratiques fautives et contraires aux principes de droit de l'homme<sup>150</sup>. Elle interpelle de même les États membres de proclamer l'égalité entre les hommes et d'abolir "la discrimination et la haine du cœur des hommes" et d'honorer la *char'iyya* qui protège les intérêts vitaux de l'homme et assure "un équilibre entre les obligations et les droits individuels et les privilèges collectifs" afin que l'homme soit protégé contre l'exploitation et la persécution.

### iii. Droit et statut de la femme

À travers l'histoire, la femme a été victime d'une grande injustice. Elle a été dépourvue des droits humains les plus élémentaires et fut souvent considérée comme inférieur à l'homme tant sur le plan physique que moral. En Inde par exemple la religion de Manu réduisait, quant à elle, la femme à un bien transmissible par héritage. Elle n'avait non plus droit de s'instruire et son rôle se limitait à procurer du plaisir aux hommes<sup>151</sup>. Quant à la civilisation chinoise, elle considérait la femme comme un signe de malheur et de mauvaise fortune. Elle devait rester cloîtrée chez elle et n'avait pas le droit d'un homme en face<sup>152</sup>. Chez les Grecs, la femme était considérée comme un être impur<sup>153</sup>.

Les Romains, eux, ont longtemps considéré la femme comme un animal crasseux. Les temples lui étaient interdits et, de ce point de vue, le paradis aussi. Selon eux, sa féminité est la cause même de son incapacité juridique<sup>154</sup>. Le poète Hésiode l'a décrite comme étant "dotée d'un cerveau de chien et de beaucoup de ruse"<sup>155</sup>. Le grand orateur de Démosthène, lui, parlait des femmes en ces termes : "Nous prenons les prostituées pour les plaisirs, les amantes pour la santé quotidienne de nos corps et les épouses pour la procréation"<sup>156</sup>. Selon la Torah, c'est Ève qui est derrière la tentation d'Adam. Dans la Genèse (III, 12) on peut lire : "la femme que tu as mise auprès de moi m'a donné de l'arbre, et j'en ai mangé"<sup>157</sup>.

<sup>150</sup> Communiqué final, 13<sup>ème</sup> Sommet islamique (Istanbul, avril 2006)

<sup>151</sup> Durant W., *Histoire de la civilisation*, éd. En araba, trad, Beyrouth, Tunis, Vol I, 1988, pp. 178-179.

<sup>152</sup> M. Piettre M., *La condition féminine à travers les âges*, éd. en arabe, trad, Dar Tali'a, Beyrouth, 1979, p. 45.

<sup>153</sup> Piettre, *La condition féminine*, p45.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>155</sup> W. Durant, p. 188.

<sup>156</sup> *Ibid.*

<sup>157</sup> Genèse, 3.

C'est en se basant sur le Coran que les associations islamiques sont venues corriger ces déviations intellectuelles et comportementales qui ont marqué la conception de la femme chez les civilisations et les religions anciennes dans tous ses pays membres.

À ce niveau, la DDI a mis à la disposition des États membres dont le Cameroun fait partie d'inclure dans leur législation des dispositions garantissant à la femme le droit politique prévu pour elle, avec en premier le droit de vote, de candidature, de nomination aux fonctions publiques et de participation aux décisions<sup>158</sup>. Le droit de la femme étant garanti dans une large mesure par le respect apporté aux droits de l'homme en général, cet organe recommande aux États membres de ratifier les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, ces pactes n'étant pas en contradiction avec les statuts de la femme<sup>159</sup>.

La DDI, selon le Coran, une femme peut avoir des propriétés. Il se base sur les versets du Coran qui déclare : qu'aux hommes revient une part de ce qu'ils auront gagné et aux femmes revient une part qu'elles auront gagné<sup>160</sup>. Elle peut établir des contrats, faire des échanges, s'engager dans le commerce. D'ailleurs il est écrit dans l'article 6 alinéa 1 de la DDI que la femme est l'égale de l'homme dans la dignité humaine ; ses droits sont équivalents à ses devoirs. Elle a une personnalité civile, une responsabilité financière indépendante, et le droit de conserver son nom patronyme et ses liens de famille. C'est dans cette même idée que le Coran a définitivement consacré son humanité : "Ô hommes ! craignez votre Seigneur qui vous a créés d'un seul être, et a créé de celui-ci son épouse"<sup>161</sup>.

Ainsi, la femme a le droit à une vie digne au sens le plus large du terme. Outre le droit de disposer librement de ses biens, elle a le droit à l'enseignement, à l'éducation, à la propriété, au mariage, à l'éducation des enfants, à l'héritage, au travail et à un statut social. C'est pourquoi l'islam, dans la sainte écriture exige, par ailleurs, de réserver le même traitement à l'homme et à la femme sans discrimination aucune, car l'homme n'est supérieur à la femme et la continuité de la vie humaine s'avère impossible n'eut été la femme. En somme la femme est conçue comme le noyau de la famille et, partant, un élément déterminant et incontournable dans le développement de la société.

Au sortir de ce deuxième chapitre de notre travail portant sur les réalisations des associations islamiques au Cameroun septentrional, nous pouvons retenir qu'il nous a permis

<sup>158</sup> Ghassan A., *Du statut inférieur de la femme en islam*, Harmattan, 1987, p. 238.

<sup>159</sup> Résolution 2/43-E du 43<sup>ème</sup> CMAE (Tachkent, octobre 2006).

<sup>160</sup> Coran, sourate 4, verset 32.

<sup>161</sup> Sourate, An-nissa', 1.

de mettre en relief de ressortir avec illustrations la présence et l'intervention de ces associations islamiques. Il est donc important de retenir que ces associations se manifestent dans tous les domaines notamment les constructions d'écoles coraniques et franco-arabes, création des points d'eau et assainissement, la création des mosquées et aussi des hôpitaux privés islamiques. Notre démarche va s'articuler maintenant sur les impacts de ces associations islamiques car toute organisation dans le monde, nonobstant leurs réalisations, comporte le dynamique et l'impact.

**CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE ET IMPACT DES ONG ISLAMIQUES AU  
CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Depuis la présence des différentes organisations islamiques au Cameroun, l'on constate le dynamisme et l'impact de leurs réalisations dans la partie septentrionale du pays. Les différentes interventions des organisations islamiques peuvent être évaluées afin de comprendre les impacts que ces dernières ont eu au niveau de l'amélioration, des conditions de vie des populations dans le Cameroun septentrional. Ainsi, la question qu'il faut se poser est celle de savoir : quelle a été l'impact des actions des organisations islamiques dans le processus du développement au Cameroun septentrional ? Cette question pousse à explorer dans un premier temps, l'impact des associations islamiques (impacts positif et négatif) sur les populations du Cameroun septentrional et leurs modes de vie, mais c'est également le lieu de critiquer ou d'évaluer leur dynamique au Cameroun Septentrional.

## **I- IMPACT DES ORGANISATIONS ISLAMIKES POUR LES POPULATIONS DU CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Les ONG islamiques au Cameroun ont laissé certains traits indélébiles auprès de la population, notamment dans sa partie septentrionale. Il est question à ce niveau de montrer l'impact négatif et positif des organisations islamiques dans cette partie du pays.

### **1- Impact positif**

Les organisations islamiques occupent une place primordiale pour le développement de la population du Nord Cameroun. Ces organisations islamiques ont initié la promotion de la paix et elles constituent une source d'unité et de fraternité entre le peuple.

#### **1-1- Promotion de la paix**

Les organisations islamiques en l'occurrence la *WAMY* et la *TIKA* à travers ses organes spéciaux et leurs objectifs spécialisés (promotion de la paix) au Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier ont affirmé leurs présences pour la promotion de la paix. Celle-ci se manifeste par la condamnation de tout regroupement religieux basé sur l'ethnie ou l'idéologie "l'islam politique", ainsi que la haine, le racisme, le tribalisme, la violence ; mais en prenant soin toujours d'opposer à ces dérives à "la réalité de l'islam" c'est-à-dire son "expression normale" sans préciser, parmi les expressions actuelles de l'islam, laquelle est la "bonne" et la "vraie"<sup>162</sup>.

Elle a pour objectif de propager l'islam, élucider les incertitudes concernant la religion, lutter contre les fausses allégations visant à détruire l'unité des musulmans ou jeter le doute dans leur esprit, clarifier la véritable image de l'islam, fournir de l'aide humanitaire, créer des

---

<sup>162</sup> Charte de l'OCI, Article 1 (12)

ponts de dialogue et de coopération avec les autres religions, engager des initiatives d'ouverture vers les autres cultures et civilisations, contribuer à faire vivre le message de vrai islam, dans le sens qui est le sien : celui de l'équilibre et de modération, combattre les mouvements qui prônent la violence, s'engageant dans le terrorisme, et pratiquent l'exclusion, pour construire un monde de paix, de justice et de coexistence harmonieuse<sup>163</sup>. En effet, ces éléments sont enseignés dans les écoles coraniques, écoles franco-arabes et dans les moquées au Cameroun. Les associations islamiques ont permis de mettre sur pied la notion de fraternité et d'unité entre le peuple.

### **1-1-1-Organisations islamiques comme source d'unité, de fraternité entre le peuple et les religions**

Dans beaucoup des sociétés africaines et celles camerounaises, la sphère religieuse est de plus en plus diversifiée. Mais cette diversité pose des problèmes graves de séparation, de rivalités agressives, voire des conflits ou d'attentats terroristes. Mais, le Cameroun depuis la présence des différentes organisations islamiques, les principales expressions de la diversité religieuse sont une forme de reconnaissance légale, de respect mutuel, de collaboration pour la paix sociale et le développement du pays.

Au niveau socio-culturel, l'on note une tolérance religieuse de plus en plus dans les familles et regroupements au Nord Cameroun. En effet, au sein d'une même famille, on retrouve quelquefois des musulmans, des chrétiens et les pratiquants de la religion traditionnelle. Le choix de la religion est libre dans la famille. De même pendant certains moments de tristesse et les moments heureux (enterrements et fêtes), de quelque côté que ce soit, chaque membre apporte son soutien. Dans le cas général, les fêtes musulmanes et chrétiennes et aussi les fêtes nationales sont des moments pendant lesquels la cohabitation entre les religions est beaucoup plus manifeste<sup>164</sup>. De même, on note que les mariages mixtes (musulman-chrétien) qui sont de plus de plus d'actualité dans cette partie du pays. Aussi pendant le trouble de la secte terroriste Boko Haram par exemple dans la ville de Mokolo, l'on constate durant la prière de vendredi, les chrétiens protègent les musulmans en restant aux alentours de la mosquée et vice-versa<sup>165</sup>. Toujours dans cette même idée, l'on constate dans les domaines de l'éducation se manifeste le rapprochement entre les jeunes musulmans et les jeunes chrétiens. Dans les villes de Ngaoundéré, de Garoua et de Maroua ; notamment dans les centres

<sup>163</sup> Nicolas G., *Dynamique de l'islam au Sud du Sahara*, Paris I, Publication orientaliste de France, 1957, p. 335.

<sup>164</sup> Donlefack M., "Islamisation et Mutation des peuples de Menoua 1850-2005", Thèse de Master, Département d'Histoire, FLSH, Université de Dschang, 2009, p.47.

<sup>165</sup> Entretien avec Lamido Yaouba Mourtala, Lamido de Mokolo, musulman, 45 ans, Mokolo, 19 mars 2021.

éducatifs comme le collège Saint Eugène de Mazenod, le collège Sabil El-falah et le collège privé Catholique de Garoua, les jeunes élèves musulmans partagent les classes et s'asseyent sur les mêmes bancs avec leurs frères et leurs amis chrétiens<sup>166</sup>. De même dans certains collèges que ce soit islamique, protestant ou catholique, l'on y trouve à la fois la mosquée et l'église<sup>167</sup>. Exemple dans le collège Protestant de Mokolo (Région de Extrême-Nord). Aussi la construction des mosquées ou d'églises dans les quartiers musulmans ou chrétiens ne causent aucun problème au Nord Cameroun.

À cela, ajoutons également l'encouragement des ONG islamiques à l'organisation locale l'ACADIR (Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux) créée en 2006. Apolitique et à but non-lucratif, cette organisation a pour objectif d'être une plate-forme de dialogue entre les religions d'une part, entre les religions et l'État du Cameroun d'autre part en vue de promouvoir la paix, la concorde et le progrès social du Cameroun. Elle se veut également un organe de consultation pour tout ce qui concerne les aspects religieux et éthiques de la Nation. Ses membres fondateurs sont l'Église Catholique, l'Église Orthodoxe, la Communauté Musulmane et les Églises protestantes. En 2014 par exemple, elle a rassemblé environ 500 leaders religieux dans la région de l'Extrême-Nord de toutes les confessions religieuses sous le thème : "Chrétiens et Musulmans ensemble pour la Paix, Fruits, défis et perspectives du dialogue interreligieux dans l'Extrême-Nord".<sup>168</sup> Ce dialogue interreligieux se manifeste de même par des rencontres informelles aux activités régulières et assure aux leaders religieux une visibilité sociale et procure nombre d'avantage matériels. Son existence permet de gérer pacifiquement une diversité excluant l'extrémisme<sup>169</sup>. C'est dans cette idée que les rencontres entre les responsables chrétiens et les musulmans et coutumiers se font occasionnellement lors des fêtes religieuses<sup>170</sup>. En novembre 2014, par exemple, un évêque de Maroua-Mokolo, Bruno Ateba Edo, assiste à la grande prière lors de la Tabaski dirigée par l'imam Ouatasse Mahmoud Bakari de la grande mosquée de Maroua.

En outre, les évolutions entre groupes religieux au nord Cameroun nous conduisent à repenser les conséquences de la diversité religieuses dans la société civile, capacité de collaboration entre communautés religieuses leur donne une bonne visibilité dans la société ; pour toutes, l'interreligieux présente l'avantage de contribuer à donner une place à la religion

<sup>166</sup> Ondobo, R., "Les conflits religieux au Nord Cameroun", travail de recherche à l'ETSC, 2002, p. 69.

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> Haafkeens J., *Le Nord Cameroun. Des hommes, une région*, ORSTOM, 1984, Paris, p. 102.

<sup>169</sup> Katrin L., "Le dialogue interreligieux au service du développement", *Bulletin de l'APAD*, 2011.

dans la société et d'être à la fois une attestation de citoyenneté. L'engagement dans les échanges interreligieux apporte des bénéfices de reconnaissance sociale et d'image positive du groupe, notamment pour des communautés minoritaires.

En d'autres termes, la recherche de la paix est un projet indispensable bien que complexe. Les religions au Nord Cameroun se disent "religions de paix", pourtant leur passé donne à voir de nombreuses formes de violence, apparaissent aujourd'hui comme des milieux propices à les abriter grâce aux interventions des différentes associations islamiques internationales et nationales. Aujourd'hui plus que jamais, le dialogue entre individus différents, porteurs de traditions diverses, se révèle fondamental, car il touche même la question du "vivre ensemble"<sup>171</sup>.

Après avoir présenté l'impact positif des associations islamiques au Nord Cameroun, l'impact négatif n'est pas à exclure.

### **1-1- Impact négatif**

Les organisations islamiques au Cameroun septentrional ont aussi impacté négativement la vie de la population de cette partie du pays. Cet impact négatif se manifeste généralement par l'acculturation et le néocolonialisme arabe

#### **1-1-1- Acculturation**

L'acculturation peut être définie comme la conséquence de la volonté d'adapter sa manière de vivre (valeurs, règles de comportement...) à un groupe et à une culture plus vaste au détriment de celui-ci. <sup>172</sup>Elle est aussi une notion sociologique qu'on définit comme le processus de modification de la culture d'un groupe ou d'une personne sous l'influence d'une autre personne<sup>173</sup>.

Delors, depuis l'introduction de l'islam au Cameroun et la présence des différentes ONG islamiques, sa population n'a cessé d'abandonner sa culture presque dans tous les domaines au profit d'autres cultures et religions, notamment celles des arabes et des occidentaux.

Dans le domaine social, notamment la religion ; l'introduction de l'islam dans la partie septentrionale du Cameroun a permis à la population de cette zone d'abandonner ses religions traditionnelles. En effet, sur ce plan plusieurs ethnies se sont converties à l'islam depuis

---

<sup>172</sup> Boubekour A., "Islam militant et nouvelles formes de mobilisation culturelle", *Archives en Sciences Sociales et des Religions*, EHESS, vol.139, 2012, p.122.

<sup>173</sup> *Ibid.*

l'arrivée de Jihad<sup>174</sup> et surtout avec l'adhésion du pays aux différentes organisations islamiques. Depuis 1974, la population islamisée au Cameroun septentrionale a augmenté à moyenne 3%<sup>175</sup>. Dans la même idée, le pèlerinage qui, en plus de constituer un pilier de l'islam, n'en demeure pas moins un site privilégié de contact et d'influence. Il encourage l'adoption d'une certaine information des pratiques et des comportements des arabes par leur rencontre sur le lieu de pèlerinage. C'est pourquoi dès le retour des pèlerins au pays ils prennent le titre *Alhaji* ou *hadja*<sup>176</sup>. Ensuite il y a le financement de la formation professionnelle de nombreux jeunes musulmans Camerounais en général par la mise à leur disposition des bourses d'études tant au Moyen-Orient, en Arabie-saoudite qu'au Pakistan ou au Bangladesh ; viendront à leur tour enseigner dans les écoles franco-arabes et dans les instituts supérieurs islamiques afin de renforcer le système éducatif arabe dans le pays.

De même dans le domaine de media ; la libéralisation des médias au Cameroun et la dépenalisation du délit de presse intervenus dans les années 1990<sup>177</sup> ont doublement facilité la mise sur pied des sociétés de presse de plus en plus spécifiquement la création des médias confessionnels et la démocratisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ont permis la connexion des télévisions satellitaires arabes qui, à leurs tours ont contribué à la vulgarisation de la langue arabe et la rendant de fait son apprentissage aisé, voire ludique. Dans cette même lancée, les plages horaires favorables accordées de plus en plus aux émissions islamiques dans les médias audiovisuels publics camerounais et dans lesquels les animateurs arabisants exercent un monopole incontesté contribuent à donner aussi une image somme toute attractive de la langue arabe, érigée pour la circonstance en un instrument de la propagation de la langue arabe<sup>178</sup>. En fin dans le domaine scolaire, la construction des écoles coraniques et des écoles franco-arabes par les associations islamiques n'est qu'un système de la vulgarisation du système éducatif arabe ; que l'on peut qualifier de l'acculturation car dans ces écoles ont introduit la langue arabe dans leurs cursus scolaires et son enseignement est lié à celui de la religion islamique.

Tous ces éléments permettent l'expansion de la culture arabe et constituent un impact négatif pour la population du Nord Cameroun, car cette dernière abandonne de plus en plus sa

---

<sup>174</sup> Guerre sainte en islam.

<sup>175</sup> Entretien avec Mahmoud Bakary, imam de la mosquée centrale de Maroua, musulman, 55 ans, Maroua, 20 novembre 2020.

<sup>176</sup> Moumouni, S., "Soufisme et réforme socio-politique en Afrique : Vie et Œuvre du cheikh Uthman dan Fodio (1754-1817)", Thèse de doctorat, Université Bordeaux III, 2003, p. 55.

<sup>177</sup> Tremblay G., "Radio et éducation au Cameroun : le cas de Radio-Garoua", *Canadian Journal of African Studies*, vol. 8, 1974, N° 3 Special issue : Educational Problems in Africa : 575-587.

<sup>178</sup> Mohamadou E., "Introduction à la littérature peule du Nord-Cameroun", *Abbia*, N°3, 1963, p. 74.

culture. Tout compte fait, l'on constate que la présence de certaines organisations islamiques peut être observée comme le phénomène du néocolonialisme arabe.

### 1-2-2- Le néocolonialisme arabe

Les organisations islamiques ont pour rôle à ce niveau d'imposer les méthodes de la culture arabe et de l'islam dans tous les pays membres généralement dans les pays non arabes. Ce système d'imposition peut être compris comme le néocolonialisme arabo-musulman, car il n'encourage aucunement le système culturel des pays adhérents non arabes et ce système se manifeste notamment par la culture et la langue.

### 1.2.3. La culture

La culture est l'ensemble des présentations qu'une société élabore sur elle-même et donne à voir aux autres, et qui se manifestent par son particularisme<sup>179</sup>.

L'école est l'un des moyens culturels pour les pays arabo-islamiques d'étendre leur pouvoir culturel sur les pays adhérents des leurs différentes organisations islamiques. Nous pouvons le voir à travers le financement et les constructions des écoles franco-arabes et les écoles coraniques dans les pays membres ; où l'on utilise les méthodes arabes d'éducation. Ce système éducatif se rapproche généralement de celui des pays arabo-musulmans. De même, la culture est utilisée par les pays arabo-musulmans pour étendre leur influence sur les pays adhérents aux différentes organisations islamiques comme le Cameroun. C'est l'exemple de des organisations islamiques *WAMY* et *TIKA* qui constituent les unes des plus grandes machines qui permettent la propagation de la culture arabo-musulmane<sup>180</sup>.

Comprenons d'un autre côté que la transmission de la culture arabo-musulmane se passe aussi par les films. De là découle le film arabe dénommé *film djagadjé* dans la région de l'extrême-nord réalisé par Abdou Agara ; ce film est tourné en langue arabe et a pour rôle la diffusion de la culture arabe. Car la manière vestimentaire (hidjab et humar) durant le tournage de ce film est typiquement arabe, de même que la langue qui y est utilisée. Par les émissions radios exemple dans la région du Nord une émission en langue arabe se déroule généralement chaque jeudi de 22h30 à 23h00<sup>181</sup> présentée par Hassan Benacyl. Dans cette même lancée, la religion islamique qui fait de ravage d'islamisation dans cette partie du pays par le système de la *da'wa* est en effet système du néocolonialisme pur des pays islamo-arabes. Le terme arabe

<sup>179</sup>Bernard G., "Instruments juridiques, droits culturels et diversité culturelle", in F. De Bernard, *Europe diversité culturelle et mondialisations*, Paris, Harmattan, 2005, p. 47.

<sup>180</sup> Coquereau R., *Tableau des écoles coraniques dans la subdivision de Maroua*, Archives Maroua, 1948, p.17.

<sup>181</sup> Entretien avec Moussa Marandata, chef de station de la Crtv Nord, musulman, 40 ans, Garoua, 10 mars 2019.

*da'wa* du verbe *da'a* renvoie à plusieurs registres selon le champ sémantique de son utilisation. Le sens premier de ce mot est l'invitation, l'appel, la demande et l'incitation à faire certaines choses ou à s'en abstenir.

Dans le sens religieux, ce terme désigne la prédication, l'appel fait par les Prophètes aux gens pour qu'ils se convertissent à la religion dont ils sont transmetteurs du message<sup>182</sup>. Ce système implanté dans la partie septentrionale du Cameroun par les associations islamiques internationales a pour mission la propagation de l'islam au détriment des religions traditionnelles. Son rôle principal est une invitation aux non-musulmans à écouter le message de l'islam et désigne également la technique de prosélytisme religieux utilisée par différents courants musulmans pour étendre leur surface de diffusion. Ce système consiste à envoyer des missionnaires (*da'i*) chez les personnes non-musulmanes. Ces missionnaires appellent pacifiquement les gens à la religion musulmane<sup>183</sup>. C'est dans cette idée que Ibn Khaldoun, pour qui la *da'wa* est l'un des outils qui servent à fonder une nouvelle forme d'islamisation de la population. La langue est aussi pratiquée par les pays arabes pour la prolifération de leur mécanisme néocolonial.

#### **1.2.4. La langue**

Bien avant l'intrusion coloniale, la quête du savoir islamique au Cameroun septentrional se passe par la maîtrise de la langue arabe et permettant sa vulgarisation. De ce fait, son expansion débute généralement dans les écoles coraniques et se poursuit des années durant, lors des rencontres communiales à l'instar des pèlerinages ou des voyages d'agrément sur les lieux de naissance de l'islam. La langue arabe est un moyen important pour les pays arabo-musulmans fondateurs des différentes associations islamiques de renforcer leur impact dans les pays adhérents notamment le Cameroun. Cette langue est enseignée dans les écoles coraniques et franco-arabes et est apprise comme une langue sacrée dans laquelle le Coran a été révélé et dont elle est dépositaire.

D'une manière générale, la présence des ONG dans les pays d'accueil est critiquée par des différentes pensées, notamment la pensée libéraliste et la pensée marxiste.

##### **a. Les critiques des appuis des ONG par les libéralistes**

Les auteurs d'inspiration libéraliste comme Peter Bauer, Friedman, etc. pensent que l'aide extérieure ne peut promouvoir la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Ces

---

<sup>182</sup> Coran, Verset 67.

<sup>183</sup> Sourate 14, Verset 44.

auteurs estiment que loin de résoudre une crise humanitaire, elle ne peut qu'aggraver l'insécurité alimentaire. En effet, les apports en grande quantité de ressources alimentaires en cas de crise humanitaire augmentent spontanément l'offre de ces produits<sup>184</sup>. Il en résulte une baisse des prix au niveau local. Ceci décourage l'investissement et la production locale de vivres, et donc une baisse de l'activité de production. Un autre problème de l'aide alimentaire est que l'abondance alimentaire qu'elle crée encourage les pays qui en bénéficient à adopter des politiques peu favorables à la production locale. Ceci réduit l'activité économique dans le pays et augmente la dépendance vis-à-vis de l'extérieur des territoires aidés. Ainsi, les pays donateurs utilisent l'aide pour promouvoir la production et l'exportation de leurs entreprises, surtout celles qui opèrent avec le Tiers-Monde. Alors que ces entreprises sont condamnées à fermer leurs portes parce qu'inefficientes, on utilise l'aide pour les soutenir. Il en résulte une allocation non optimale des ressources dans les pays donateurs étant donné qu'on draine ainsi les ressources des secteurs efficaces vers les secteurs inefficaces. La croissance globale sera donc plus faible.

Selon Fontanel et Echinard<sup>185</sup>, toutes les ONG n'ont pas des actions charitables ou de défense d'intérêts collectifs. Certaines, sous couvert de l'intérêt commun, défendent des valeurs mercantiles ou criminelles. Il arrive que les ONG utilisent des moyens illégaux ou violents au nom d'un débat démocratique qu'elles refusent de reconnaître aux autorités publiques démocratiquement élues. Dans ces conditions, l'action des ONG reste contestable, car, n'ayant pas de mandat électif, il leur est difficile de se présenter comme les représentants de l'opinion publique. Si les ONG sont d'abord des sentinelles de l'intérêt public face aux contraintes de la mondialisation, elles ne peuvent être considérées comme les représentants de la société civile dans leur campagne contre la trop grande libéralisation de l'économie. Si elles agissent au nom des valeurs humanistes, leur combat ne suffit pas à leur donner une légitimité collective, sur la base d'organisations privées, au fonctionnement démocratique souvent discutable. Les ONG sont généralement liées à leurs pays d'origine, lesquels financent leurs opérations. Par exemple, l'ONG américaine créée par le Congrès des États-Unis, dont elle reçoit des fonds et auquel elle rend des comptes peut-elle prendre des décisions désintéressées vis-vis de son bailleur de fonds ? Dans ce contexte, l'indépendance des ONG vis-à-vis du pays d'origine est souvent

---

<sup>184</sup>Agbessi Komla, "L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique sub-saharienne", Thèse de doctorat, Université de Limoges, 2008, p. 50.

<sup>185</sup> Fontanel J. et Echinard, "La puissance économique-politique des organisations non gouvernementales dans le monde d'aujourd'hui", 1990, sur [https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2009/12/2F49\\_Fontanel\\_Echinard\\_ONG.pdf&usg=AOvVaw0LL82e xLP67gKYx\\_DpeAVo](https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2009/12/2F49_Fontanel_Echinard_ONG.pdf&usg=AOvVaw0LL82e xLP67gKYx_DpeAVo), consulté le 25 novembre 2021.

difficilement établie, ce qui soulève le problème de respect du principe de neutralité. Si les ONG pallient les manques de structure et de gouvernance des pays du Sud, elles sont alors accusées parfois de néo-colonialisme. Elles se préoccupent de l'environnement, des droits de l'homme, du problème de l'égalité des sexes selon une approche européenne qualifiée d'« euro-centrique», sans tenir compte de l'histoire et de la culture des autres sociétés.

En outre, les ONG ne soutiennent que les luttes qui correspondent à leurs principes et à leurs objectifs, en vue d'engager une lutte politique globale. Elles contribuent à l'avènement d'un imaginaire des solidarités transnationales, en produisant de façon croissante des discours sous forme de prophéties. Elles donnent aux individus l'image d'une appartenance à un vaste mouvement transnational.

### **b. Critique des actions des ONG par les marxistes**

Les auteurs d'inspiration marxiste quant à eux considèrent l'aide internationale ainsi que l'ensemble des politiques de développement comme servant avant tout, la cause des pays riches<sup>186</sup>. Ils considèrent l'aide comme un puissant canal par lequel les pays industrialisés continuent par exercer leur domination sur les pays en développement, malgré leur indépendance politique. Hugon résume leur proposition commune comme suit :

Le développement, à la fois sur la plan théorique (système de pensée, objectifs) et sur le plan des stratégies mises en application (aide, mondialisation,) n'a constitué pour les sociétés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, depuis leur indépendance, qu'un nouvel avatar de la domination des pays industrialisés et de l'occidentalisation du monde, sur tous les plans (économique, social, culturel...) <sup>187</sup>

Les “anti-développementistes” dénoncent le développement et ses pratiques qu'ils qualifient de désastres. Les Occidentaux, nostalgiques de la période coloniale et soucieux de toujours contrôler les autres parties du monde ont mis en place l'aide publique au développement. Elle est aujourd'hui la manifestation déguisée de l'égoïsme des plus nantis, et un nouveau moyen de leur ingérence dans les affaires et la vie des pays du Tiers-Monde. Selon les auteurs anti-développementistes, l'aide au développement n'existerait que dans le souci de pérenniser la domination occidentale. Elle sert d'outils de justification d'intervention dans les pays en développement, visant avant tout l'intérêt du donateur. « Le principal objectif des donateurs est bel et bien le renforcement de leur zone d'influence à travers le soutien politique aux dirigeants alliés du Sud, afin d'être en mesure de leur imposer des décisions économiques

---

<sup>186</sup>Hugon P., “L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales”. *Revue internationale et stratégique*, 2005/3, n°59, 2005, p. 94.

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 96.

et de contrôler les positions qu'ils adoptent lors des sommets internationaux »<sup>188</sup> comme le souligne Cué.

Les ONG ne sont pas seulement des instruments pour aider les plus pauvres, mais aussi des structures qui ont également des objectifs d'autoreproduction, pour assurer leur survie et le maintien des emplois. Comme toute entreprise et toute organisation, une ONG doit aussi se reproduire, maintenir des activités dans son propre intérêt, pour continuer à financer son secrétariat et son personnel et éviter des restructurations douloureuses. L'ONG n'a pas l'altruisme pour seule motivation et elle ne vit pas uniquement dans l'intérêt des pays en développement ou des populations bénéficiaires de l'aide. Pour se reproduire, elle peut adopter les stratégies et le profil qu'elle juge plus pertinents. Cela explique vraisemblablement le nombre élevé d'ONG travaillant dans les domaines qui attirent le plus facilement les dons privés, domaines de l'aide d'urgence, de l'aide à l'enfance ou de l'aide sanitaire. Comme les ONG dépendent de leurs donateurs et des financements publics, la plupart d'entre elles éviteront d'adopter des prises de position politiques susceptibles de détourner certains de ces donateurs vers d'autres organisations moins dérangeantes.

Selon Fontanel et Echinard, les ONG deviennent de véritables puissances monétaires, n'hésitant pas à recourir aux moyens les plus douteux de la publicité et des moyens de communication de masse. L'agence européenne ECHO (*European Community Humanitarian Office*) dépense 400 millions d'euros annuellement pour financer l'intervention d'ONG ou d'organismes internationaux dans des conflits (5 principalement). Aujourd'hui, près des trois quarts des programmes de la Banque mondiale en Asie du Sud impliquent des ONG. Environ un tiers seulement du financement d'Action contre la faim (ACF) est privé. Seules quelques grandes ONG parviennent encore à maintenir leur indépendance (Médecins sans frontières notamment). Quand il s'agit de fonds gouvernementaux ou intergouvernementaux, les exigences de contrôle sont plus strictes. La dépendance des ONG vis-à-vis des pouvoirs publics les rend aussi vulnérables aux intérêts de ces derniers et aux changements politiques.

Selon les mêmes auteurs, la représentation sociale des organisations gouvernementales est parfois récupérée par les entreprises. Les ONG se constituent en complexes industriels. Les firmes multinationales sont intéressées par des procédures de certification du respect de certaines valeurs environnementales, sociales et humaines dans leur business. Le problème est alors la multiplication des certificats et leur validité technique et commerciale. Les codes à

---

<sup>188</sup> Hugon, "L'éclatement des Suds", p. 94.

respecter sont multiples, parmi lesquels les règles environnementales, les salaires, l'hygiène, l'information du consommateur, la santé, le travail des enfants, le genre ou la non-discrimination sont privilégiés. En avril 2000, Starbucks Corporation annonce sa volonté d'acheter plus cher les grains de café des petites entreprises dans 2 000 magasins aux États-Unis, dans le cadre du commerce équitable (Fairtrade), afin de leur permettre de vivre. McDonalds s'est aussi engagé à n'acheter des œufs (2 milliards par an)<sup>189</sup> qu'auprès des entreprises qui réservent un traitement correct avec des règles bien précises aux poules ; au risque, en cas de non-respect, de perdre leur marché.

Étant donné qu'une ONG est une organisation non gouvernementale donc, une organisation de droit privé qui est financée par des dons et des contributions, c'est peut-être là le premier inconvénient que l'on peut trouver à une ONG car son financement est précaire et aléatoire. Une ONG défend de grands principes qui peuvent parfois les mettre dans des situations délicates au vue de la géopolitique d'un moment donné à un endroit précis là où l'ONG se doit d'intervenir. Comme le souligne Mbonda<sup>190</sup>, l'ONG ne dispose pas de réel pouvoir politique ou militaire, elle peut être soumise au bon vouloir d'une dictature ou d'une organisation fanatique qui n'attache pas de réelle importance au rôle et à l'action de l'ONG, c'est à mon sens encore un inconvénient, le plus gros inconvénient d'une ONG étant (toujours pour moi), le fait qu'elle soit à l'initiative de quelques personnes, souvent de bonne volonté, mais qui agissent et interviennent dans de multiples cas de figure sans avoir été mandaté par le peuple<sup>191</sup>.

Dans la partie septentrionale du Cameroun, la langue arabe détient une place importante dans la société. Cette langue est initiée dans certaines universités comme filière (universités de Maroua et Ngaoundéré) et peut être comprise comme un système de prolifération de la langue arabe, et surtout dans les écoles franco-arabes et coraniques qui ont un programme d'enseignement typiquement arabo-musulman. En plus de cela, au Cameroun septentrional il y a eu la politique d'arabisation<sup>192</sup> qui a permis de remettre au centre l'arabe par besoin culturel dans ces centres éducatifs. D'ailleurs l'exemple nous montre que la journée mondiale de la langue se célèbre au Cameroun chaque 18 décembre de l'année. L'on constate dans cette partie qu'avec les centres de formation coraniques, franco-arabes et d'érudition islamique ouvertes

---

<sup>189</sup> Hugon P., "L'éclatement des Suds", p. 72.

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> <https://www.explic.com/maison/quels-sont-les-avantages-et-inconvenients-d-une-ong/>, consulté le 04 octobre 2021.

<sup>192</sup> Hamadou A, et Mouctar B., *Un manuscrit arabe sur l'histoire du Royaume de Kontcha dans le Nord-Cameroun (XIXe-XXe siècle)*, Rabat, Institut des Études Africaines, Université Mohamed V, 2001, p. 233.

par les associations islamiques au Nord-Cameroun concourent à la domestication de la tradition arabo-islamique afin d'acclimater et de l'amener, progressivement, à l'adoption de la couleur locale.

L'impact négatif et positif des associations islamiques sur la population du Nord Cameroun peut être observé par les facteurs suivants :

- Une nette augmentation de nombre des mosquées,
- Un nombre de plus en plus élevé de personnes s'identifiant à l'islam ;
- Un net accroissement du nombre des institutions d'éducatives religieuses ;
- Un accroissement du nombre des organisations religieuses ;
- Un net accroissement du nombre de musulmans et musulmanes accomplissant leur pèlerinage (*hajj*) à la Mecque.

Après une analyse d'impact des associations islamiques dans la partie septentrionale du Cameroun, son dynamique n'est pas à oublier dans cette même partie du pays.

## **II- LE DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Depuis l'implantation des ONG islamiques au Cameroun, ces dernières ont financé et aider plusieurs organisations locales qui sont en perpétuel fonctionnement. Ces organisations sont notamment OFIF (Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière) et JIC (Jeunesse Islamique du Cameroun). Dans cette partie, il est question de montrer le rapport des organisations islamiques internationales sur ces organisations locales.

### **2.1. L'Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière**

Les droits de la femme sont en accroissement substantiel depuis quelques décennies déjà. Elles peuvent désormais jouir d'un certain nombre de privilège, en particulier en ce qui concerne les femmes d'obédience musulmane.

En effet, l'organisations islamique telle que la *TIKA* est convaincu que l'islam a rehaussé le statut de la femme, de son bien-être et de sa protection l'un de ses objectifs. En réponse au désir exprimé par les États partenaires, aux aspirations de nos sociétés à concrétiser et à conjuguer les efforts de développement de la société à travers le développement de la femme, de nombreuses organisations islamiques se sont prononcés sur ces différentes questions. Le renforcement de ses capacités et l'encouragement de sa participation effective au

sein de la société ont guidé par les valeurs islamiques renforcées par l'apport de la civilisation islamique à l'humanité rehaussant et glorifiant le statut de la femme. Ce renforcement s'opère dans un cadre de l'action islamique commun, reconnaissant le rôle important que joue la femme dans le développement politique et socio-économique des sociétés et des nations. Cette reconnaissance est également appliquée sur la base de la justice et de l'égalité des opportunités<sup>193</sup>.

Tenant compte des conclusions et des résolutions des différents sommets islamiques relatives aux questions de la femme, qui exhortent à la promotion de la femme et au développement de son rôle au sein des sociétés musulmanes ; des résolutions du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de pays membres de l'OCI et de la 2<sup>ème</sup> Conférence sur le rôle de la femme dans le développement des États membres tenue au Caire en Égypte en 1993<sup>194</sup>, ont décidé de créer dans chaque État membre de l'OCI une organisation pour le développement de la femme dirigée par une femme et ayant pour objectif la promotion, la valorisation et la valeur de la femme dans chaque État membre. C'est dans cette logique qu'elle ne cesse de porter son soutien à l'Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière (OFIF) au Cameroun.

En effet, l'OFIF est une organisation des femmes musulmanes créée en 1995 au Cameroun sous le prisme de la résurgence des questions liées à l'épanouissement de la femme sous le prisme de l'islam<sup>195</sup> et est présidée par Mme Youenyoun Halima qui a son siège général à Yaoundé. Cette organisation est structurée d'une assemblée générale, un conseil d'administration, un comité de surveillance, un bureau exécutif comportant six départements (production, santé, éducation de base non formelle, éducation islamique, affaires sociales et culturelles)<sup>196</sup>.

Les objectifs de l'OFIF sont, pour l'essentiel, orientés vers la promotion des valeurs islamiques, l'éducation de la femme, l'alphabétisation de la jeune fille, la lutte contre le VIH/Sida, les grossesses précoces et non désirées. Ces objectifs ambitieux accordent une place prépondérante à la femme musulmane perçue comme partenaire de l'homme et sujet conscient de son rôle dans la société. En matière de réalisations et comparativement aux autres. En outre,

---

<sup>193</sup> Taguem, F., "Processus politique, mutation sociale et renouveau islamique au Cameroun", *Rupture-Solidarité*, 1967, p. 215-242.

<sup>194</sup> Westerlund et Rosander, *African Islam and Islam in Africa*, Londres, Hurst, 1997, p.40.

<sup>195</sup> Gomez-Perez M., "Prêchuses arabisantes à Dakar et Ouagadougou. Des logiques d'individualisation et individuation", *Anthropologie et Société*, vol 42, n° 1, p.205.

<sup>196</sup> Gomez-Perez, "Prêchuses arabisantes à Dakar", p.205.

cette organisation regroupe des femmes actives souvent constituent de petites communautés féminines (*djama'a*) visant à rependre la foi par le biais de prêches (*da'wa*) diffusées parmi d'autres femmes. À part la question religieuse, les participantes à la *da'wa* peuvent discuter des problèmes privés, notamment ceux rencontrés au sein de leur famille.

L'organisation islamique féminine, l'OFIF constitue un exemple de dynamisme inviable. Cette association possède en effet ses propres installations infrastructurelles financées par différentes organisations islamiques. Celles-ci abritent par exemple une école primaire ouverte à la rentrée académique depuis 2000-2001. Outre le domaine éducatif, cette organisation intervient aussi dans celui de la formation professionnelle. Elle bénéficie d'un programme de bourses pour la Turquie en faveur de quatorze (14) jeunes filles<sup>197</sup>. Ces multiples contacts lui permettent de mettre sur pied l'OJEFIM (Ombrages des Jeunes Filles Musulmanes) qui est une branche de l'OFIF créée pour la cause des jeunes filles musulmanes de toutes les régions du Cameroun. C'est un centre qui se veut un lieu de réduction par excellence pour ce groupe cible venu d'horizons divers mais ayant en commun l'abandon des études soit par manque de moyens financiers, soit simplement par délinquance ou du fait d'être des orphelins déshérités<sup>198</sup>. En d'autres termes, elle est propriétaire d'une structure scolaire dédiée à l'initiation aux petits métiers avec une spécialisation dans l'économie sociale et familiale.

Les activités telles que la couture, la broderie, la teinture, le tissage, l'art culinaire et la puériculture y occupent une place importante. Elle a par ailleurs obtenu l'accréditation auprès du ministère de la Santé publique et avec l'appui de la TIKa pour l'ouverture d'un centre de santé<sup>199</sup> et elle est en train de construire un complexe islamique à Ngaoundéré intégrant un lieu de prière, une bibliothèque et une salle de confort.

---

<sup>197</sup> OFIF, Rapport d'activités 2019-2020.

<sup>198</sup> OFIF, Archives et rapport d'activités, 1998-2020.

<sup>199</sup> Entretien avec Dr Delé Zra, Personnel au ministère de la santé, Chrétien, 43 ans, Yaoundé, 12/04/2019.

**Photo 18: Siège général de l'OFIF à Mimbomane à Yaoundé**



Source : Cliché : Djibrilla Boubakari, Août 2021.

**Photo 19: Atelier de couture pour les femmes et jeunes filles créé par OFIF en 2000 à Maroua**



- Source : « Islam et école », CRISP, Paris, p. 89, in <https://www.universali.fr>, consulté le 06/07/2021.

La figure 20 est un atelier de couture pour les femmes et les jeunes filles créé par OFIF. L'activité de cet atelier permet la rééducation appliquée et prennent en compte aussi le

comportement que la formation spirituelle, éthique et professionnelle en vue de mettre en exergue une pleine dignité tant en milieu social et familial. C'est dans cette technique que les femmes pourront facilement s'autonomiser dans le domaine économique et apporter leur effort pour l'émergence du pays.

Le dynamisme des organisations islamiques au Cameroun ne se limite pas seulement au niveau des femmes mais aussi au niveau des jeunes tous entiers.

## **2.2. Jeunesse Islamique du Cameroun (JIC)**

Les jeunes dans les différents pays membres des organisations islamiques en général et au Cameroun en particulier peuvent être représentés comme la principale force de la région. D'où la nécessité de mettre en valeur la jeunesse de ces pays et leur offrir l'opportunité de réaliser pleinement leur potentiel personnel et professionnel.

La JIC est une organisation des jeunes musulmans Camerounais créée en 1993 ; elle est reconnue par l'OCI à travers son organe dénommé réseau de centres de jeunesse de l'OCI. La JIC a son siège national à Yaoundé (Nlongkak camp sic) et est dirigée par un président national et des bureaux régionaux.<sup>200</sup> Les objectifs de cette organisation sont diverses et multiples, continuel et dynamique. Ces objectifs se résument principalement à :

- Préserver l'identité des jeunes musulmans et leur apprendre à affronter la modernité, les éduquer à être des citoyens actifs ayant une contribution positive ;
- Présenter aux non-musulmans la forme la plus pure de la religion islamique en tant que le système complet englobant tous les aspects de la vie ;
- Soutenir le développement et la gestion de la connaissance et de promouvoir la recherche et les études dans le domaine de la jeunesse ;
- Promouvoir la participation des jeunes au processus décisionnel et les inciter à contribuer activement au développement du pays ;
- Soutenir le développement et cadres en vue de satisfaire aux besoins des jeunes.

Elle œuvre également pour un islam humaniste en rupture avec une vision rigoriste, elle promeut de même un message d'ouverture, de bonté et encourage l'entraide entre les jeunes quels que soient leurs confessions ou cultures. En outre, la JIC prépare le rapport sur la situation de la jeunesse en examinant des domaines clés tels que l'éducation et le développement des

---

<sup>200</sup> Entretien avec Moustapha Ramadan Nlend, Président national de la JIC, musulman, 54 ans, Yaoundé, le 18/03/2020.

compétences, la santé et le bien-être, la participation et, entre autres l'emploi. Les rapports fournissent des orientations concrètes sur la façon de surmonter les défis de la jeunesse dans le but de transformer la jeunesse en force productive et créative dans toute l'étendue du pays en général et dans les régions septentrionales en particulier.

En somme, selon l'analyse de cette partie, l'on peut retenir que depuis la présence des ONG islamiques (*TIKA* et *WAMY*) au Cameroun, ces dernières ont contribué à la bonne marche et d'atteindre les objectifs des associations islamiques locales (*JIF*, *OFIF*) qui sont dynamique. Ces deux associations islamiques locales se manifestent avec la construction des ateliers des coutures pour les jeunes filles et l'encouragement des jeunes garçons dans divers domaines. En effet, bien que les associations islamiques aient contribué aux développements du Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier, l'on enregistre ses faiblesses dans cette partie du pays à cause des relations que le Cameroun entretient beaucoup plus avec les pays non-arabes et non-musulmans et aussi à cause d'un faible pourcentage du nombre de musulmans dans le pays. Les perspectives de ses associations islamiques ne sont pas à délaissier.

**CHAPITRE 4 : LES FAIBLESSES ET LES PERSPECTIVES DES  
ORGANISATIONS ISLAMIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT AU  
CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Le Cameroun est un pays laïc où on pratique plusieurs religions<sup>201</sup>. Les religions qui y sont les plus pratiquées sont l'islam, le christianisme et l'animisme ; parmi ces religions, le christianisme est celui le plus répandu dans le pays en général et dans sa partie septentrionale en particulier. Le pourcentage de chrétiens le plus éminent et la relation que le pays entretienne beaucoup plus avec les pays en majorité chrétienne lui cause une négligence ou faiblesse de la présence des associations islamiques. Dans ce chapitre il est une préoccupation pour nous de présenter les faiblesses et les perspectives des organisations islamiques internationales pour le développement du Cameroun septentrional.

## **I. LES FAIBLESSES DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL**

Les ONG islamiques internationales sont plus présentes dans les pays où la religion islamique est dominante et de même où le pays membre entretient des relations beaucoup plus avec les pays arabes dirigeants de ces organisations islamiques. En effet, le Cameroun est regardé avec suspicion par les pays fondateurs des organisations islamiques pour la simple raison qu'il entretient avec l'État hébreux qui ne s'entend pas avec les pays arabes et la remarque d'un faible échange commercial que le Cameroun entretient avec ces derniers.

### **1. Une population musulmane minoritaire qui limite l'aide des organisations islamiques au Cameroun septentrional**

Dans la partie septentrionale du Cameroun, la population est composée d'une bonne moitié de chrétiens, d'environ un quart de musulmans et d'un quart d'adeptes des religions traditionnelles<sup>202</sup>. En effet, différents facteurs sont à l'origine du développement séparé des religions au Cameroun. Les conditions d'introduction et de diffusion initiales des religions ont y joué un rôle fondamental : l'islam est entré au pays par les voies soudano-sahéliennes du Nord, tandis que le christianisme arrivait des côtes, avec les colonisateurs. Toutefois, Danielle à Engolo dans son document nous montre le faible pourcentage de la population musulmane en affirmant que : "Avant l'introduction de l'islam au Nord Cameroun vers les années 1804 par le commandeur des croyants peul Ousman Dan Fodio, le christianisme a fait déjà son introduction depuis l'arrivée des explorateurs et des missionnaires chrétiens dans le pays"<sup>203</sup>. L'on constate avec l'arrivée tardive de la religion islamique au Cameroun en général et dans

<sup>201</sup> Roger B., *Rivalité et conflit religieux au Cameroun*, Harmattan, Paris, 2014, p. 18.

<sup>202</sup> Barrett D. B., *World Encyclopedia Christian*, Nairobi, Oxford, Oxford University Press, 2014, p.68.

<sup>203</sup> Engolo D., "L'islam au Cameroun : une expansion tardive", 2014, sur <http://albayane.press.ma>, consulté 13 juin 2016.

partie du Nord en particulier, l'islam occupe aujourd'hui la place de deuxième religion la plus pratiquée au Cameroun septentrionale (derrière le christianisme). Dans le nord, l'extrême-nord et l'Adamaoua, elle est plus représentée que dans le reste du pays. Mais grâce à l'exode des populations, on retrouve également les musulmans au Centre, Littoral et autres régions, mais en moindre quantité. La population du Nord Cameroun sur le plan religieux est composée <sup>204</sup>:

\*d'environ 69% de chrétiens en général ;

\*de musulmans : 24% ;

\*d'animistes : 14% ;

\*d'adeptes d'autres religions : 2,8% ;

\*de libres penseurs : 3,2%.

En outre, ces données nous permettent de conclure sans ambages parmi les deux premières religions (islam et christianisme), christianisme est dominant au Nord Cameroun. Cette dominance est regardée avec suspicion par les associations islamiques internationales. Une réalité qui permet à ces associations de considérer le Cameroun en général comme un pays chrétien. Une telle considération ne permet pas aux différentes organisations islamiques d'intervenir massivement au pays. Cette logique permet de justifier le fait que, dans les pays où l'islam est dominant et/ou il y a de nombreux musulmans que les chrétiens les organisations islamiques sont de plus en plus présentes comme la Mauritanie, le Sénégal, le Tchad, etc. Cette raison n'est pas seule à l'origine de la faible présence des associations islamiques au Nord Cameroun, mais l'on peut avoir de même les faiblesses des échanges commerciaux que le pays entretienne avec les pays arabes dirigeants et fondateurs des organisations islamiques.

## **2. Faiblesse des échanges commerciaux entre le Cameroun et les pays arabes**

Les relations amicales que le Cameroun entretient avec les pays membres des organisations islamiques ne datent pas aujourd'hui ; de nombreux accords de coopérations dans divers domaines notamment économiques ont été conclus entre l'Arabie Saoudite, l'Égypte, Qatar, le Koweït, l'Iran, l'Irak, Soudan... Et aussi les échanges des visites de bonne volonté et d'amitié ne cessent de s'effectuer entre le Cameroun et les pays arabes précisément membre des organisations islamiques dans le but de développer la coopération fructueuse qui s'est instaurée.

---

<sup>204</sup> Institut national de la statistique du Cameroun, "État et structure de la population : indicateurs démographiques", 2017, consulté le 04 mars 2019, p.6.

D'une manière générale, le Cameroun est ouvert au commerce international, ses produits d'exportations sont entre autres le carburant (gaz), les minéraux (charbon, aluminium), le bois, le cacao, le coton et le caoutchouc et il importe principalement des combustibles minéraux et du pétrole, des denrées alimentaires (riz, blé, poissons *etc.*) des médicaments et des produits manufacturés et les véhicules. Ses principaux partenaires des échanges commerciaux sont la Chine, la France, les États-Unis, le Nigeria, la Thaïlande, les Pays-Bas. En fait, selon les données de l'institut national de la statistique (INS) les cinq premiers pays partenaires<sup>205</sup> économiques du Cameroun sont la Chine, l'Italie, les Pays Bas, l'Espagne et la Malaisie. Dans cette logique il n'existe aucun pays arabe fondateurs des différentes organisations islamiques qui effectuent des échanges économiques avec le Cameroun. Cette raison explique la faiblesse des associations islamiques telles *TIKA* et *WAMY* pour le développement au Cameroun. Car quelques pays seulement à l'instar de l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, la Turquie et la Malaisie échangent avec le Cameroun et ces pays ne font même pas partie des cinq (05) pays top partenaires du Cameroun malgré ces pays sont fondateurs des plusieurs organisations islamiques.

En un pourcentage réduit de la population musulmane au Nord Cameroun et les faibles échanges commerciaux entre le Cameroun et les pays membres des différentes organisations islamiques constituent les unes des faiblesses de leurs présences au Nord Cameroun ; mais la relation que le Cameroun effectue avec le pays Hébreux ennemi des pays arabes est aussi une source de refroidissement de l'aide des organisations islamiques en direction du Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier.

### **3. Relation qu'entretient le Cameroun et le Pays Hébreux : source de refroidissement de l'aide des organisations islamiques au Cameroun septentrional.**

Le mot hébreu vient du latin *Hebraei*, du grec '*E pālōl*, lui-même issu de l'hébreu 'Ibrí, qui désigne le peuple d'Israël à ses origines.<sup>206</sup> Pays du Moyen-Orient, Israël fut fondé en 1948 suite à la division de la Palestine par l'ONU et la même année David Ben Gourion président du Conseil national juif proclame son indépendance. En effet, depuis la création d'Israël, l'État Hébreux est entré en guerre plusieurs fois contre ses voisins arabes qui sont l'Égypte, Jordanie, Irak, Syrie, Liban, Arabie Saoudite et Yémen, Pakistan<sup>207</sup>. Ces pays arabes et d'autres ne reconnaissent pas toujours l'indépendance de l'État d'Israël, mais par contre certains pays tels

<sup>205</sup> Cordier B., « ONG islamiques internationales et société civile dans le contexte musulman : quelle proximité culturelle ? », *Humanitaire*, n°92, 2008, p.1-8, in <https://www.investiraucameroun.com>, consultée le 15/04/2018.

<sup>206</sup> Sourate 14, verset 13.

<sup>207</sup> R. Pierre, 2006, *Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, p.78.

que les États-Unis d'Amérique, Pays-Bas, France, Union d'Afrique du Sud, Uruguay, Brésil, Australie, Liberia, Ukraine, Équateur, Haïti, Pologne, Cameroun...ont reconnu son indépendance.

D'une manière générale, l'histoire des relations entre le Cameroun et l'Israël date depuis 1963 quand le président camerounais Ahmadou Ahidjo effectue une visite officielle de six jours en Israël et rencontre le Premier ministre Golda Meir et son prédécesseur David Ben Gourion, avec qui il diffuse une déclaration conjointe soulignant les parfaites relations entre les deux États<sup>208</sup> quand le Cameroun n'était pas encore le membre de l'OCI. En 1973, à la suite de la guerre israélo-arabe du "Kippour", le Cameroun étant membre de l'OCI rompt d'abord ses relations diplomatiques avec l'État hébreu comme tant d'autres pays africains, sous la pression des pays arabes membres des cératines associations islamiques où le Cameroun en fait partie<sup>209</sup>. En suite en 1986, les relations entre le Cameroun et l'Israël se reconstituent surtout lors de la rencontre entre le Premier ministre Shimon Peres et le président Paul Biya à Yaoundé.

Delà, le Cameroun fait partie aujourd'hui des pays ne reconnaissant pas l'État palestinien mais plutôt l'État d'Israël ; raison pour laquelle il entretient avec ce dernier une importante coopération dans le domaine sécuritaire, en confiant même d'ailleurs une société de sécurité israélienne sa protection personnelle<sup>210</sup>. De même l'armée camerounaise dénommée les soldats du bataillon d'intervention rapide (BIR), qui est une unité d'élite de la force armée camerounaise est formée et entraînée et équipée par des personnels israéliens, rémunérée avec la rente pétrolière captée par la société nationale des hydrocarbures.

En d'autres termes, le fait de reconnaître l'État et l'indépendance d'Israël de même que la relation que le Cameroun noue avec cet État ennemi des plusieurs pays arabes qui sont fondateurs et dirigeants des associations islamiques est regardée avec suspicion et cette raison empêche la présence des plusieurs associations islamiques pour le développement du Cameroun en général et dans sa partie septentrionale en particulier et sa constitue ses faiblesses. Malgré les faiblesses des associations islamiques évoquées pour le développement au Cameroun septentrional, ses perspectives font partie de leurs objectifs. Nonobstant les faiblesses des associations islamiques constatées pour le développement au Cameroun, ces organisations ont élaboré des perspectives pour un futur meilleur dans tous ses pays membres.

<sup>208</sup> Cf. L'acte de la Visite Ahmadou Ahidjo en Israël, le 22 mai 1963.

<sup>209</sup> Hoda N., "Israel, Cameroon Restore Ties After 13-Year Break", *Los Angeles times*, 1987.

<sup>210</sup> "Cameroun : espionnage, troupes d'élites... quand Israël veille sur Paul Biya- jeune Afrique" [archive], sur *JeuneAfrique.com*, 30 janvier 2020(consultée le 18 février 2020).

**Photo 20: Mahamadou Ahidjo, en compagnie de Golda Meir en 1963**



**Source :** *Le Monde.fr*, 22 mai 1963.

Les relations qu'entretient le Cameroun avec les pays musulmans et hébreux constituent certes un très grand atout dans le processus de fluidification des activités des associations islamiques sur le territoire, mais force est également de constater que, au vue des différents contextes sécuritaires internationaux, les associations islamiques sont de plus en plus vues d'un mauvais œil, parfois qualifiées (peut-être à tort) d'organisations terroristes.

## **II. UNE ETIQUETE DE TERRORISTE « COLEE AU DOS» DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES ET NECESSITE DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT POUR CES DERNIERES**

Les organisations islamiques peinent à se déployer effectivement au Cameroun pour des raisons sécuritaires et historiques. En effet, depuis les attentats du 11 Septembre perpétré en Amérique sur les deux tours jumelles par Al-Qaïda et le groupe État Islamique, le monde s'est fait une idée calée des organisations islamiques. Une étiqueté est restée colée au dos de l'Islam, entravant parfois les idées d'actions humanitaires des organisations islamiques.

## 1. Le passif de terroriste des organisations “islamistes” et difficile intégration

Tout récemment en 2014, le Cameroun recevait les coups amers de la secte islamiste Boko Haram. Le contexte d'émergence de cette nébuleuse au Nord-Cameroun remonte cependant en 2009. Il a installé dans la région de l'extrême-Nord, une cellule en charge du prosélytisme religieux. Cette attitude nous fait comprendre qu'en 2009, la secte s'engage dans une interminable lutte armée contre le gouvernement nigérian, les musulmans dits modérés et les chrétiens, entre autres.

### Photo 22 : Attaque des Boko-Haram



**Source :** J. Mbarkoutoubiem, “Boko Haram : comprendre le terrorisme pour mieux le combattre”, *VIRGIE*, Bulletin de EIFORCE, 2014, num.03 et 04.

Elle diversifie ses opérations terroristes également avec les attentats-suicides et les prises d'otages. Les actions de la secte islamiste ont des conséquences à la fois sur le Nigéria et dans la sous-région. Il s'agit ici, et dans un premier ressort, de montrer que les risques de contagion islamiste sont importants pour la région camerounaise de l'Extrême-Nord. Il y a des bases historiques et islamiques qui exposent cette région à des risques de contagion. Cette façon de faire à pousser des autorités musulmanes à se prononcer contre ces actions qu'ils qualifient d'anti musulmanes. Malgré tous leurs efforts de blanchir la religion, beaucoup sont restés septiques, les observations tendent à démontrer qu'au Cameroun, surtout à partir de 2014-2016,



## 2.1. Projet d'allègement de la pauvreté

Les ONG islamiques notamment *WAMY* et *TIKA* travaillent avec d'autres ONG partenaires (ACAMAS) et sont proches des populations bénéficiaires. Ces ONG seraient donc particulièrement bien placées pour participer aux programmes de lutte contre la pauvreté. La loi sur la coopération de 1976 indique que l'aide doit être destinée en priorité aux pays, populations et régions les plus pauvres, ce qui légitime le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération (DDC) à des programmes gérés par des œuvres d'entraide. Si certaines ONG ont de la peine à dépasser un niveau très local (ou souhaitent volontairement être efficaces localement), d'autres grandes ONG (*WAMY*) peuvent toucher des dizaines de milliers de personnes avec leurs programmes dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement rural<sup>212</sup>.

Le projet de la lutte contre la pauvreté est l'une des perspectives des organisations islamiques pour le développement au Nord Cameroun, ce projet a pour objectif de :

D'abord mettre en place de systèmes et des mesures de protection sociale appropriés à l'échelle nationale pour tous et assurer une couverture substantielle des pauvres et des personnes vulnérables<sup>213</sup>. En suite diminuer, de deux tiers, la prévalence de l'extrême pauvreté dans les États membres, actuellement mesurée en tant que personne ne vivant avec moins de US \$ 1,25 par jour ; à ce niveau les pays membres des organisations islamiques vont mettre en place des programmes de développement des compétences pour créer des emplois plus décents et des possibilités d'emplois pour les segments vulnérables de la société<sup>214</sup>.

Ensuite, promouvoir une part équitable des ressources économiques pour les hommes et les femmes, en particulier pour les hommes pauvres et vulnérable, ainsi que pour accéder aux services de base, à la propriété, des héritages, des ressources naturelles, des nouvelles technologies appropriées, et les services financiers, y compris la micro finance. De même créer des cadres stratégiques sains, aux niveaux national et régional en particulier, fondés sur des stratégies de développement favorable aux pauvres et sensible au genre pour soutenir les investissements accélérés dans les actions d'éradication de la pauvreté<sup>215</sup>. Les perspectives des

---

<sup>212</sup> , Perroula G., "Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle", *Annuaire suisse de politique de développement*. 2004.

<sup>213</sup> Communiqué final (paragraphe 124) du 13<sup>ème</sup> sommet islamique (Istanbul, avril 2016)

<sup>214</sup> Résolution 3/42-E du 42<sup>ème</sup> CMAE (Koweït, mai 2015) sur Fond de Solidarité Islamique pour le Développement.

<sup>215</sup> Résolution 5/43 du 43<sup>ème</sup> CMAE (Tachkent, octobre, 2016).

associations islamiques se concrétisent aussi dans le projet du respect de droits de l'homme et de la bonne gouvernance.

## **2.2. Le projet du renforcement du respect de droits de l'homme et de la bonne gouvernance**

Le respect de droits de l'homme et de la bonne gouvernance fait partie des perspectives pour le développement des pays membres des associations islamiques. Le renforcement des droits de l'homme se décline en deux axes prépondérants dans la région. En effet, s'inscrivant dans le sens classique ou général de la protection des droits de l'Homme, ces institutions se sont aussi prononcées dans la protection des couches vulnérables à l'instar des femmes et des enfants.

En effet, ce projet a pour rôle d'améliorer l'engagement de *WAMY* et *TIKA* en matière de promotion et de protection des droits humains et universels et présenter efficacement la vision de ces ONG islamiques de la modernisation, de la tolérance et de la protection des droits garantis par la foi islamique, l'harmonie et la modernisation, en coopération et en dialogue avec les États membres<sup>216</sup>. Dans cette même lancée ces associations islamiques ont favorisé la projection (vulgarisation) des droits, la dignité et l'identité religieuse et culturelle des communautés et des minorités musulmanes au Cameroun septentrional<sup>217</sup>, et de promouvoir les connaissances et partager l'expérience des meilleurs pratiques en matière de bonne gouvernance, de justice, de procès équitable, d'égalité des chances, de responsabilité et de l'état de droit<sup>218</sup>. En outre, ce projet permettra d'examiner les politiques nationales des États membres pour d'assurer de leur respect des normes et principes universels en matière de droits de l'homme ainsi que d'encourager ces États membres à renforcer davantage la mise en œuvre de leurs obligations en matière de droits de l'homme.

Les droits de l'homme touchent aussi la question des droits des femmes. L'approche basée sur le genre est de plus en plus encouragée au sein des acteurs qui interviennent au Cameroun septentrional. Les agences de Nations Unies sont les premières à s'engager dans cette voie. L'ONU-FEMME a depuis quelques années déjà, développé des initiatives de protection des femmes contre toutes formes de violences faites à leur égard. La bonne gouvernance et la gestion rationnelle de l'État est au programme de plusieurs associations islamiques. C'est dans ce sens que se démarque le conseil national des Imams du Cameroun.

---

<sup>216</sup> Résolution 32/42-POL du 42<sup>ème</sup> CMAE (Koweït, mai 2015).

<sup>217</sup> Document du résultat du débat thématique de la 9<sup>ème</sup> session ordinaire de la CPIDH (Djeddah, mai 2016).

<sup>218</sup> *Ibid.*

Grâce à leur voix prépondérante à la commission des droits de l'homme du Cameroun, les projets de prise en charge de la question du développement et de la protection des droits et libertés fondamentales des uns et des autres est de plus en plus vulgarisée au Cameroun septentrional. Souley Mane<sup>219</sup> insiste de ce fait sur la place de l'imam dans l'appui à l'action humanitaire de plusieurs associations islamiques à caractères sociales.

D'un autre côté, les associations islamiques ont opté pour un passage par le dialogue afin de résoudre les différents conflits internes qui gangrènent la société au Cameroun septentrional.

#### **a. Projets d'éducation et de lutte contre le sous-développement**

Les programmes qui ont été initiés par ces ONG dans le domaine de la lutte contre le sous-développement du Cameroun septentrional sont nombreux. Considérée comme une Zone d'alimentation prioritaire (ZAP)<sup>220</sup> d'une part, et comme une zone d'éducation prioritaire d'autre part (ZEP)<sup>221</sup>, le Cameroun septentrional a bénéficié de l'appui de plusieurs structures dont faisaient partie les associations islamiques. Ces structures œuvrent pour la promotion du développement dans la région, l'éradication de la famine et l'action humanitaire. C'est à cela que s'attèle la Croix-Rouge camerounaise, filiale de l'organisation internationale du Croissant rouge en zone arabe. Les projets d'éducation ont ainsi englobé la construction d'écoles, le recrutement d'enseignants, la distribution de dons scolaires et la recherche de bourses universitaires. Tant d'éléments qui témoignent de l'importance de ces associations islamiques dans la promotion du développement et de l'émancipation du Cameroun en général, et de sa partie septentrionale en particulier.

#### **b. Projet de dialogue, harmonie interculturelle et interconfessionnelle**

Les ONG *TIKA* et *WAMY* ont opté pour une stratégie qui vise le règlement pacifique des conflits entre les différents groupes sociaux dans le Cameroun septentrional. Le projet de gestion pacifique des conflits dans cette région du Cameroun est commun à l'ensemble du Sahel. Djepatarlemgoto rappelais que les conflits interconfessionnels ont longtemps été au centre des problèmes de cohésion sociale et de développement local. C'est ainsi que les ONG *TIKA* et *WAMY* justifient leurs différentes interventions dans les régions septentrionales du Cameroun. À Bamaré par exemple, *TIKA* a intégré des programmes d'information, de conseils

<sup>219</sup> Souley Mane, "L'islam et la société", 2006.

<sup>220</sup> Djiope M.P., "La politique de protection de l'environnement et de la lutte contre la famine par les ONG Internationales au Cameroun (1992-2012)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2021, 170p.

<sup>221</sup> Dawa Kaki A. A., "l'Unesco et la question de l'instruction dans les ZEP à l'extrême Nord du Cameroun (1990-2020)", Mémoire de Master en histoire, Université de Yaoundé 1, 2021, p117.

et de médiation des conflits entre les populations, ainsi qu'entre les acteurs de différents secteurs d'activité. En effet, les agriculteurs et éleveurs sont continuellement en conflit, à cause des dégâts que causent certains animaux sur les plantations.

Ce projet aura pour objectif d'abord pour tous les pays partenaires de *WAMY* et de *TIKA* de diffuser le message et les informations sur l'islam en tant que religion de modération et de tolérance. En suite de renouer le dialogue, l'harmonie et le respect mutuel entre les différentes écoles (écoles coraniques et écoles classiques), les religions (islam et christianisme), les cultures et les civilisations<sup>222</sup>. En fin, ce projet aura pour objectif de construire des ponts et encourager les consultations parmi les adeptes des différentes religions pour promouvoir le respect mutuel, la reconnaissance, la tolérance, et la compréhension afin de prévenir une dissension croissante dans la société musulmane en particulier et dans les différentes religions en général<sup>223</sup>.

En somme, ce dernier chapitre ouvrait sur les perspectives et éventuelles méthodes à ajouter à la compile déjà existante afin d'apporter des réponses plus pointues à l'évaluation de l'activité des acteurs et organisations islamiques pour le développement des localités. Ainsi, on comprend que ces acteurs ont spécifiés leurs différents domaines d'intervention. Ces domaines d'intervention sont articulés les éléments tels que : l'allègement de la pauvreté, dialogue, harmonie interculturels et confessionnels et le respect de droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Ces éléments vont permettre dans cette zone une vie de prospérité dans les jours avenir.

---

<sup>222</sup> Communiqué final du 4<sup>ème</sup> Sommet islamique extraordinaire (Mecque, août 2012), signé par Hossein Brahim secrétaire général de *WAMY*.

<sup>223</sup> *Ibid.*

## **CONCLUSION GÉNÉRALE**

En définitive, il s'est agi de revenir sur les déploiements des organismes à caractères musulmans dans le processus du développement au Cameroun septentrional. Cette étude porte sur les ONG islamiques et le développement au Cameroun Septentrional : cas de la *TIKA* et *WAMY* (1990-2020) aura été une quête qui nous a permis de mettre en lumière le soubassement des liens entre ces deux sphères. Il importe dès lors de rappeler les principaux éléments qui ont constitué le fondement de ladite recherche. À observer le déroulement de cette étude, il a été convenu de présenter d'abord une vue panoramique des ONG présentes au Nord Cameroun et leur aperçu historique. Cette présentation a permis de comprendre que les organisations islamiques au Cameroun ne datent pas d'hier. S'il est vrai que ce n'est qu'à partir de 1990 qu'elles se font ressentir, il faut également signaler que c'est à la faveur de la nouvelle Loi de 1990 sur la liberté d'association au Cameroun qui a boosté la prolifération de ces structures et ainsi légitimé leurs actions.

Une fois les différentes organisations installées, elles se sont empressées de déployer leurs actions dans le pays, et précisément dans les régions septentrionales du Cameroun. L'observation faite est celle selon laquelle, les organisations islamiques fondent leurs actions sur des principes spécifiques. Ces principes, profondément ancrés dans la croyance musulmane et le livre saint de cette même religion, se focalisent sur la promotion de l'amour, de l'entraide, et du réconfort mutuel. C'est ainsi que ces organisations islamiques à l'instar de *WAMY* et *TIKA*, ont contribué de façon significative à la lutte contre l'extrémisme violent dans la région. Elles ont également participé à l'apaisement des tensions entre différents groupes de populations, en les entretenant sur le sens de la paix, de la vie en harmonie et de l'entraide. Ces actions sont le propre des associations islamiques partout où elles se trouvent.

Les réalisations de ces organisations islamiques pour le développement au Cameroun septentrional dans le domaine socioéconomique où nous avons constaté les créations des points d'eau, les infrastructures sanitaires et éducatives, les actions pour limiter l'insécurité alimentaire et les maladies ; l'on constate aussi la réalisation dans le domaine de la cohésion entre le peuple et au respect de droits de l'homme ; cette partie constitue le centre de gravité ou le noyau dur de notre étude. De même, au niveau du troisième chapitre l'on a relevé l'impact et le dynamisme de ces organisations islamiques dans lesquels nous avons l'impact négatif et l'impact positif et le dynamisme qui se caractérise par la création des organisations islamiques locales qui sont OFIF et JIC.

En fin, au quatrième chapitre qui constitue la dernière partie de notre recherche nous a permis de relever les faiblesses et perspectives de ces organisations islamiques ; comme

faiblesse nous avons une minorité des musulmans dans la partie septentrionale du Cameroun et les faiblesses des échanges commerciaux entre le Cameroun et les pays arabes, et comme perspectives nous avons le projet d'allègement de la pauvreté, projet du renforcement pour le respect du droit de l'homme et de la bonne gouvernance, et le projet d'harmonie interculturelle et confessionnelle. En outre, il n'est pas interdit de rappeler la problématique de notre recherche qui est de savoir dans quelle mesure les ONG islamiques internationales constituent-elles un moyen pour le développement au Cameroun septentrional ? Cette interrogation a pu faire le noyau central de notre étude.

Cependant, dans une société laïque et pragmatique comme le Cameroun, les citoyens se rendent *in fine* à l'évidence : le ciel ne va pas descendre sur la terre, leur salut n'en sera pas tributaire, mais relèvera plutôt de leur travail et de leur courage quotidien. Or l'islam a pour mission de construire une humanité heureuse et à l'abri du mal pour être à l'image de Dieu. À cet égard, pour le développement du Cameroun septentrional, les jeunes constituent, à juste titre son moteur à travers non seulement des revendications perpétuelles, légitimes, responsables et rationnelles, mais aussi par sa quête du savoir et du savoir-faire pour la prospérité de cette partie du pays. Dès lors, quelles méthodes utilise-t-on dans la partie septentrionale du Cameroun pour éradiquer les maux qui minent la société de cette partie sans intervention extérieure

**SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

## I- SOURCES ORALES

Noms et Prénoms	Sexe	Religion	Âge	Profession	Lieux et date d'entretien
Abdoul Karim Abboyerima	M	Musulman	45 ans	Directeur général WAMY	Mai 2021 à Yaoundé
Hamadou Hamidou	M	Musulman	42 ans	Administrateur civil	14 janvier 2021 à Maroua
Malloum souley	M	Musulman	60 ans	Maitre école Coranique	10 janvier 2021 à Iounga barkédjé
Youssoufa hamadou	M	Musulman	34 ans	Maitre école Coranique	Mai 2021 à Maroua
Alioum Djoubayrou	M	Musulman	35 ans	Commerçant	Mai 2021 à Lougga Barkédjé
Yaouba mourtala	M	Musulman	45 ans	Chef de canton	19 mars 2021 à Mokolo
Moussa Marandata	F	Musulman	40 ans	Chef de station de la Crtv Nord	10 mars 2021 à Garoua
Moustapha ramadan NLEND	M	Musulman	54 ans	Président national de JIC	18 mars 2021 à Yaoundé
Deli ZRA	M	Chrétien	43 ans	Personnel au MINISANTE	12 avril 2021 à Zidim

## II-SOURCES ECRITES

### 1- OUVRAGES GENERAUX

Arkoun, M., *Humanisme et Islam* : Combats et propositions, Paris, 2005p.56.

Bayart, M., *Religion et modernité politique en Afrique Noire*. Dieu pour tous et chacun pour soi, Paris, édition Karthala, 1993 p.56.

Bergson M., *Les Deux sources de la morale et de la religion*, Paris, PUF, 6<sup>ème</sup> éd, 1995, p.97.

Etayerk R., *Le Radicalisme islamique au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1993, p. 264.

- Fouchard L., *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris-Ibadan, Karthala, p.537.
- Hervieux-Legerd, *Le pèlerin et le convertis. La religion en mouvement*, Paris, Flammarion, 1999 p.290.
- Kant E., *La Religion dans les limites de la simple raison*, trad. J. Gibelin, Paris, Vrin, 1972, p.72.
- Kepel G., *Jihad. L'Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2003 p.751.
- Masson D., *Essaie d'interprétation du coran*, Paris ; Gallimard, 1980.
- Njeuma M.J., *Fulany hegemony in Yola (old Adamawa)*, 1809-1902, Yaoundé, CEPER.
- Royo. *L'islam mondialisé*, Paris, édition du Seuil, 1988, p.234.
- Santerre R., *Pédagogie musulmane d'Afrique noire. L'école coranique peule du Cameroun*, Montréal, Presse de l'Université de Montréal.
- Toureaux H et Iyebi-Mandjeck O., 1994, *L'école dans une petite ville africaine (Maroua Cameroun). L'enseignement en milieu urbain multilingue*, Paris, Karthala.

## 2- OUVRAGES DE METHODOLOGIE

- Beaud M., 1985, *L'art de la thèse*, Paris, Découvertes.
- Bernoux P., *La sociologie des organisations*, Paris, Seuil, 1985, p.78.
- Ghiglione R., et Matalon, B., 1978, *Les enquêtes historiques. Théories et pratiques*, Paris, Armand Colin.
- Giroux et Tramblye., *Méthodologie des sciences humaines : la recherche en action*, Saint-Laurent (PQ) : ERPI Sciences humaines (2<sup>ème</sup> édition), 2002, p.209.
- Grawitz M., *Méthodologies des sciences sociales*, Paris, 2001, Dalloz (2eme édition).
- Livre M., *Construire un mémoire professionnel Manuel d'initiation à la recherche en sciences sociales*, Paris-Rennes, ENSP, 1998, p.88.
- P. N'da, *Méthodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de la thèse de doctorat*, Paris, Harmathan, 2007, p.94.

### 3- CHAPITRES D'OUVRAGES ET ARTICLES DE REVUES

- Adama H., “Les nouveaux prénoms des peuls du nord Cameroun : historique et essai d’interprétation”, *Islam et société au sud du Sahara*, n°11, Paris, 1997, pp.67-84.
- . Adama H., “Islam et relations interethniques dans le Diamaré, Nord Cameroun”, vol 18, 1999.
- Bastian J., “La globalisation du religieux : diversité des questionnements et des enjeux”, in J-Bastian., *P La globalisation du religieux*, Paris, L’Harmattan, 2001, pp.9-18.
- . Bellah., R “Religion civile”, *Archives des sciences sociales des religions*, n°36, 1976, pp.35-89
- . Dorier-Appril E., “Les enjeux sociopolitiques du foisonnement religieux à Brazzaville”, *Politique Africaine*, n°64, 1996, pp.129-134.
- Durkheim, E., “De la définition des phénomènes religieux”, *Année sociologique*, vol II, 1897, pp.5-28.
- Gandolfi S., “l’enseignement islamique en Afrique noire”, *Cahier d’étude africaine*, n°12, 2006.
- Mamoudou, S., “Le pouvoir, le savoir, et la richesse les foubés de Ngaoundéré face au processus de modernisation”, *Nagoya Université Press*, Nagoya, n°16, 2008.
- Gomez-Perez M., “Prêchesses arabisantes à Dakar et Ouagadougou. Des logiques d’individualisation et individuation”, *Anthropologie et Société*, vol 42, n° 1.

### 4-MEMOIRES ET THESES

- Adama H., “Naissance et évolution de l’enseignement franco-arabe au Cameroun”, Thèse de Doctorat en histoire nouveau régime, Université Michel de montagne Bordeaux 3. 1995.
- . Astadjam M., “Transmission du savoir islamique dans la région de l’Adamaoua”, mémoire d’histoire DIPES II ENS Yaoundé.2014.
- Bahouaba B., “Islam administration coloniale et christianisme dans la région de Maroua de 1914 à 1946”, mémoire présenté en vue de l’obtention du diplôme de maitrise, 2003, Université de Ngaoundéré.
- Lasseur M., “Religions et territoire au Cameroun. Les dimensions spatiales du pluralisme confessionnel”, thèse de doctorat en géographie Ph. D, Nouveau régime, Université Paris 1, Panthéon-Sor, 1997.

Djiopé M. P., “La politique de protection de l’environnement et de la lutte contre la famine par les ONG Internationales au Cameroun (1992-2012)”, Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2021.

Moumouni S., “Soufisme et réforme socio-politique en Afrique : vie et œuvre de Cheik Uthman dan Fodio (1754-1817)”, Thèse de doctorat Ph. D, nouveau régime, Université Borde., au III, 2003.

Mane S., “L’Islam et la société dans la région du Mbam (centre-Cameroun) XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle”, Thèse de doctorat Ph. D en Histoire, université de Yaoundé, 2006.

Van Duc J., “Le pèlerinage des Voltaiques-Bourkinabés aux lieux saints de l’islam, Passé-Présent”, Thèse de doctorat d’État en Histoire, Université de la Sorbonne, 1988, p.48

## 5-TEXTES JURIDIQUES

La loi n°90/053 du 10 décembre 1990 portant sur la liberté d’association.

Décret n°2020/796 du 18 décembre 2020.

## 6- DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPÉDIES

Dictionnaire de psychologie, 1991.

Sourdel, J., 2004, *Dictionnaire historique de l’islam*, Paris, PUF, p.1028.

Dictionnaire *Le Robert*, Paris, 2000.

## III-SOURCES NUMÉRIQUES

- Cheik T., 1989, « Un musulman dans le siècle », Paris, Harmattan, p.43. In [www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org), consulté le 05/08/2021.
- Ousmanou, K., 2012 « Entre confrérisme, réformisme et islamisme », Seuil, Paris, p.90. in [www.aproposdenous.cm](http://www.aproposdenous.cm), consultée le 04/01/ 2022.
- Blaise P., 1967 « Islam et école », CRISP, Paris, p. 89, in <https://www.universali.fr>, consulté le 06/07/2021.
- Ben, M., 2007, « Institutionnalisation de l’islam : instrumentalisation et ethnicisation », la revue nouvelle, n°18, p.12, in <https://www.sessric.org>, consulté le 20/07/2021.
- <https://icdt-cidc.org>, consulté le 20/07/2020.

- Cordier B., 2008, " ONG islamiques internationales Cordier B., 2008, " ONG islamiques internationales et société civile dans le contexte musulman " : quelle proximité culturelle ? ", *Humanitaire*, n°92, p.1-8, in <https://www.investiraucamerou.com> consultée le 15/04/2018.
- Duriez B., 2007, *les ONG confessionnelles, religions et actions internationales*, Paris, Harmattan, 2007, p.123, in <http://hadithsdujour.cm>, consulté en 2020.
- Gandour A., 2002, *Jihad humanitaire, enquête sur ONG islamiques*, Paris, Flammarion, p.21-29, in <http://www.meirieux.com/patrimoinemarion> pédagogie. PDF consulté le 26 novembre 2020
- Givre, O., 2016, " L'humanitarisation du sacrifice musulman. ONG confessionnelles et recompositions rituelles ", *journal des anthropologues*, n°146/147, p. 29-55, in [www.editionharmattan.fr](http://www.editionharmattan.fr). Consulté le 20 novembre 2021.
- Cordier B., 2008, "ONG islamiques internationales et société civile dans le contexte musulman : quelle proximité culturelle ? ", *Humanitaire*, n°92, p.1-8, in <https://www.investiraucameroun.com>, consultée le 15/04/2018.

## **ANNEXES**

## ANNEXE 1 : AUTORISATION DE RECHERCHE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
 PAIX-TRAVAIL-PATRIE  
 \*\*\*\*\*  
 UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I  
 \*\*\*\*\*  
 FACULTE DES ARTS, LETTRES ET  
 SCIENCES HUMAINES  
 \*\*\*\*\*  
 DEPARTEMENT D'HISTOIRE  
 \*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
 PEACE-WORK-FATHERLAND  
 \*\*\*\*\*  
 THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I  
 \*\*\*\*\*  
 FACULTY OF ARTS, LETTERS AND  
 SOCIAL SCIENCES  
 \*\*\*\*\*  
 DEPARTMENT OF HISTORY  
 \*\*\*\*\*

**ATTESTATION DE RECHERCHE**

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard**, Chef de Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **M. DJIBRILLA BOUBAKARI**, matricule **15N636** est inscrit en Master II dans le dit Département, option Histoire des Relations Internationales. Qu'il mène, sous la direction du **Pr. DIYE Jérémie** (*Maître de Conférences*), une recherche universitaire portant sur le thème : « **LES ASSOCIATIONS ISLAMIQUES ET LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN : CAS DE OCI ET WAMY AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL (1974-2020)** ».

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

**En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.**

Fait à Yaoundé le... **14 JUL 2022**

Le Chef de Département



**Bokagne Betobo Edouard**  
 Maître de Conférences

**ANNEXE 2 : LOI N° 90/053 DU 19 DECEMBRE 1990, PORTANT LIBERTE  
D'ASSOCIATION**

**LIBERTE D'ASSOCIATION**

**LOI N° 90/053 DU 19 DECEMBRE 1990**

**TITRE**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>** la liberté d'association proclamée par le préambule de la constitution est régie par les dispositions de la présente loi.

(2) Elle est faculté de créer une association, d'y adhérer ou de ne pas y adhérer.

(3) Elle est reconnue à toute personne physique ou morale sur l'ensemble du territoire national

**Art.2.-** L'association est la convention par laquelle des personnes mettent en commun leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices.

**Art.3.-** Tout membre d'une association peut s'en retirer à tout moment après paiement des cotisations échues de l'année en cours.

**Art.4.-** Les associations fondées sur une cause ou en vue d'un objet contraire à la Constitution, aux lois et aux bonnes mœurs, ainsi que celles qui auraient pour but de porter atteinte notamment à la sécurité, à l'intégrité territoriale, à l'unité nationale, à l'intégration nationale et à la forme républicaine de l'État sont nulle et de nul effet.

**Art.5-**(1) les associations obéissent à deux régimes :

-le régime de la déclaration ;

-le régime de l'autorisation.

(2) Relèvent du régime de l'autorisation, les associations étrangères et les associations religieuse.

(3) Toutes les autres formes d'associations sont soumises au régime de la déclaration.

Toutefois, les régimes prévus à l'alinéa premier ci-dessus ne s'applique pas aux associations de fait d'intérêt économique ou socioculturel.

(4) les parties politiques et les syndicats sont régis par des textes particuliers.

## CHAPITRE V

### DES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES

**Art.22 :** - Est considérée comme association religieuse :

-tout groupement de personnes physique ou morale ayant pour vocation de rendre hommage à une divinité.

-tout groupement de personnes vivant en communauté conformément à une doctrine religieuse.

**Art. 23 :** -Toute association religieuse doit être autorisée. Il en est de même de tout établissement coranique.

**Art.24 :** - l'autorisation d'une association religieuse ou d'un établissement privé islamique est prononcée par décret du président de la République, après avis motivé du ministre chargé de l'administration territoriale.

**Art.25 :**-(1) Les associations religieuses ne peuvent recevoir de subventions publiques ou des dons et legs immobiliers.

(2) Toutefois, elles peuvent recevoir les dons et les legs immobiliers nécessaires à l'exercice de leurs activités.

**Art.26 :** - Les associations religieuses tiennent un état de leurs recettes et dépenses et dressent chaque année, le compte financier de l'année écoulée et l'état d'inventaire de leurs biens meubles et immeubles.

**Art.27 :** -Les responsables des associations religieuses sont tenus de présenter sur réquisition du ministre chargé de l'Administration territoriale ou de son délégué, les comptes et états visé à l'article précédent ainsi que les listes complètes de leurs membres dirigeants.

**Art.28 :** -(1) Sont nuls tous actes de donation entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, ne soit par personne interposée ou par toute voie indirecte ayant pour objet de permettre aux associations religieuses légalement ou illégalement fondées de se soustraire aux obligations de l'article 27 ci-dessus.

(2) Cette nullité sera constatée soit à la diligence du ministre public sur dénonciation du ministre chargé de l'Administration territoriale ou de son délégué, soit par requête de tout intéressé.

**Art.29 :** -Sont punis des peines prévues aux articles 314 et 129 du code pénal les représentants ou directeurs d'une association religieuse qui ont fait des fausses communications ou refusé

d'obtempérer aux réquisitions du ministre en charge de l'Administration territoriale ou de son délégué dans le cadre des dispositions de l'article 27 ci-dessus.

**Art.30 :** - Toute association religieuse peut être suspendue par arrêté du ministre chargé de l'Administration territoriale pour trouble à l'ordre public. Code suspension obeit aux dispositions de l'article 13 ci-dessus.

**Art.31 :** - Toute association religieuse dument autorisée dont l'objet initial est par la suite dévié peut être dissout après préavis de deux mois resté sans effet par décret du président de la République.

## TITRE IV

### DISPOSITION DIVERSES TRANSITOIRES ET FINALES

**Art. 32 :** - (1) Toute association dont la contribution effective est déterminante dans la réalisation des objectifs prioritaires du gouvernement peut, sur demande, être reconnue d'utilité publique par décret du président de la République, après avis motivé du ministre en charge de l'administration territoriale.

(2) Elle peut dans ces conditions.

-accomplir tous les actes de la vie civile non interdite par ses statuts, sans pouvoir posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elle poursuit ;

-recevoir des dons et legs de toute nature sous réserve de l'autorisation du ministre chargé de l'Administration territoriale pour les dons et les legs immobiliers.

-recevoir des subventions de l'État et des collectivités décentralisées ; dans ce cas, l'Etat doit s'assurer de bonne utilisation de ces subventions.

**Art.33 :** - (1) Sont punis d'une amende de 100.000 à 1000.000 de F, d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou l'une de ces peines seulement, les fondateurs ou administrateurs de l'association qui serait maintenue ou reconstituée illégalement après jugement ou décision de dissolution.

(2) Lorsque la décision de dissolution a été motivée par des manifestations armées, une atteinte à la sureté intérieure ou extérieure de l'État, le maximum de peines prévues à l'alinéa précédemment est doublée.

(3) Sont punies de même peines, les personnes qui ont favorisé la réunion des membres de l'association dissoute en leur concevant l'usage d'un local dont elles disposent.

**Art.34** : -Les associations qui justifient de la possession de d'actes de déclaration, de reconnaissance ou d'autorisation délivrés conformément à la législation en vigueur des présentes lois sont tenues d'en faire la preuve dans le délai de douze mois par la production d'une copie au ministre en charge de l'Administration territoriale.

**Art. 35** : -La loi n°67/LF/19 du 12 juin 1967 sur la liberté d'association est abrogée et remplacée par les dispositions de la présente loi.

**Art. 36** : -La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, puis insérée au Journal officiel en français et en anglais.

**Yaoundé, le 19 décembre 1990**

**Le Président de la République**

**(é) Paul BIYA**

## ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN

### I-DESTINÉ AUX IMAMS

#### Module 1 : Identification

Age, années d'adhésion du Cameroun aux différentes organisations islamiques

**Module 2** : Motivation du Cameroun à avoir accepter l'installations des ONG islamiques

- 1- Imam, pouvez-vous nous parler de l'installations de WAMY au Cameroun ?
- 2- Quelle est sa particularité ?
- 3- Que pensez-vous de son développement au Nord Cameroun ?

### II-ADRESSE AUX FIDELES

#### Module 1 : Identification

Age, profession, niveau d'étude, nom de la mosquée d'appartenance

**Module 2** : Questions relatives à l'importance des organisations islamiques au Nord Cameroun.

- 1- Pouvez-vous nous parler de la construction des points d'eau par WAMY ?
- 2- Constatez-vous son importance ?
- 3- Quelle est la réaction de la population bénéficiaire ?

### III-ADRESSE AUX RIVERAINS

#### Module 1 : Identification

Age, profession, quartier de résidence

**Module 2** : Questions relatives à l'importance des organisations islamiques au Cameroun septentrional

- 1- Pouvez-vous nous parler de l'importance des WAMY et TIKA au Nord Cameroun ?
- 2- Etes-vous satisfait de leurs réalisations ?
- 3- Quelle peut être votre suggestion ?

### IV-ADRESSE AUX AUTORITÉS ADMINISTRATIVES

#### Module 1 : Identification

Age, profession

**Module 2 : Questions à propos des faiblesses des organisations islamiques au Nord Cameroun**

- 1- L'Etat du Cameroun a-t-il constaté les faiblesses de *WAMY* et *TIKA* dans sa partie septentrionale ?
- 2- Pouvez-vous nous énumérer quelques-unes ?
- 3- Ces organisations peuvent-elles avoir des perspectives pour améliorer ces manquements ?

## ANNEXE 4 : LISTES DE PERSONNES INTERVIEWEES

### I-LES IMAMS

Noms des imams	Mosquées et quartiers d'implantation
1-Souley Djoubayrou	Mosquée de lougga barkédjé
2-Oustasse Mahmoud	Mosquée centrale de Maroua
3-Djafarou	Mosquée centrale de Garoua
4-Mahmoud Ali	Mosquée centrale de Ngaoundéré

### II-LES FIDELE

Noms et Prénoms	Sexe	Religion	Âge	Profession	Lieux et date d'entretien
Abdoul Karim Abbo yerima	M	Musulman	45 ans	Directeur général WAMY	Mai 2021 à Yaoundé
Hamadou Hamidou	M	Musulman	42 ans	Administrateur civil	14 janvier 2021 à Maroua
Malloum souley	M	Musulman	60 ans	Maitre école Coranique	10 janvier 2021 à lougga barkédjé
Youssoufa hamadou	M	Musulman	34 ans	Maitre école Coranique	Mai 2021 à Maroua
Alioum Djoubayrou	M	Musulman	35 ans	Débrouillard	Mai 2021 à lougga barkédjé
Yaouba mourtala	M	Musulman	45 ans	Chef de canton	19 mars 2021
Moussa Marandata	F	Musulman	40 ans	Chef de station de la Crtv Nord	10 mars 2021 à Garoua
Moustapha ramadan NLEND	M	Musulman	50 ans	Président national de JIC	18 mars 2021 à Yaoundé
Deli ZRA	M	Chrétien	43 ans	Personnel au MINISANTE	12 avril 2021 à Zidim

## TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>ii</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>iii</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>iv</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>v</b>
<b>LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES.....</b>	<b>vi</b>
<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS.....</b>	<b>viii</b>
<b>CARTE .....</b>	<b>viii</b>
<b>LES IMAGE.....</b>	<b>viii</b>
<b>LES PHOTOS.....</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES TABLEUX .....</b>	<b>ix</b>
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE .....</b>	<b>1</b>
<b>1- OBJET DE L'ETUDE .....</b>	<b>2</b>
<b>2- RAISON DU CHOIX DU SUJET.....</b>	<b>3</b>
<b>3- INTERET DU SUJET .....</b>	<b>4</b>
<b>4- CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE .....</b>	<b>4</b>
4-1- Cadre conceptuel .....	4
4-2- Cadre théorique .....	7
4.2.1. La théorie transnationaliste .....	7
4.2.2. L'individualisme méthodologique.....	9
4.2.3. Le constructivisme structuraliste.....	9
<b>5- CADRE GEOGRAPHIQUE ET HUMAIN.....</b>	<b>12</b>
<b>6- BORNES CHRONOLOGIQUES .....</b>	<b>15</b>
<b>7- REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE.....</b>	<b>16</b>
<b>8- PROBLEMATIQUE .....</b>	<b>18</b>
<b>9- OBJECTIF DE L'ETUDE.....</b>	<b>18</b>
9.1. Objectif général.....	18
9.2. Objectifs spécifiques.....	18
<b>10- HYPOTHESE .....</b>	<b>19</b>
10.1. Hypothèse principale.....	19
10.2. Hypothèses secondaires.....	19
<b>11- METHODOLOGIE.....</b>	<b>19</b>
11.1. Technique de la collecte des données.....	20
11.2. La technique documentaire .....	20
<b>12- MÉTHODE DE LA COLLECTE DES DONNÉES.....</b>	<b>20</b>

12.1. Échantillon.....	20
12.2. Les entretiens.....	21
12.3. L'observation directe.....	22
<b>13- TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNÉES.....</b>	<b>22</b>
<b>14- DIFFICULTÉS RENCONTRÉES .....</b>	<b>23</b>
<b>CHAPITRE 1 : PROFIL ET APPERÇU HISTORIQUE DE QUELQUES ONG PRESENTES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL.....</b>	<b>24</b>
<b>I- PRÉSENTATIONS DES ONG INTERNATIONALES PRÉSENTES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL</b>	
<b>25</b>	
1. Quelques ONG œuvrant au Cameroun septentrional.....	26
2. Quelques agences Onusiennes.....	32
<b>II- PRÉSENTATION DES ONG WAMY ET TIKA .....</b>	<b>34</b>
1- World Assembly of Muslim Youth (WAMY): creation et structure organisationnelle.....	34
1-1- Création et objectifs de WAMY.....	35
1-2- Structure organisationnelle de WAMY.....	37
1.2.1-Le président.....	38
1.2.2-Le vice-président.....	38
1.2.3-Le secrétariat général.....	38
<b>LISTE PHOTOS DES DIRIGEANTS DE L'ORGANISATION WAMY.....</b>	<b>39</b>
2. Le Cas de l'ONG TIKA.....	40
2-1-Création et objectif.....	40
2.2- Structure organisationnelle de TIKA.....	41
<b>CHAPITRE 2 : REALISATIONS DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES WAMY ET TIKA AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL.....</b>	<b>43</b>
<b>I- L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DANS LES DOMAINES SOCIOÉCONOMIQUES.....</b>	<b>44</b>
1. WAMY et TIKA : deux structures particulièrement actives dans la création des points d'eau, l'assainissement et les mosquées.....	45
1.1.1. Le président.....	48
1.1.2. Le secrétaire.....	49
1.1.3. Le trésorier.....	49
1.1.4. Le responsable hygiène.....	50
1.1.5. Le surveillant.....	50
2. Création des infrastructures sanitaires et éducatives et la lutte contre la famine par les organisations islamiques.....	56
2-1- Les infrastructures sanitaires.....	56
2-2- La création des infrastructures éducatives.....	60
2.3 La lutte contre la famine et les maladies.....	70
<b>II. L'APPUI DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DANS LE PROCESSUS DE COHÉSION ENTRE LES PEUPLES ET AU RESPECT DE DROIT DE L'HOMME.....</b>	<b>74</b>
1. La lutte contre l'insécurité frontalière et le terrorisme.....	74
2. Une relation fructueuse entre le Cameroun et les pays membres des organisations islamiques....	77
3. Actions concrètes des organisations islamiques.....	78
a. Soutien des organisations islamiques au Cameroun dans le processus du respect de droit de l'homme et le renforcement du multiculturalisme.....	78
b. Droit à l'éducation.....	79
4. Droit au travail.....	81
i-Droits civil et politique (liberté d'opinion, de pensée, d'expression et de réunion).....	81

- ii. Protection de droit de l'Homme ..... 82
- iii. Droit et statut de la femme ..... 83

### **CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE ET IMPACT DES ONG ISLAMIQUES AU CAMEROUN**

#### **SEPTENTRIONAL ..... 86**

##### **I- IMPACT DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES POUR LES POPULATIONS DU CAMEROUN**

##### **SEPTENTRIONAL ..... 87**

- 1- Impact positif ..... 87
  - 1-1- Promotion de la paix ..... 87
    - 1-1-1- Organisations islamiques comme source d'unité, de fraternité entre le peuple et les religions... 88
  - 1-1- Impact négatif ..... 90
    - 1-1-1- Acculturation ..... 90
    - 1-2-2- Le néocolonialisme arabe ..... 92
    - 1.2.3. La culture ..... 92
    - 1.2.4. La langue ..... 93
    - a. Les critiques des appuis des ONG par les libéralistes ..... 93
    - b. Critique des actions des ONG par les marxistes ..... 95

##### **II- LE DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL ..... 98**

- 2.1. L'Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière ..... 98
- 2.2. Jeunesse Islamique du Cameroun (JIC) ..... 102

### **CHAPITRE 4 : LES FAIBLESSES ET LES PERSPECTIVES DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES**

#### **POUR LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL ..... 104**

##### **I. LES FAIBLESSES DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU**

##### **CAMEROUN SEPTENTRIONAL ..... 105**

- 1. Une population musulmane minoritaire qui limite l'aide des organisations islamiques au Cameroun septentrional ..... 105
- 2. Faiblesse des échanges commerciaux entre le Cameroun et les pays arabes ..... 106
- 3. Relation qu'entretient le Cameroun et le Pays Hébreux : source de refroidissement de l'aide des organisations islamiques au Cameroun septentrional. .... 107

##### **II. UNE ETIQUETE DE TERRORISTE « COLEE AU DOS» DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES ET**

##### **NECESSITE DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT POUR CES DERNIERES..... 109**

##### **1. Le passif de terroriste des organisations "islamistes" et difficile intégration ..... 110**

- 2. Perspectives des organisations islamiques pour le développement au Cameroun septentrional ..... 111
  - 2.1. Projet d'allègement de la pauvreté ..... 112
  - 2.2. Le projet du renforcement du respect de droits de l'homme et de la bonne gouvernance ..... 113
    - a. Projets d'éducation et de lutte contre le sous-développement ..... 114
    - b. Projet de dialogue, harmonie interculturelle et interconfessionnelle ..... 114

#### **CONCLUSION GÉNÉRALE ..... 116**

#### **SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ..... 119**

##### **I- SOURCES ORALES ..... 120**

##### **II- SOURCES ECRITES ..... 120**

##### **1- OUVRAGES GENERAUX ..... 120**

##### **2- OUVRAGES DE METHODOLOGIE ..... 121**

##### **3- CHAPITRES D'OUVRAGES ET ARTICLES DE REVUES ..... 122**

##### **4- MEMOIRES ET THESES ..... 122**

5-TEXTES JURIDIQUES .....	123
6- DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPEDIES .....	123
III-SOURCES NUMERIQUES.....	123
<b>ANNEXES .....</b>	<b>125</b>
ANNEXE 1 : AUTORISATION DE RECHERCHE.....	126
ANNEXE 2 : LOI N° 90/053 DU 19 DECEMBRE 1990, PORTANT LIBERTE D'ASSOCIATION .....	127
ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN .....	131
ANNEXE 4 : LISTES DE PERSONNES INTERVIEWEES .....	133
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>134</b>